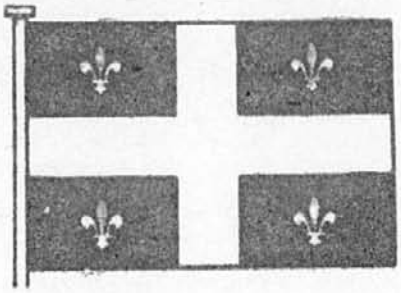

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 4 août 1956

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1956.

Québec, le 14 juin 1956.

L'Imprimeur de la Reine,
42676-26-9-o RÉDEMPTI PARADIS.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 4th, 1956

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1956.

Quebec, June 14th, 1956.

RÉDEMPTI PARADIS,
42676-26-9-o Queen's Printer.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(P.G. 11805-56)

Allie Auto Parts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1956, constituant en corporation: Cyrille Allie, garagiste, Yvette Poirier Allie, secrétaire, épouse séparée de biens de Cyrille Allie, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de Longueuil, et Robert

Letters Patent

(A.G. 11805-56)

Allie Auto Parts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1956, incorporating: Cyrille Allie, garage-keeper, Yvette Poirier Allie, secretary, wife separate as to property of Cyrille Allie, and the latter to authorize his wife for these present purposes, both of Longueuil, and Robert Maillet,

Maillet, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Allie Auto Parts Ltd.", avec un capital total de $75,000, divisé en 1,500 actions communes de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 185, rue Ste-Catherine, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11821-56)

Anglo Canadian Steel Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Ivor Kursbatt ingénieur, Ada Sager, ménagère, épouse séparée de biens de Ivor Kursbatt, tous deux de Montréal, et Lawrence Marks, avocat et solliciteur, de Westmount, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'acier et produits d'acier, sous le nom de "Anglo Canadian Steel Supplies Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11874-56)

B. Cohen Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1956, constituant en corporation: Allan Marcus, David Kirshenblatt, avocats, de Montréal et Abel David Selik, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, manufacturiers, fondeurs et raffineurs de toutes sortes de métaux et produits d'iceux, sous le nom de "B. Cohen Corp.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiés de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11947-56)

Bertrand Électrique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1956, constituant en corporation: Séraphin Bertrand, pompier, Marie-Paule Thibault Bertrand, marchande, épouse contractuellement séparée de biens de Yves Bertrand,

advocate of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles; to carry on business as garage-keepers, under the name of "Allie Auto Parts Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divised into 1,500 common shares of $10 each and into 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 185 St. Catherine St, Longueuil judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11821-56)

Anglo Canadian Steel Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Ivor Kursbatt, engineer, Ada Sager, housewife, wife separate as to property of Ivor Kursbatt, both of Montreal, and Lawrence Marks, barrister and solicitor, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in steel and steel products, under the name of "Anglo Canadian Steel Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and into 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11874-56)

B. Cohen Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1956, incorporating: Allan Marcus David Kirshenblatt, lawyers of Montreal, and Abel David Selik, lawyer of the Town of Mont-Royal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in, manufacturers, founders and smelters of all kinds of metals and metal products, under the name of "B. Cohen Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke judicial district of St. François.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11947-56)

Bertrand Électrique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1956, incorporating: Séraphin Bertrand, fireman, Marie-Paule Thibault Bertrand, merchand, wife contractually separate as to property of Yves Bertrand, and Yves Ber-

et Yves Bertand, marchand, tous de Québec, pour les objets suivahts:

Exercer le commerce d'appareils électriques et de meubles, sous le nom de "Bertrand Électrique Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11926-56)

Dubroc Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1956, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Perry Meyer, avocat, tous deux de Montréal, et Morris Shuter, gérant de bureau, de Ville St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Dubroc Holdings Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11772-56)

Eastbrook Express Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1956, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig et Daniel Morris, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme rouliers généraux, sous le nom de "Eastbrook Express Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

P.G. 11915-56)

Édouard Marchand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize juin 1956, constituant en corporation: Édouard Marchand, entrepreneur, Albert Franc, contremaître, tous deux de Saint-Thérèse, et Benjamin Larin, contremaître de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur en plomberie et chauffage, sous le nom de "Édouard Marchand Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 150 actions communes de $100 cha-

trand, merchant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in electrical apparatus and furniture, under the name of "Bertrand Électrique Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dates at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11926-56)

Dubroc Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1956, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, advocate, both of Montreal, and Morris Shuter, office manager, of Ville St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Dubroc Holding Corporation", with a total capital stock of $40,000, divised into 8,000 shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11772-56)

Eastbrook Express Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1956, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig and Daniel Morris, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general carriers, under the name of "Eastbrook Express Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11915-56)

Édouard Marchand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the the Quebec compagnies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1956, incorporating: Édouard Marchand, contractor, Albert Franc, foreman, both of Saint-Thérèse, and Benjamin Larin, foreman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractor in plumbing and heating, under the name of "Édouard Marchand Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 150 common shares of

cune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11913-56)

Fleet Shoe Findings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1956, constituant en corporation: Ralph G. Fleet, industriel, de Sainte-Brigitte-de-Laval, Léon Côté, comptable agréé, et Evelyn Boucher, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de produits servant à la fabrication de la chaussure, sous le nom de "Fleet Shoe Findings Limited" avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11923-56)

G. L. Gauthier, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1956, constituant en corporation: Stanislas Gauthier, comptable, de Jonquière, Maurice Dufour, commis, et Georges L. Gauthier, voyageur, ces deux derniers de Kénogami, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils et accessoires électriques, radios, télévisions, peinture, produits sanitaires et chimiques, extincteurs, gicleurs automatiques, ferronnerie, machinerie et outillage, appareils de chauffage, plomberie, meubles, ornements et commodités connexes, sous le nom de "G. L. Gauthier, Limitée", avec un capital total de $95,000, divisé en 1,900 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi,

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11911-56)

Ideal Shoe Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1956, constituant en corporation: Ralph G. Fleet, industriel, de Sainte Brigitte-de-Laval, Evelyn Boucher, secrétaire, célibataire, de Québec, et Ruby Crawford, secrétaire, célibataire, de Giffard, pour les objets suivants:

Agir comme agents à commission pour l'achat et la vente de produits servant à la fabrication de la chaussure, sous le nom de "Ideal Shoe Supplies

$100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11913-56)

Fleet Shoe Findings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1956, incorporating: Ralph G. Fleet, industrialist, of Sainte-Brigitte-de-Laval, Léon Côté, chartered accountant, and Evelyn Boucher, secretary, bachelor, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in products used in the manufacture of shoes, under the name of "Fleet Shoe Findings Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11923-56)

G. L. Gauthier, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1956, incorporating: Stanislas Gauthier, accountant, of Jonquière, Maurice Dufour, clerk, and Georges L. Gauthier, traveler, the latter two of Kénogami, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business dealing in electrical apparatus and accessories, radios, televisions, paints, sanitary and chemical products, extinguishers, automatic sprinklers, ironware, machinery and tool equipment, heating apparatus, plumbing, furniture, ornaments and commodities pertaining thereto, under the name of "G. L. Gauthier, Limitée", with a total capital stock of $95,000, divided into 1,900 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11911-56)

Ideal Shoe Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1956, incorporating: Ralph G. Fleet, industrialist, of Sainte-Brigitte-de-Laval, Evelyn Boucher, secretary, bachelor, of Quebec, and Ruby Crawford, secretary, bachelor, of Giffard, for the following purposes:

To operate as commission agents for the purchase and sale of products for use in the manufacturing of shoes, under the name of "Ideal

Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11612-56)

L. Brouillard Auto Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1956, constituant en corporation: Lorenzo Brouillard, annonceur, Glaude Hamelin, huissier, tous deux de Sorel, et Yvon St-Louis, commis-comptable, de Tracy, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles, de pièces et accessoires, sous le nom de "L. Brouillard Auto Limitée", avec un capital total de $75,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 550 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 190 rue Royale, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11729-56)

Manoir Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1956, constituant en corporation: David Lack, avocat, Joseph Chenoy, restaurateur, tous deux de Montréal, Pearl Auerbach, secrétaire, célibataire et Benjamain Hyman Rutman, agent, d'Outremont, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Manoir Realties Inc.", avec un capital total de $50,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11474-56)

Man-Téo Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1956, constituant en corporation: André Manzo, estimateur, Luigi Téoli, finisseur de ciment, et Aldo Ghirotto, constable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction; sous le nom de "Man-Téo Entreprises Inc.", avec un capital total de $6,000, divisé en 60 actions de $100 chacune.

Shoe Supplies Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11612-56)

L. Brouillard Auto Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1956, incorporating: Lorenzo Brouillard, announcer, Claude Hamelin bailiff, both of Sorel, and Yvon St-Louis, clerk-accountant, of Tracy, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles, in spare-parts and accessories, under the name of "L. Brouillard Auto Limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 550 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 190 Royal Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11729-56)

Manoir Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1956, incorporating: David Lack, advocate, Joseph Chenoy,, restaurateur, both of Montreal, Pearl Auerbach, secretary, unmarried, and Benjamin Hyman Rutman, agent, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Manoir Realties Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares having a par value of $10 each and into 600 preferred shares having a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11474-56)

Man-Téo Entreprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1956, incorporating: André Manzo, appraiser, Luigi Téoli, cement finisher, and Aldo Ghirotto, constable, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general contractors in construction work, under the name of "Man-Téo Entreprises Inc.", with a total capital stock of $6,000, divided into 60 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 6770, rue de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11658-56)

Markus Builders' Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1956, constituant en corporation: Louis Markus, marchand, Dora Markus, ménagère, épouse commune en biens dudit Louis Markus, Gérald Saunders Markus, marchand et Arthur Joseph Markus, médecin, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires de quincailliers; manufacturer et exercer le commerce d'accessoires électriques, matériaux de construction et fournitures utilisées dans les mines, sous le nom de "Markus Builders' Supply Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11688-56)

Paul E. Tremblay Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par la Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: François Mercier, avocat, de Ville Mont-Royal, Jacques Leduc, avocat d'Outremont, et John J. Pepper, avocat de, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurance, sous le nom de "Paul E. Tremblay Incorporée", avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11811-56)

Perky Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1956, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Frank Melvin Godine, tous deux avocats et Albert Edward Liddell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Perky Incorporated", avec un capital total de $40,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at 6770, de Gaspé street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11658-56)

Markus Builders' Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1956, incorporating: Louis Markus, merchant, Dora Markus, housewife, wife common as to property of the said Louis Markus, Gérald Saunders Markus, merchant, and Arthur Joseph Markus, phycisian, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of hardware merchants; to manufacture and deal in electrical, building and mining supplies, under the name of "Markus Builders' Supply Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11688-56)

Paul E. Tremblay Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: François Mercier, advocate, of the Town of Mount-Royal, Jacques Leduc, advocate of Outremount, and John J. Pepper, advocate of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as brokers and insurance agents, under the name of "Paul E. Tremblay Incorporée", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11811-56)

Perky Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1956, incorporating: Benjamin Shulman, Frank Melvin Godine, both advocates, and Albert Edward Liddell, secretary, of all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Perky Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal,

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11865-56)

Plomberie Crest Plumbing Ltd. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1956, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, avocat, Thérèse Sirois, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, et Roma Cousineau, avocat, tous de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigérations, climatisation de l'air, et extincteurs d'incendie, sous le nom de "Plomberie Crest Plumbing Ltd. Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4274, Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11976-56)

Rosedale Heights Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1956, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, avocat, Mollie Schwartz, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal et Samuel H. Shriar, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Acquérir, développer, négocier et construire sur des terrains jugés conformes aux intérêts de la compagnie, sous le nom de "Rosedale Heights Limited", avec un capital total de $5,000 divisé en 100 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze Juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11680-56)

Sauvageau Automobile Limitée
Sauvageau Automobile Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Paul-Émile Sauvageau, industriel, Yvette Bourque Sauvageau, ménagère, épouse séparée de biens de Paul-Émile Sauvageau, et Laurent Bourque, chef de service, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de véhicules automobiles; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Sauvageau Automobile Limitée — Sauvageau Automobile Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11865-56)

Plomberie Crest Plumbing Ltd. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1956, incorporating: Bernard Desjarlais, advocate, Thérèse Sirois, secretary, of age in use of her rights, and Roma Cousineau advocate, all of Verdun, for the following purposes.

To carry on a business dealing in plumbing, heating, refrigeration, air-conditioning and fire extinguishers, under the name of "Plomberie Crest Plumbing Ltd. Ltée", with a total capital stock of $75,000 divided into 500 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4274, Verdun, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11976-56)

Rosedale Heights Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1956, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, advocate, Mollie Schwartz, stenographer, spinster, both of Montreal, and Samuel H. Shriar, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To acquire, develop, deal in and build upon lands considered conducive to the company's interest, under the name of "Rosedale Heights Limited", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at 1117 St. Catherine Street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11680-56)

Sauvageau Automobile Limitée
Sauvageau Automobile Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Paul-Émile Sauvageau, industrialist, Yvette Bourque Sauvageau, housewife, wife separate as to property of Paul-Émile Sauvageau, and Laurent Bourque, department head, all of Montreal, for the following purposes:

To operate the industry and business of motor vehicles; to carry on business as garage-keepers, under the name of "Sauvageau Automobile Limitée — Sauvageau Automobile Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11908-56)

Sourkes & Seiler Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1956, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Manuel Shacter, avocat, de Dorval, Bertha Mendelson, secrétaire, fille majeure, et Stanley Taviss, étudiant, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, objets d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, articles de toilette, cosmétiques et parfums, sous le nom de "Sourkes & Seiler Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11776-56)

Symphony Lounge Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Edward H. Bernfeld et Jack B. Bobrove, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Symphony Lounge Wear Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 460 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

(P.G. 11906-56)

Vibra Pipe & Concrete Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1956, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, avocats, de ville Mont-Royal, et John Ciaccia, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11908-56)

Sourkes & Seiler Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1956, incorporating: Samuel Leon Mendelsonh, advocate, Queen's Counsel, of Westmount, Manuel Shacter, advocate, of Dorval, Bertha Mendelson, secretary, spinster, of the full age of majority, and Stanley Taviss, student, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise made in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, toilet articles, cosmetics and perfumes, under the name of "Sourkes & Seiler Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11776-56)

Symphony Lounge Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, Edward H. Bernfeld and Jack B. Bobrove, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Symphony Lounge Wear Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 460 St. Catherine street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11906-56)

Vibra Pipe & Concrete Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1956, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, advocates, of the town of Mount Royal, and John Ciaccia, advocate, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Vibra Pipe & Concrete Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1385 boulevard des Laurentides, Ville du Cap St-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858 P. FRENETTE.

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Vibra Pipe & Concrete Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1385 Blvd, des Laurentides, Town of Cap St. Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11726-56)

David Schreiber Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre juin 1956, à la compagnie "Farm Twelve Compagny Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 novembre 1954, 1° changeant son nom en celui de "David Schreiber Corp."; 2° étendant ses pouvoirs à celui d'agir comme compagnie de placements.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11541-56)

First Church of Christ, Scientist, Montreal, Canada

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit mai 1956, étendant les pouvoirs de la corporation "Frist Church of Christ, Scientist, Montreal, Canada" en portant le montant des biens immobiliers qu'elle peut posséder de $500,000 a $1,000,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(P.G. 11642-56)

Grand'Mère Knitting Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre juin 1956, à la compagnie "Grand'Mère Knitting Company Limited", 1° convertissant ses 2,000 actions privilégiées Classe B de $5 en 2,000 actions communes Classe A de $5; 2° subdivisant ses 10,000 actions communes Classe A de $5 en 50,000 actions communes Classe A de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le quatre juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11726-56)

David Schreiber Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June fourth 1956, to the company" Farm Twelve Company Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of November 23rd, 1954, 1. changing its name into that of "David Shreiber Corp." 2. Extending its powers to that of operating as an investment company.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11541-56)

First Church of Christ, Scientist, Montreal, Canada

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of May, 1956, extending the powers of the corporation "First Church of Christ, Scientist, Montreal, Canada" by carrying the amount of immoveable property which it may own from $500,000 to $1,000,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11642-56)

Grand'Mère Knitting Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June fourth, 1956 to the company "Grand'Mère Knitting Company Limited", 1. converting its 2,000 preference class "B" shares of $5 into 2,000 class A common shares of $5; 2. subdividing its 10,000 class A common shares of $5 into 50,000 class A common shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11757-56)

United Auto Parts (St. Johns)Limited
United Auto Parts (St-Jean) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mai 1956, à la compagnie "United Auto Parts (St. Johns) Limited — United Auto Parts (St-Jean) Limitée", 1°)réduisant son capital de $20,000 à $5,000: le capital-actions annulé étant divisé en 1,500 actions privilégiées de $10; 2°) augmentant son capital ainsi réduit de $5,000, à $45,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de $10.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42858-o P. FRENETTE.

(A.G. 11757-56)

United Auto Parts (St. Johns)Limited
United Auto Parts (St-Jean) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of May, 1956, to the company "United Auto Parts (St. Johns) Limited — United Auto Parts (St-Jean) Limitée", 1°) reducing its capital stock from $20,000, to $5,000: the cancelled capital stock being divided into 1,500 preferred shares of $10; 2°) increasing its capital stock thus reduced from $5,000, to $45,000: the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of $10.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42858 Acting Deputy Attorney General.

Ministère des Finances
Assurances

Avis de changement d'adresse

Avis est par les présentes donné que "The Canada Trust Company", dont le siège social est situé à London, Ontario, a changé, le 8 juin 1956, l'adresse de son procureur dans la province de Québec, de Suite 203, Édifice de la Banque Nova Scotia, 437 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à Suite 203, 455 ouest, rue Craig, Montréal.

Donné au bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, Ministère des finances, le 24 juillet 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Inspecteurs des compagnies
42863-o de fidéicommis.

Avis de changement d'adresse

Avis est par les présentes donné que "The Eastern Trust Company", dont le siège social est situé à Halifax, Nova Scotia, a changé, le 9 mai 1956, l'adresse de son procureur dans la province de Québec, de 134 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Donné au bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, Ministère des finances, le 24 juillet 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Inspecteur des compagnies
42863-o de fidéicommis.

Rapport sommaire

Sommaire des états financiers des compagnies d'assurance provinciale et des sociétés de secours mutuels provinciales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1955. Les noms des copagnies et des sociétés qui n'ont pas déposé ces états y apparaissent également.

Department of Finance
Insurance

Notice of change of address

Notice is hereby given that "The Canada Trust Company", whose head office is situate at London, Ontario, has changed, on the 8th of June 1956, the address of its attorney in the province of Quebec, from Suite 203, Bank of Nova Scotia Bldg., 437 St. James street West, Montreal, to Suite 203, 455 Craig street West, Montreal.

Given at the office of the Inspector of trust companies, Department of Finance, the 24th of July 1956.

GEORGES LAFRANCE,
For the Minister of Finance
of the Province,
42863-o Inspector of Trust Companies.

Notice of change of address

Notice is hereby given that "The Eastern Trust Company", whose head office is situate at Halifax, Nova Scotia, has changed on the 9th of May, 1956, the address of its attorney in the province of Quebec, from 134 St. James street West, Montreal, to 132 St. James street West, Montreal.

Given at the office of the Inspector of trust companies, Department of Finance, the 24th of July 1956.

GEORGES LAFRANCE,
For the Minister of Finance
of the Province,
42863-o Inspector of Trust Companies.

Summary report

Summary of the financial statements of provincial insurance compagnies and of provincial mutual benefit associations for the year ended December 31st, 1955. The names of the companies and associations not having sent such reports are also included.

TABLE I — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE — LIFE INSURANCE COMPANIES

ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — ASSETS, DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles (moins hypothèques) — Real estate (less encumbrances)	Prêts hypothécaires — Mortgage loans	Prêts sur polices — Loans on policies	Obligations — Bonds and debentures	Actions — Stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Autre — Other	Total de l'actif inscrit — Total ledger assets	Moins l'excédent sur la valeur autorisée — Less excess over authorized value	Total de l'actif inscrit à la valeur autorisée — Total ledger assets at authorized value	Actif non inscrit — Non ledger assets	Actif non admis — Assets not admitted	Total de l'actif admis — Total admitted assets
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Industrial Life Insurance Company	657,295	18,634,146	2,347,803	17,332,792	2,618,892	203,674	.....	41,794,602	.....	41,794,602	970,857	.....	42,765,459
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	110,000	2,713,647	598,611	7,037,097	624,421	135,121	.....	11,218,897	.....	11,218,897	404,961	.....	11,623,858
La Prévoyance, Compagnie d'Assurances	.....	.....	146,047	2,043,024	.....	83,983	13,024	2,286,078	.....	2,286,078	151,107	.....	2,437,185
Les Prévoyants du Canada	201,375	3,341,167	255,964	1,471,195	312,380	123,905	.....	5,705,986	.....	5,705,986	206,895	.....	5,912,881
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	.....	1,681,965	129,855	1,652,398	92,106	138,019	100	3,694,443	.....	3,694,443	154,945	.....	3,849,388
MUTUELLES — MUTUALS													
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	.....	1,007,378	.....	1,569,982	.....	244,783	.....	2,822,143	.....	2,822,143	42,907	.....	2,865,050
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	156,353	1,831,112	.....	4,781,648	9,225	103,950	.....	6,882,288	.....	6,882,288	101,993	6,172	6,978,109
L'Assurance-Vie Desjardins	.....	8,000	11,014	1,706,307	16,500	226,455	.....	1,968,276	.....	1,968,276	184,548	.....	2,152,824
Caisse de Retraite du Clergé	.....	138,341	12,604	399,695	1,575	31,694	51	583,960	.....	583,960	4,478	.....	588,438
Caisse Nationale d'Assurance-Vie	.....	817,265	42,938	1,071,515	22,271	51,861	.....	2,005,850	.....	2,005,850	107,767	.....	2,113,617
Caisse Nationale d'Économie	2,925,263	9,927,090	116,540	6,490,773	502,585	318,311	.....	20,280,562	.....	20,280,562	363,862	.....	20,644,424
Les Prévoyants du Canada — (Fonds de pension)	1,743	8,361,863	.....	1,995,620	523,938	109,798	.....	10,992,962	.....	10,992,962	75,580	.....	11,068,542
La Survivance, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	40,000	1,065,538	172,640	1,426,691	543,310	98,586	4,738	3,351,503	.....	3,351,503	80,740	.....	3,432,243
Union du Commerce	60,000	335,237	43,098	260,658	.....	28,837	.....	727,830	.....	727,830	39,765	.....	767,595
TOTAL	4,152,029	49,862,749	3,877,114	49,239,395	5,267,203	1,898,977	17,913	114,315,380	.....	114,315,380	2,890,405	6,172	117,199,613

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Réserve mathématique sur contrats en vigueur — Actuarial reserve on contracts in force	Réserve pour réclamations en cours — Reserve for outstanding claims	Montants laissés en dépôt — Amounts left on deposit	Réserve pour dividendes — Reserve for dividends	Compte des actionnaires — Shareholders' account	Primes payées d'avance — Premiums paid in advance	Frais, commissions et taxes — Expenses, commissions and taxes	Réserve spéciale et contingente — Special and contingency reserve	Autre — Other	Total du passif — Total liabilities	Capital-actions versé — Capital stock paid in cash	Surplus ou-or déficit	Montant brut d'assurance en vigueur — Gross amount of insurance in force
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Industrial Life Insurance Company	35,226,868	278,486	1,121,764	292,279	432,670	45,160	470,577	1,100,000	1,677,002	40,644,806	141,120	1,979,533	400,742,078
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	9,462,811	82,274	240,247	259,502	49,849	54,276	59,719	650,000	15,482	10,874,160	278,505	471,193	133,531,732
La Prévoyance, Compagnie d'Assurance	2,307,921	4,933	.....	1,000	2,064	.....	29,962	12,896	8,580	2,367,356	.....	69,829	47,145,167
Les Prévoyants du Canada	4,689,837	67,408	78,072	94,177	58,426	46,190	28,720	75,000	333,034	5,470,864	350,000	92,017	107,757,584
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	2,931,457	66,742	14,629	14,440	22,628	.....	35,207	5,000	70,317	3,160,420	500,000	188,968	70,990,723
MUTUELLES — MUTUALS													
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2,848,165	16,885	2,865,050	.....	.....	.....
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3,288	6,941,004	33,817	6,978,109	.....	.....	.....
L'Assurance-Vie Desjardins	1,336,246	165,970	16,933	31,465	7,760	.....	39,447	99,400	6,757	1,703,978	.....	448,846	184,744,776
Caisse de Retraite du Clergé	532,491	.....	35,878	.....	.....	.....	.....	.....	.....	568,369	.....	20,069	.....
Caisse Nationale d'Assurance-Vie	1,614,970	54,620	1,253	1,155	15,198	.....	31,880	40,000	11,050	1,770,126	.....	343,491	38,770,660
Caisse Nationale d'Économie	6,351,735	72,750	36,835	2,243	49,218	.....	.....	13,533,121	212,425	20,258,327	.....	386,097	36,657,636
Les Prévoyants du Canada — (Fonds de pension)	10,690,806	90	.....	.....	74,105	.....	.....	287,904	15,637	11,068,542	.....	.....	.....
La Survivance, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	2,977,253	49,951	4,806	31,250	21,364	.....	39,625	107,500	5,756	3,237,505	.....	194,738	28,400,710
Union du Commerce	638,500	2,000	2,980	461	119	.....	2,182	87,000	937	734,179	.....	33,416	8,253,520
TOTAL	78,760,895	845,224	1,553,397	727,972	733,401	145,626	740,607	25,786,990	2,407,679	111,701,791	1,269,625	4,228,197	1,056,994,586

TABLE I — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE (*suite et fin*) — LIFE INSURANCE COMPANIES (*continued and concluded*)

REVENUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1955 — INCOME FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Primes d'assurances sur la vie — Life insurance premiums			Primes d'annuités viagères — Considerations for annuities	Contrats supplémentaires — Supplementary contracts	Montants laissés en dépôt, etc. — Amounts left on deposit, etc.	Intérêts, dividendes et loyers — Interest, dividends and rents	Profits bruts sur réalisation d'actif inscrit — Gross profits on sale or maturity of ledger assets	Augmentation brute d'actif par ajustement — Gross increase of ledger assets by adjustment	Autres — Other	Total
	Ordinaire — Ordinary	Populaire — Industrial	Collective — Group								
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Industrial Life Insurance Company	4,523,507	4,121,082	366,109	976,449	.....	249,662	1,927,231	90,863	.....	1,910,626	14,165,529
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	2,327,762	.....	49,428	18,635	8,112	70,051	448,364	40,980	.....	5,113	2,968,445
La Prévoyance, Compagnie d'Assurances	717,433	3,206	.....	52,095	.....	.....	75,266	5,618	.....	332	853,950
Les Prévoyants du Canada	1,302,518	.....	70,229	181,166	1,000	22,036	273,560	48,676	.....	168,347	2,067,532
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	874,083	.....	229,762	47,281	.....	14,080	169,091	6,166	.....	12,037	1,352,500
MUTUELLES — MUTUALS											
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	.....	.....	.....	1,166,921	.....	.....	97,204	.....	.....	887	1,265,012
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	.....	.....	.....	1,522,385	.....	.....	254,325	6,987	.....	918	1,784,615
L'Assurance-Vie Desjardins	499,687	.....	644,075	138,019	.....	4,907	55,585	.....	.....	4,551	1,346,824
Caisse de Retraite du Clergé	.....	.....	.....	67,881	.....	6,854	23,873	.....	.....	289	98,897
Caisse Nationale d'Assurance-Vie	588,715	.....	35,747	6,817	4,650	.....	81,333	842	.....	17,164	735,268
Caisse Nationale d'Économie	633,333	.....	36,928	789,170	2,845	.....	1,076,533	46,515	.....	20,231	2,605,555
Les Prévoyants du Canada — (Fonds de pension)	.....	.....	.....	357,560	.....	15,637	610,505	149,866	.....	.....	1,133,568
La Survivance, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	654,910	.....	.....	.....	.....	498	142,860	13,610	2,509	5,886	820,273
Union du Commerce	193,512	.....	.....	.....	.....	777	29,876	240	412	1,757	226,574
TOTAL	12,315,460	4,124,288	1,432,278	5,324,379	16,607	384,502	5,265,606	410,363	2,921	2,148,138	31,424,542

DÉBOURSÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1955 — DISBURSEMENTS FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	En vertu de contrats d'assurance — Under insurance contracts			Versements aux rentiers — Payments to annuitants	Contrats supplémentaires, montants laissés en dépôt, etc. — Supplementary contracts, amounts left on deposit, etc.	Taxes, licences et honoraires — Taxes, licenses and fees	Frais de gestion et de vente — Management and sale expenses	Autres — Other	Dividendes aux actionnaires — Dividends to shareholders	Pertes brutes sur réalisation d'actif inscrit — Gross loss on sale or maturity of ledger assets	Diminution brute d'actif par ajustement — Gross decrease of ledger assets by adjustment	Total
	Ordinaire — Ordinary	Populaire — Industrial	Collective — Group									
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Industrial Life Insurance Company	1,059,202	976,884	209,844	122,582	131,547	237,009	3,991,841	1,304,006	39,112	1,875	64,105	8,138,007
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	604,850	.....	8,550	.....	18,715	44,019	621,578	8,534	27,850	400	16,374	1,350,870
La Prévoyance, Compagnie d'Assurances	105,475	3,102	.....	4,487	296	15,173	288,822	3,480	.....	.....	.....	420,835
Les Prévoyants du Canada	269,290	.....	50,252	45,808	4,849	29,293	679,897	28,722	10,500	2,448	10,024	1,131,083
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	155,972	.....	162,234	.....	1,608	21,385	399,391	24,374	.....	.....	.....	764,964
MUTUELLES — MUTUALS												
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	.....	.....	.....	782,586	.....	481	16,230	27,962	.....	.....	.....	827,259
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	.....	.....	.....	566,323	.....	481	52,307	83,203	.....	.....	.....	702,314
L'Assurance-Vie Desjardins	55,117	.....	223,250	17,303	1,225	9,724	333,385	.....	.....	.....	.....	640,004
Caisse de Retraite du Clergé	.....	.....	.....	44,902	.....	.....	4,850	6,227	.....	.....	.....	55,979
Caisse Nationale d'Assurance-Vie	121,920	.....	28,457	754	1,480	11,065	418,659	12,658	.....	.....	.....	594,993
Caisse Nationale d'Économie	130,567	.....	19,605	1,495,650	1,200	11,640	462,702	45,057	.....	.....	.....	2,166,421
Les Prévoyants du Canada — (Fonds de pension)	.....	.....	.....	849,507	.....	352	310	20,353	.....	4,925	17,284	892,731
La Survivance, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	143,046	.....	.....	.....	.....	11,892	278,768	.....	.....	1,370	10,400	445,476
Union du Commerce	30,047	.....	.....	.....	8,060	2,082	82,770	248	.....	.....	3,000	126,207
TOTAL	2,675,486	979,986	702,192	3,929,902	168,980	394,596	7,631,510	1,564,824	77,462	11,018	121,187	18,257,143

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES

ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — ASSETS, DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles (moins hypothèques) — Real estate (less encumbrances)	Prêts hypothécaires — Mortgage loans on real estate	Obligations (valeur inscrite) — Bonds and debentures (book value)	Actions — Stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Intérêts, dividendes et loyers échus et courus — Interest, dividends and rents due and accrued	Solde des agents et primes nettes à percevoir — Agents' balances and net premiums uncollected	Cotisations impayées sur billets de dépôt — Assessments due on premium notes	Réassurance sur pertes déjà payées — Reinsurance on losses already paid	Autre — Other	Total de l'actif — Total assets	Actif non admis — Assets not admitted	Total de l'actif admis — Total admitted assets
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Belair Insurance Company			154,475		41,215	1,594				9,697	206,981		206,981
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale		222,868	492,000	17,103	122,312	7,882	130,501		76,132	7,948	1,076,746	7,948	1,068,798
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec		36,000	1,046,065	124,920	76,412	10,404	29,167			9,262	1,332,230	9,262	1,322,968
Compagnie d'Assurance du Club des Automobiliste de Montréal			80,853		41,410	690	15,864			4,525	143,342	1,906	141,436
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale			199,688	16,210	53,366	1,868	41,589		32,881	5,720	351,322	2,954	348,368
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances	296,535		4,227,677	1,081,443	432,058	47,694	838,321		126,608	123,232	7,173,568		7,173,568
Société Nationale d'Assurance			263,688	36,905	39,691	2,227	38,080		17,115	103	397,809	103	397,706
Sterling Insurance Company of Canada		25,000	108,915	16,500	52,436	890	35,345		31,750		270,836		270,836
Union Canadienne, Compagnie d'Assurance (L')			262,476	17,944	9,505	2,147	74,045		63,986	5,201	435,304		435,304
United Provinces Insurance Company		13,750	899,125	162,451	223,249	9,848	393,064		195,503	70,148	1,967,138	45,585	1,921,553
FONDS SOCIAL ET MUTUEL — STOCK MUTUAL													
Equitable (L'), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie		368,800	1,883,305		254,832	18,473	134,143		354,342	108,605	3,122,500	8,605	3,113,895
MUTUELLES AU COMPTANT — CASH MUTUALS													
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')			1,173,800		167,046	10,007		205	106,770		1,457,828		1,457,828
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')		225,500	3,160,511		354,785	21,580			184,806		3,947,182		3,947,182
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')			17,000		9,132	1,495		681	242	40,000	68,550		68,550
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)			911,184	16,000	17,042	6,148	264,187		170,198	5,650	1,390,409	5,650	1,384,759
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)		264,100	1,367,015	12,708	132,600	15,788	140,680		16,707	702	1,950,300		1,950,300
Société provinciale d'assurance mutuelle (La)			70,610		87,337	775		437,563	136,590	3,218	736,093	2,987	733,106
Zénith (La), Compagnie d'Assurance Mutuelle			781,598	78,168	90,985	9,492	173,763		605	9,918	1,144,529	1,154	1,143,375
TOTAL	296,535	1,156,018	17,099,985	1,580,352	2,205,413	169,002	2,308,749	438,449	1,514,235	403,929	27,172,667	86,154	27,086,513

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Réserve pour sinistres impayés — Reserve for unpaid losses	Réserve de primes non acquises — Reserve for unearned premiums	Réserve et solde de compte non garantis des réassureurs non licenciés — Reserve and unpaid losses under unlicensed reinsurance unsecured	Taxes et autres dépenses échues et courues — Taxes and other expenses due and accrued	Primes de réassurance dues — Reinsurance premiums due	Ristournes et soldes dus aux agents — Return premiums and balances due to agents	Réserve pour dépréciation et réserve contingente — Depreciation and contingency reserves	Autre — Other	Total du passif (A l'exclusion du capital-actions versé) — Total liabilities (excluding capital stock paid in cash)	Surplus pour la protection des assurés — Surplus for the protection of policyholders	Capital-actions versé — Capital stock paid in cash
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Belair Insurance Company				3,825					3,825	203,156	203,156
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	232,905	404,558		17,540	84,778	15,880	47,041		802,702	266,096	60,000
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec	469,436	254,175		24,007	22,138	1,316			771,072	551,896	156,150
Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal	9,870	15,595	15,881	2,987	41,412				85,745	55,691	75,000
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale	41,281	58,450		10,573	36,225	908	14,000		161,437	186,931	154,520
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances	1,956,332	2,519,409		217,533	149,098	30,446	250,000	110,354	5,233,172	1,940,396	500,000
Société Nationale d'Assurance	30,743	155,257		8,005	26,382	708	16,267		237,362	160,344	149,000
Sterling Insurance Company of Canada	8,542	37,813		4,089	25,946	444		3,348	80,182	190,654	100,000
Union Canadienne, Compagnie d'Assurance (L')	52,255	89,543		4,420	44,336			4,057	194,611	240,693	252,400
United Provinces Insurance Company	520,917	508,164	142	31,180	195,312		6,000	7,865	1,269,580	651,973	500,000
FONDS SOCIAL ET MUTUEL — STOCK MUTUAL											
Equitable (L'), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie	172,039	635,139	60,341	52,228	447,523		195,886		1,563,156	1,550,739	185,764
MUTUELLES AU COMPTANT — CASH MUTUALS											
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')	99,955	136,905				6,337			243,197	1,214,631	
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')	145,000	573,973					240,000		958,973	2,988,209	
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')	196							564	760	67,790	
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	110,220	538,272	144,607	21,378	380,015	3,610	33,000		1,231,102	153,657	
Société Mutuelles d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)	696,202	736,356		25,659	31,680	11,770	211,800	1,214	1,714,681	235,619	
Société provinciale d'Assurance Mutuelle (La)	28,602	58,729		17,649	137,357		261,211	197,772	701,320	31,786	
Zénith (La), Compagnie d'Assurance Mutuelle	430,374	389,634		59,697	19,026	1,779	20,000		920,510	222,865	
TOTAL	5,004,869	7,111,972	220,971	500,770	1,641,228	73,198	1,295,205	325,174	16,173,387	10,913,126	2,335,990

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES (*suite et fin*) — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES (*continued and concluded*)

COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'ANNÉE 1955 — PROFIT AND LOSS ACCOUNT FOR THE YEAR, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Primes nettes souscrites — Net premiums written	Primes nettes acquises — Net premiums earned	Sinistres nets encourus — Net losses incurred	Frais nets d'ajustement — Net adjustment expenses	Commissions et autres frais — Commissions and other expenses	Montant net des sinistres, ajustements, commissions et autres frais — Net losses, commissions, adjustments and other expenses	Profits nets sur les opérations ou pertes (*) — Net underwriting profit or loss (*)
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$
*Belair Insurance Company							
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	774,704	758,132	423,912	38,772	289,501	752,185	5,947
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec	674,372	682,067	348,783	37,243	204,869	590,895	91,172
Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal	31,368	15,774	11,999	1,928	1,726	15,653	121
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale	91,440	97,652	58,570	8,082	28,914	95,566	2,086
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances	5,252,370	5,027,155	2,558,700	68,182	2,230,020	4,856,902	170,253
Société Nationale d'Assurance	163,260	186,555	109,194	7,788	55,449	172,431	14,124
Sterling Insurance Company of Canada	42,645	50,890	30,936	1,809	10,785	43,530	7,360
Union Canadienne, Compagnie d'Assurance (L')	179,881	166,488	90,447	12,494	81,133	184,074	*17,586
United Provinces Insurance Company	1,164,905	1,152,456	679,946	96,800	371,348	1,148,094	4,362
FONDS SOCIAL ET MUTUEL — STOCK MUTUAL							
Equitable (L'), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie	1,251,779	1,297,465	796,748	43,404	477,163	1,317,315	*19,850
MUTUELLES AU COMPTANT — CASH MUTUALS							
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')	106,720	106,720	102,963	2,167	24,621	129,751	*23,031
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')	221,990	221,990	88,132	2,490	38,015	128,637	93,353
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')	17,885	17,885	9,211	452	3,186	12,849	5,036
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	620,507	605,982	317,613	29,617	253,016	600,246	5,736
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)	1,826,564	1,822,831	1,014,285	106,025	599,488	1,719,798	103,033
Société provinciale d'assurance mutuelle (La)	186,887	187,890	140,034	6,287	34,345	180,666	7,224
Zénith (La), Compagnie d'Assurance Mutuelle	980,154	980,133	535,476	70,096	349,735	955,307	24,826
TOTAL	13,587,431	13,378,065	7,316,949	533,636	5,053,314	12,903,899	474,166

* Ne commence ses opérations d'assurance qu'à compter du 1er janvier 1956 — Starting insurance business January 1st, 1956.

Compte de Profits et Pertes pour l'année 1955 — Profit and Loss account for the year, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Intérêts, dividendes et loyers acquis — Interest, dividends and rents earned	Mauvaise créance recouvrées — Bad debts recovered previously written off	Profits sur réalisation d'actif au grand livre — Profit on sale or maturity of ledger assets	Autres — Other	Total	Mauvaises créances radiées — Bad debts written off	Pertes sur réalisation d'actif au grand livre — Loss on sale or maturity of ledger assets	Diminution d'actif au grand livre par ajustement — Decrease of ledger assets by adjustment	Autres — Other	Total	Excédent des autres revenus sur les autres dépenses — Excess of other revenue over other expenditure	Profits nets, toutes sources, ou pertes (*) pour l'année — Total net profit or loss (*) for the year
Fonds social — Joint stock	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
*Belair Insurance Company												
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	32,643		42,817		75,460	376	6		32,224	32,606	42,854	48,801
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec	46,566		7,805	8,221	62,592				50,445	50,445	12,147	103,319
Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal	1,665			265	1,930	693			105	798	1,132	1,253
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale	8,213		24,879	1,775	34,867				12	12	34,855	36,941
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances	212,595		61,911	43	274,549				155,034	155,034	119,515	289,768
Société Nationale d'Assurance	9,554		3,332	34	12,920	1,092			3,834	4,926	7,994	22,118
Sterling Insurance Company of Canada	6,094				6,094	16			2,200	2,216	3,878	11,238
Union Canadienne, Compagnie d'Assurance (L')	9,609		125		9,734						9,734	*7,852
United Provinces Insurance Company	40,162	3,490	44,222	4,098	91,972	6,189			299	6,488	85,484	89,846
Fonds social et mutuel — Stock mutual												
Equitable (L'), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie	73,430		5,800	198	79,428				18,552	18,552	60,876	41,026
Mutuelles au comptant — Cash mutuals												
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')	43,447		1,837		45,284						45,284	22,253
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')	116,580		1,205		117,785						117,785	211,138
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')	2,248			13	2,261						2,261	7,297
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	31,257		100		31,357						31,357	37,093
Société Mutuelle d'Assurance Générale de l'U.C.C. (La)	62,634			1,629	64,263	2,013				2,013	62,250	165,283
Société provinciale d'assurance mutuelle (La)	1,929		92		2,021	8,396			10,883	19,279	−17,258	*10,034
Zénith (La), Compagnie d'Assurance Mutuelle	34,988		9,420	6,098	50,506				26,131	26,131	24,375	49,201
Total	733,614	3,490	203,545	22,374	963,023	18,775	6		299,719	318,500	644,523	1,118,689

* Ne commence ses opérations d'assurance qu'à compter du 1er janvier 1956 — Starting insurance business January 1st, 1956.

TABLE III — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE COMTÉS — COUNTIES MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANIES

ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — ASSETS, DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles — Real estate	Obligations et actions — Bonds, debentures and stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Cotisations non perçues — Unpaid assessments	Autre — Other	Total	Billets de dépôt non cotisés — Unassessed deposit notes
	$	$	$	$	$	$	$
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic	.....	.....	25	11,103	.....	11,128	65,890
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du District de Bedford	.....	.....	389	10,249	.....	10,638	410,557
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue	.....	11,000	22,255	290	83	33,628	820,568
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi	.....	30,600	7,193	1,102	25,407	64,302	806,473
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska	11,675	10,000	16,840	2,719	.....	41,234	508,100
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé	.....	.....	2,020	35	.....	2,055	193,500
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet	16,425	29,488	6,816	240	125	53,094	1,447,282
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay	.....	5,000	1,287	15	.....	6,302	45,335
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois	.....	34,948	163	3,096	379	38,586	107,012
Trois-Rivières et Saint-Maurice Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu	.....	9,960	4,591	63,275	1,055	78,881	185,782
TOTAL	28,100	130,996	61,579	92,124	27,049	339,848	4,590,499

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Sinistres impayés — Unpaid losses	Emprunts — Borrowed money	Cotisations non gagnées — Unearned premiums	Autre — Other	Total	Surplus ou (or) *déficit*	Assurance en vigueur — Insurance in force
	$	$	$	$	$	$	$
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic	3,340	800	.....	204	4,344	6,784	1,622,065
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du District de Bedford	.....	6,000	15	55	6,070	4,568	8,178,350
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue	.....	.....	.....	.....	.....	33,628	6,045,337
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi	.....	.....	15	541	556	63,746	15,868,915
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska	.....	.....	.....	.....	.....	41,234	11,832,810
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé	.....	9,000	.....	194	9,194	*7,139*	4,383,505
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet	.....	.....	.....	.....	.....	53,094	26,828,700
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay	186	2,000	.....	.....	2,186	4,116	563,000
Mutual Fire Insurance Company of the County of Beauharnois	.....	.....	17,176	2,301	19,477	19,109	5,139,945
Trois-Rivières et Saint-Maurice Compagnie d'Assurance contre le feu	4,129	35,000	7,977	10,464	57,570	21,311	3,216,900
TOTAL	7,655	52,800	25,183	13,759	99,397	240,451	83,679,527

Revenus et dépenses — Revenue and Expenditure

COMPAGNIES — COMPANIES	Solde au 31 déc. 1954 — Balance Dec. 31 1954	Operations 1955						Profits	Pertes — Losses	Solde au 31 déc. 1955 — Balance Dec. 31, 1955
		Revenus — Revenue			Dépenses — Expenditure					
		Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres — Claims	Autres — Other	Total			
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic	6,591	10,492	287	10,779	9,140	1,446	10,586	193	.....	6,784
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du District de Bedford	2,334	32,556	896	33,452	20,880	10,338	31,218	2,234	.....	4,568
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscaminguc	21,013	28,870	1,874	30,744	14,122	4,007	18,129	12,615	.....	33,628
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi	61,315	50,820	5,205	56,025	34,075	19,519	53,594	2,431	.....	63,746
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska	40,938	46,473	1,833	48,306	32,306	15,704	48,010	296	.....	41,234
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé	*12,167*	14,850	216	15,066	7,635	2,403	10,038	5,028	.....	*7,139*
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet	71,825	89,857	11,308	101,165	68,049	51,847	119,896	.....	18,731	53,094
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay	4,972	4,065	496	4,561	3,657	1,760	5,417	.....	856	4,116
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois	23,009	15,707	1,120	16,827	15,162	5,565	20,727	.....	3,900	19,109
Trois-Rivières et Saint-Maurice Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu	20,525	20,667	10,680	31,347	13,618	16,943	30,561	786	.....	21,311
Total	240,355	314,357	33,915	348,272	218,644	129,532	348,176	23,583	23,487	240,451

TABLE IV — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS, INCENDIE

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total
		$	$	$	$	$	$	$
1	Auckland	4,039			4,039			
2	Clifton, Partie Est	509			509			
3	Contrecœur	319	352		671			
4	Ely, Partie Sud	7,332	2,723	2,723	7,332			
5	Ham Nord	8,746	896		9,642			
6	†Hereford							
7	Lambton	3,051	458		3,509		15	15
8	Louis Jolliet	1,994	41		2,035			
9	Musselyville	758	136		894			
10	Newport	266			266			
11	†N.-D.-Auxiliatrice-de-Buckland							
12	N.-D.-de-Bon-Secours (Rouville)	949	200		1,149			
13	N.-D.-de-Stanbridge	1,751	707		2,458	80	74	154
14	N.-D.-du-Mont-Carmel (St-Jean)	3,298			3,298		5	5
15	Rivière-Ouelle	5,323	53		5,376			
16	St-Alexandre (Iberville)	148	334		482			
17	St-Anselme	180	49		229		2,000	2,000
18	St-Antoine-sur-Richelieu	17			17			
19	St-Athanase-de-Debleury	1,001	1,409		2,410	1,107	1,203	2,310
20	St-Augustin-de-Desmaures	304	351		655			
21	St-Barnabé	13	34		47			
22	†St-Bernard, Partie Sud							
23	St-Bonaventure-de-Hamilton	12,965			12,965		4	4
24	Ste-Brigide	86			86		100	100
25	Ste-Catherine-de-Hatley	4,103	214		4,317		400	400
26	Ste-Claire-de-Joliette	6,879	4,168		11,047			
27	St-Denis-de-la-Bouteillerie	3,450	18		3,468			
28	St-Édouard-de-Frampton	7,626	229		7,855		1,000	1,000
29	St-Édouard-de-Gentilly	3,024	234		3,258			
30	Ste-Edwidge-de-Clifton	49	148		197		52	52
31	St-Eustache	817	2,435		3,252			
32	St-Fortunat-de-Wolfestown	10,433			10,433			
33	St-Gérard (Wolfe)	8,120			8,120			
34	Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin	15,320	238		15,558			
35	St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir	368			368			
36	Ste-Hénédine	695	425		1,120			
37	St-Hyacinthe-le-Confesseur							
38	St-Jacques-le-Mineur	65			65		100	100
39	St-Jean-Baptiste-de-Rouville	63	204		267		155	155
40	St-Jérôme, Rivière-du-Nord	509			509			
41	St-Joseph-de-Maskinongé		13		13		55	55
42	St-Joseph-de-Soulanges	1,201			1,201			
43	St-Jude-de-St-Ours		22		22	5,000	172	5,172
44	†St-Justin							
45	Ste-Justine-de-Newton	5			5	1,032	30	1,062
46	St-Lazare	2,737	44		2,781			
47	Ste-Marguerite-de-Joliette	5,473	7		5,480			
48	Ste-Marie-de-la-Beauce	13,768	10		13,778			
49	Ste-Marthe	661			661			
50	St-Mathias	530	7		537			
51	St-Odilon-de-Cranbourne	887			887	2,100		2,100
52	St-Philémon	7,013	138		7,151			
53	St-Pierre-du-Lac	7,819	459		8,278		346	346
54	St-Polycarpe	1,200			1,200			
55	St-Prosper	160	189		349	13		13
56	Ste-Rose-de-Watford	9,309	20		9,329			
57	Ste-Sabine (Missisquoi)	13	72		85			
58	St-Sébastien (Frontenac)	1,121			1,121		17	17
59	St-Sébastien (Iberville)	339			339			
60	St-Siméon (Bonaventure)	4,127	250		4,377			
61	St-Télesphore	38	292		330		400	400
62	Ste-Théodosie-Calixa Lavallée	260	255		515	400	35	435
63	St-Thomas-d'Aquin	40	140		180	40	58	98
64	Ste-Ursule	78	18		96			
65	St-Valérien-de-Milton	939	102		1,041			
66	St-Vallier	979	6		985			
67	St-Venant-de-Hereford	1,875	63		1,938			
68	Ste-Victoire	346	63		409			
69	Varennes	27	54		81	3,025	445	3,470
70	Vaudreuil	1,542			1,542			
71	†Verchères							
72	Wotton	7,815	633		8,448		7	7
	TOTAL	184,872	18,913	2,723	201,062	12,797	6,673	19,470

† Rapport annuel non transmis.— Annual statement not filed.

MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE

Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Nombre de membres — Number of members	Assurance en vigueur — Insurance in force	
	Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres payés — Losses paid	Autres — Other	Total			
$	$	$	$	$	$	$		$	
4,039		79	79		34	34	66	351,062	1
509		236	236		79	79	109	465,460	2
671	828		828	1,383	329	1,712	139	928,205	3
7,332	1,736	160	1,896	104	2,991	3,095	78	416,830	4
9,642	2,262	145	2,407	537	92	629	95	467,350	5
									6
3,494	21	8	29	20	96	116	151	611,700	7
2,035	697	62	759	1,200	74	1,274	113	340,255	8
894	500		500		50	50	80	177,465	9
266		462	462	452	82	534	153	641,225	10
									11
1,149	314	2	316				60	291,633	12
2,304	739	5	744	1,219	115	1,334	83	846,965	13
3,293	702	87	789	78	103	181	59	352,540	14
5,376	150	80	230	15	68	83	257	584,847	15
482	1,232	28	1,260	316	1,989	2,305	161	1,947,333	16
1,771	1,136	2,001	3,137	2,375	713	3,088	178	723,100	17
17					31	31	152	786,150	18
100	3,782	777	4,559	710	3,082	3,792	127	1,663,870	19
655	3,346		3,346	3,563	19	3,582	226	640,450	20
47	777		777	750	122	872	166	727,815	21
									22
12,961	2,017	232	2,249	1,663	322	1,985	359	403,425	23
14	108	117	225	14	234	248	114	704,710	24
3,917	2,061	171	2,232	3,113	626	3,739	140	483,070	25
11,047	351	260	611	30	60	90	95	300,315	26
3,468	440	160	600		49	49	68	171,115	27
6,855	2,467	1,073	3,540		2,309	2,309	243	475,225	28
3,258	1,450		1,450		108	108	232	754,190	29
145	1,053	133	1,186	1,600	132	1,732	117	408,139	30
3,252	689	640	1,329	1,725	1,640	3,365	302	3,162,911	31
10,433	1,228	220	1,448	1,666	111	1,777	104	342,560	32
8,120	685	446	1,131		84	84	57	196,000	33
15,558	2,087	274	2,361	16	242	258	250	535,250	34
368					92	92	118	789,080	35
1,120	2,057	17	2,074	4,200	115	4,315	185	580,820	36
	1,146		1,146	1,146		1,146	65	218,411	37
35		100	100	115	30	145	175	755,713	38
112	2,856	1,355	4,211	2,625	1,811	4,436	129	716,840	39
509	1,122	500	1,622	825	605	1,430	123	260,825	40
42	33		33		33	33	187	586,650	41
1,201		12	12				174	1,053,010	42
5,150		10	10		10	10	152	482,415	43
									44
1,057		4	4	266	243	509	171	1,036,210	45
2,781	275	46	321	28	27	55	100	278,615	46
5,480	700	148	848		37	37	147	429,450	47
13,778	2,304	306	2,610	235	362	597	240	864,150	48
661							169	671,700	49
537	10	2	12		14	14	70	165,525	50
1,213	1,095		1,095	3,000	88	3,088	149	438,008	51
7,151	458	134	592	650	41	691	189	302,925	52
7,932	807	139	946		110	110	131	385,729	53
1,200	7	19	26	46	80	126	174	1,450,300	54
336	3,919	5	3,924	4,000	4	4,004	189	344,032	55
9,329	746	265	1,011	99	128	227	132	231,740	56
85	182		182	200	8	208	31	169,904	57
1,104		30	30	132	10	142	96	192,406	58
339		3	3		233	233	107	784,050	59
4,377	397		397	225	33	258	153	189,502	60
70	4,844	3,400	8,244	5,332	3,087	8,419	143	1,240,300	61
80	384	22	406		278	278	67	206,160	62
82	6		6	300	131	431	184	805,840	63
96	659	387	1,046	335	689	1,024	141	526,485	64
1,041	944	59	1,003	80	226	306	145	1,150,445	65
985	14	27	41		17	17	179	770,600	66
1,938	845	60	905	2,193	64	2,257	52	334,914	67
409	228	7	235	150	35	185	159	299,410	68
3,389					86	86	174	1,461,850	69
1,542		38	38				110	239,783	70
									71
8,441	3,627	211	3,838	5,825	671	6,496	184	866,840	72
181,592	62,523	15,164	77,687	54,556	25,384	79,940	9,628	41,581,802	

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total
		$	$	$	$	$	$	$
1	Belœil	295	253	.....	548	.....	40	40
2	Berthier (en-bas)	780	.....	.....	780	.....	.....	.....
3	Boucherville	249	.....	.....	249	.....	.....	.....
4	Cap-St-Ignace	3,496	311	.....	3,807	.....	.....	.....
5	Charlesbourg	1,256	836	255	1,837	.....	8,000	8,000
6	Château-Richer	10,213	339	.....	10,552	41	8	49
7	Chicoutimi	12,548	660	161	13,047	.....	.....	.....
8	Compton	294	35	.....	329	.....	.....	.....
9	Granby	22,817	15	.....	22,832	.....	1,175	1,175
10	Kingsey	8,992	230	230	8,992	.....	.....	.....
11	Lacadie	372	1,163	.....	1,535	1,000	.....	1,000
12	L'Annonciation	18,091	.....	.....	18,091	.....	.....	.....
13	La Présentation	.....	75	75	.....	.....	332	332
14	L'Assomption	1,886	536	.....	2,422	2,000	.....	2,000
15	La Visitation-de-Champlain	296	351	.....	647	.....	.....	.....
16	La Visitation-de-l'Ile-Dupas	3,113	.....	.....	3,113	.....	.....	.....
17	L'Épiphanie	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
18	Low	2,563	.....	.....	2,563	.....	.....	.....
19	N.-D.-de-Bon-Secours (L'Islet)	1,947	.....	.....	1,947	.....	.....	.....
20	N.-D.-de-l'Ancienne-Lorette	407	14	.....	421	.....	.....	.....
21	N.-D.-de-Lourdes-de-Ham	310	.....	.....	310	.....	1,000	1,000
22	N.-D.-d'Hébertville	2,244	1,072	667	2,649	.....	.....	.....
23	N.-D.-du-Mont-Carmel (Champlain)	547	20	.....	567	150	.....	150
24	N.-D.-du-Très-St-Sacrement-de-Ferme-Neuve	11,147	216	216	11,147	.....	3,338	3,138
25	Roxton	820	.....	.....	820	.....	20	20
26	Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce)	8,290	35	.....	8,325	.....	24	24
27	Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay)	783	.....	.....	783	.....	.....	.....
28	St-Agapit-de-Beaurivage	948	68	.....	1,016	.....	.....	.....
29	St-Aimé	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
30	St-Alban	1,557	.....	.....	1,557	.....	36	36
31	St-Alexandre (Kamouraska)	561	.....	.....	561	.....	.....	.....
32	St-Alexis-de-Matapédia	12,142	21	.....	12,163	.....	.....	.....
33	St-Alexis-de-Montcalm	786	27	.....	813	140	.....	140
34	St-Ambroise-de-Kildare	10	.....	.....	10	70	100	170
35	St-André-Avellin	30,145	845	.....	30,990	.....	.....	.....
36	Saints-Anges	3,330	.....	.....	3,330	.....	.....	.....
37	Ste-Anne-de-Danville	5,820	13	.....	5,833	.....	.....	.....
38	Ste-Anne-de-la-Pérade	133	440	.....	573	.....	.....	.....
39	Ste-Anne-de-la-Pocatière	8,874	278	.....	9,152	.....	6	6
40	Ste-Anne-de-la-Rochelle	24,276	785	325	24,736	6,500	1,009	7,509
41	Ste-Anne-des-Plaines	5,742	252	62	5,932	.....	.....	.....
42	Sre-Anne-de-Yamachiche	3,863	631	.....	4,494	.....	.....	.....
43	St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre	24,218	2,417	.....	26,635	.....	.....	.....
44	St-Augustin	2,735	.....	.....	2,735	.....	.....	.....
45	Ste-Barbe	379	.....	.....	379	.....	.....	.....
46	St-Barthélemi	495	214	.....	709	.....	1,175	1,175
47	St-Basile	3,232	5	.....	3,237	.....	.....	.....
48	St-Benoit-Labre	95	.....	.....	95	.....	100	100
49	St-Bernard (Dorchester)	8,672	92	.....	8,764	.....	.....	.....
50	St-Bernard-de-Beauchastel	10,873	36	.....	10,909	.....	.....	.....
51	St-Blaise	343	263	.....	606	.....	.....	.....
52	Ste-Brigitte-des-Saults	114	340	.....	454	.....	400	400
53	St-Bruno (Chambly)	216	814	.....	1,030	182	.....	182
54	St-Bruno (Lac-St-Jean-Est)	7,457	16	100	7,373	.....	7	7
55	St-Camille (Compton)	147	452	127	472	.....	1,021	1,021
56	St-Camille-de-Wolfe	5,285	384	.....	5,669	.....	.....	.....
57	Ste-Cécile-de-Masham	10,986	.....	.....	10,986	.....	.....	.....
58	Ste-Cécile-du-Bic	26,219	714	.....	26,933	.....	.....	.....
59	St-Césaire	15,712	722	60	16,374	5,700	9	5,709
60	St-Charles (St-Hyacinthe)	157	60	.....	217	.....	.....	.....
61	St-Clément-de-Beauharnois	456	317	.....	773	.....	.....	.....
62	St-Clet	153	.....	.....	153	.....	.....	.....
63	St-Cœur-de-Marie	697	220	125	792	.....	1,200	1,200
64	St-Côme-de-Kennebec	14,074	57	.....	14,131	.....	.....	.....
65	St-Constant	45	.....	.....	45	.....	150	150
66	Ste-Croix (Lac-St-Jean-Est)	8,566	246	.....	8,812	.....	.....	.....
67	Ste-Croix (Lotbinière)	18,375	51	.....	18,426	.....	.....	.....
68	St-Cuthbert	641	257	.....	898	.....	.....	.....
69	St-Cyprien-de-Léry	331	.....	.....	331	.....	.....	.....
70	St-Cyrille-de-Normandin	12,715	272	272	12,715	.....	.....	.....
71	St-Damase	80	.....	.....	80	.....	.....	.....
72	St-David (Yamaska)	711	6	.....	717	.....	.....	.....
73	St-David-d'Estcourt	481	1,090	539	1,032	.....	.....	.....
74	St-Denis	83	171	.....	254	.....	.....	.....
75	St-Dominique (Bagot)	8	.....	.....	8	.....	.....	.....
76	St-Dominique-de-Jonquière	30,109	2,893	.....	33,002	.....	.....	.....

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE

Surplus ou déficit — Surplus or deficit	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt — Unassessed balance of premium notes	Nombre de polices — Number of policies	Assurance en vigueur — Insurance in force	
	Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres payés — Losses paid	Autres — Other	Total				
$	$	$	$	$	$	$	$		$	
508	4,780	6	4,786	4,820	149	4,969	49,991	131	833,195	1
780	.....	116	116	46	327	373	148,151	767	3,014,965	2
249	.....	.....	.....	.....	.....	.....	49,135	148	982,713	3
3,807	904	42	946	125	118	243	25,109	390	581,600	4
6,163	13,376	4,992	18,368	11,190	6,820	18,010	133,818	887	3,129,590	5
10,503	3,784	1,050	4,834	3,597	868	4,465	48,750	362	1,208,775	6
13,047	17,090	.....	17,090	11,030	2,512	13,542	175,104	908	4,270,297	7
329	1,756	19	1,775	1,638	209	1,847	31,837	169	721,575	8
21,657	18,876	298	19,174	11,086	3,461	14,547	197,342	1,227	4,595,780	9
8,992	2,560	246	2,806	3,038	441	3,479	24,672	152	486,880	10
535	2,293	.....	2,293	2,000	.....	2,000	48,513	144	885,685	11
18,091	5,182	1,617	6,799	2,535	1,542	4,077	69,986	560	1,501,380	12
332	.....	.....	.....	.....	.....	.....	56,596	212	707,450	13
422	2,288	.....	2,288	509	312	821	24,402	265	451,900	14
647	12,667	165	12,832	12,572	227	12,799	8,440	244	792,325	15
3,113	424	53	477	25	123	148	14,576	85	291,430	16
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10,956	97	182,600	17
2,563	1,395	88	1,483	1,530	417	1,947	18,807	151	413,700	18
1,947	542	40	582	900	114	1,014	23,964	237	542,525	19
421	1,134	9	1,143	740	231	971	23,767	261	583,100	20
690	984	1,073	2,057	4,045	94	4,139	9,629	99	246,105	21
2,649	3,442	21	3,463	2,450	642	3,092	41,530	266	999,700	22
417	303	9	312	.....	162	162	22,681	127	458,710	23
8,009	3,839	280	4,119	2,772	776	3,548	29,836	209	596,730	24
800	75	40	115	262	107	369	38,751	162	823,205	25
8,301	2,090	191	2,281	847	146	993	24,571	212	605,600	26
783	579	.....	579	.....	190	190	4,656	127	115,750	27
1,016	1,650	427	2,077	153	2,198	2,351	21,732	133	434,640	28
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	51,455	225	857,585	29
1,521	281	30	311	114	36	150	4,781	45	67,500	30
561	4,180	285	4,465	3,495	558	4,053	60,415	500	1,418,450	31
12,163	1,605	324	1,929	22	383	405	27,677	195	361,425	32
673	3,978	34	4,012	2,852	424	3,276	38,136	214	702,375	33
160	.....	106	106	300	80	380	53,908	327	1,198,065	34
30,990	7,678	931	8,609	6,295	1,075	7,370	98,693	663	1,905,455	35
3,330	569	61	630	41	117	158	3,495	65	111,800	36
5,833	3,842	1,351	5,193	7,232	1,055	8,287	50,929	301	1,210,432	37
573	9,215	55	9,270	8,766	413	9,179	32,190	174	870,000	38
9,146	1,222	166	1,388	.....	94	94	17,440	210	408,870	39
17,227	19,243	7,457	26,700	17,911	6,770	24,681	208,789	1,117	5,649,915	40
5,932	3,094	1,137	4,231	520	2,033	2,553	79,002	379	1,371,070	41
4,494	15,321	438	15,759	17,634	2,331	19,965	55,051	1,486	4,099,705	42
26,635	14,731	421	15,152	10,867	1,629	12,496	284,107	1,305	4,978,650	43
2,735	3,361	5	3,366	12	800	812	48,585	325	1,168,450	44
379	758	411	1,169	630	439	1,069	24,353	101	405,890	45
466	2,758	1,175	3,933	2,195	1,411	3,606	53,717	282	1,188,965	46
3,237	65	116	181	.....	52	52	37,305	265	822,200	47
5	.....	212	212	200	278	478	30,192	226	632,050	48
8,764	2,202	144	2,346	425	95	520	36,314	214	852,125	49
10,909	4,898	707	5,605	2,428	1,104	3,532	50,770	419	1,242,975	50
606	1,891	4	1,895	1,500	110	1,610	33,804	170	599,130	51
54	1,264	1,517	2,781	2,365	1,326	3,691	13,186	81	299,064	52
848	147	5	152	300	165	465	50,387	151	514,105	53
7,366	2,289	145	2,434	1,880	472	2,352	16,449	123	435,100	54
549	830	1,001	1,831	3,762	1,795	5,557	114,720	1,011	2,670,575	55
5,669	4,339	129	4,468	4,395	590	4,985	74,510	479	1,096,975	56
10,986	.....	608	608	500	196	696	44,887	323	897,750	57
26,933	15,872	6,001	21,873	12,554	5,868	18,422	374,054	3,308	7,879,045	58
10,665	9,387	243	9,630	6,572	811	7,383	439,529	1,317	7,752,205	59
217	1,882	18	1,900	2,085	23	2,108	37,052	137	487,450	60
773	1,325	4	1,329	877	91	968	31,609	150	561,220	61
153	40	.....	40	.....	88	88	28,044	159	620,867	62
408	3,294	1,000	4,294	1,665	1,942	3,607	28,323	184	675,100	63
14,131	4,335	358	4,693	2,250	826	3,076	37,362	405	978,750	64
105	.....	150	150	150	15	165	28,962	163	521,700	65
8,812	2,835	315	3,150	3,457	888	4,345	92,591	267	974,100	66
18,426	10,908	8,575	19,483	2,750	9,690	12,440	260,462	1,160	5,426,300	67
898	1,425	112	1,537	1,059	376	1,435	67,745	419	1,449,200	68
331	.....	43	43	190	40	230	58,620	251	1,172,400	69
12,715	4,835	449	5,284	6,820	1,118	7,938	104,398	669	2,410,815	70
80	211	485	696	326	382	708	62,228	239	1,037,140	71
717	.....	8	8	.....	56	56	27,191	231	847,650	72
1,032	4,269	587	4,856	2,525	2,885	5,410	51,163	530	1,112,250	73
254	13	3	16	56	128	184	48,250	231	887,950	74
8	.....	11	11	.....	100	100	38,638	182	643,975	75
33,002	7,708	420	8,128	2,588	1,923	4,511	43,662	350	1,561,787	76

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE (*suite*)

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total
		$	$	$	$	$	$	$
77	St-Edmond-de-Coaticook	314			314		11,448	11,448
78	St-Édouard-de-Napierville	185	75		260		72	72
79	Ste-Elisabeth	1,164	236		1,400	2,954	88	3,042
80	St-Elzéar	6,622			6,622			
81	St-Éphrem-de-Tring	24,864			24,864			
82	St-Ephrem-d'Upton	131	2		133			
83	St-Esprit	94	61		155			
84	St-Etienne (Beauharnois)	45			45			
85	St-Etienne-de-la-Malbaie	7,205	1,049		8,254		443	443
86	St-Eugène-de-Grantham	717			717			
87	St-Eugène-de-l'Islet	2,155			2,155			
88	Ste-Famille-du-Cap-Santé	1,762			1,762			
89	St-Félicien	5,101	750	750	5,101			
90	St-Félix-de-Valois	1,844	660		2,504		210	210
91	St-François (Beauce)	117	257	240	134			
92	St-François-de-Sales	2,251			2,251			
93	St-François-du-Lac	31	71		102		8,350	8,350
94	St-Frédéric-de-Beauce	2,090	18		2,108			
95	St-Gabriel-de-Brandon	2,277	541		2,818	2,333	189	2,522
96	Ste-Geneviève (Jacques-Cartier)	1,156	307	220	1,243		930	930
97	Ste-Geneviève-de-Berthier							
98	St-Georges-de-Beauce	167			167			
99	St-Georges-de-Clarenceville	1,094	35		1,129		25	25
100	St-Georges-de-Henryville	748			748			
101	St-Georges-de-Windsor	550			550			
102	St-Germain	279	48		327		1,503	1,503
103	St-Gervais	6,711	104	89	6,726			
104	St-Guillaume-d'Upton	3,168	63		3,231			
105	Ste-Hélène (Bagot)	283	69		352			
106	St-Henri-de-Lévis	3,637	333		3,970			
107	St-Henri-de-Mascouche	129	520		649			
108	St-Hermas	23,259	2,253		25,512			
109	St-Herménégilde	9,786			9,786			
110	St-Hilaire	401			401			
111	St-Hilarion	14,741	74		14,815	950	8	958
112	St-Honoré-de-Shenley	21,885	187		22,072			
113	St-Hubert	990			990			
114	St-Hugues	543	549		1,092		1,012	1,012
115	St-Hyacinthe	98			98	2,300	55	2,355
116	St-Ignace-du-Côteau-du-Lac	4,924	14		4,938			
117	St-Isidore (Dorchester)	2,110	1,497		3,607			
118	St-Isidore (Laprairie)	888	377		1,265		16	16
119	St-Isidore-d'Auckland	4,038	162		4,200			
120	St-Jacques-de-l'Achigan	330			330			
121	St-Jacques-de-Leeds	2,569	962		3,531			
122	St-Jacques-de-Parisville	626			626			
123	St-Jacques-le-Majeur	13,766	1,264	350	14,680		12	12
124	St-Janvier	355			355		10	10
125	St-Jean (St-Jean)							
126	St-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte	23,392			23,392			
127	†St-Jean-Baptiste-de-Nicolet							
128	St-Jean-Chrysostôme	1,586	112		1,698	13	1,492	1,505
129	St-Jean-de-Wickham	8,410			8,410			
130	St-Jean-l'Évangéliste-de-Thurso	8,930	29		8,959			
131	Ste-Jeanne-de-Neuville	5,802			5,802			
132	St-Jean-Port-Joli	3,126			3,126			
133	St-Jérôme (Lac-St-Jean-Est)	5,086	3,704	100	8,690	4,415	22	4,437
134	St-Jérôme-de-Matane	1,052	4,052		5,104	9,510	2,641	12,151
135	St-Jérusalem-d'Argenteuil	1,263	27		1,290	820		820
136	St-Joseph-de-Beauce	3,623	75		3,698			
137	St-Joseph-de-Godmanchester	267	3,320		3,587		3,800	3,800
138	St-Joseph-de-Lanoraie	78			78			
139	Ste-Julie (Verchères)	6,239			6,239			
140	St-Julien-de-Wolfestown	5,291			5,291			
141	Ste-Julienne	47			47		100	100
142	Ste-Justine (Dorchester)	13,611			13,611			
143	St-Lambert	3,338			3,338			
144	St-Léon-de-Standon	11,461	17		11,478			
145	St-Liboire	1,017	112		1,129			
146	St-Lin-des-Laurentides	5,585			5,585			
147	St-Louis (Lévis)	11,544	40		11,584		18	18
148	St-Louis-de-Bonsecours	1,770	108		1,878	1,847	66	1,913
149	St-Louis-de-Chambord	6,714	19		6,733			
150	St-Louis-de-Gonzague							
151	St-Louis-de-l'Ile-aux-Coudres	9,564			9,564			
152	St-Louis-de-Lotbinière	25,317	86		25,403			
153	St-Luc (Champlain)	43	208		251		225	225
154	St-Luc (St-Jean)							
155	Ste-Luce-de-Disraëli	4,107			4,107			
156	Ste-Lucie-d'Albanel	12,098			12,098			
157	Ste-Madeleine-de-Rigaud	10,739	208		10,947			
158	St-Magloire	8,629			8,629			

† Rapport annuel non transmis.— Annual statementnot filed.

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE (*continued*)

Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt — Unassessed balance of premium notes	Nombre de polices — Number of policies	Assurance en vigueur — Insurance in force	
	Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres payés — Losses paid	Autres — Other	Total				
$	$	$	$	$	$	$	$		$	
11,134	7,794	11,241	19,035	14,502	6,113	20,615	133,568	328	1,519,475	77
188	17	.....	17	100	25	125	26,193	151	531,481	78
1,642	1,187	66	1,253	2,545	4,693	7,238	41,803	401	1,269,150	79
6,622	995	133	1,128	.....	169	169	16,360	143	396,570	80
24,864	3,153	438	3,591	220	628	848	43,954	318	1,244,400	81
133	.....	2	2	15	18	33	36,638	177	642,240	82
155	2,261	6	2,267	2,000	193	2,193	37,716	161	667,310	83
45	.....	.....	.....	57	.....	57	45,294	210	754,910	84
7,811	592	258	850	40	20	60	8,162	89	203,200	85
717	.....	12	12	.....	3	3	21,742	98	310,600	86
2,155	531	44	575	.....	133	133	7,114	135	176,900	87
1,762	903	2	905	81	191	272	11,891	119	179,600	88
5,101	7,021	400	7,421	3,393	1,962	5,355	32,142	766	2,386,775	89
2,294	5,386	81	5,467	7,004	225	7,229	32,125	424	1,166,800	90
134	211	7	218	538	529	1,067	36,965	588	1,592,400	91
2,251	150	65	215	85	185	270	19,709	148	501,950	92
8,848	1,294	8,357	9,651	8,765	879	9,644	45,930	185	846,350	93
2,108	.....	253	253	3,500	143	3,643	21,610	214	542,265	94
296	6,781	7	6,788	4,500	160	4,660	14,650	218	637,100	95
313	2,555	323	2,878	1,275	668	1,943	84,989	305	1,752,650	96
.....	.....	6	6	.....	6	6	46,925	196	1,014,980	97
167	3,893	58	3,951	2,458	1,437	3,895	21,997	409	659,950	98
1,104	453	85	538	1,506	57	1,563	14,253	86	244,750	99
748	22	249	271	247	657	904	49,890	253	997,800	100
550	1,967	.....	1,967	1,183	239	1,422	75,411	199	966,850	101
1,176	1,438	2,236	3,674	4,967	939	5,906	163,567	1,159	3,390,950	102
6,726	7,564	91	7,655	5,599	1,419	7,018	238,686	1,257	5,118,650	103
3,231	1,193	39	1,232	1,177	141	1,318	39,438	328	837,100	104
352	.....	7	7	.....	93	93	12,816	67	224,855	105
3,970	4,031	9	4,040	2,627	748	3,375	33,766	559	1,733,365	106
649	699	.....	699	266	305	571	26,899	266	602,080	107
25,512	10,493	577	11,070	7,888	2,702	10,590	271,890	701	4,690,591	108
9,786	123	230	353	40	190	230	13,975	105	524,520	109
401	775	4	779	1,000	41	1,041	15,790	101	280,784	110
13,857	2,041	339	2,380	1,200	512	1,712	34,623	276	789,950	111
22,072	2,910	621	3,531	35	635	670	108,600	320	1,164,268	112
990	.....	24	24	500	33	533	72,446	181	905,575	113
80	5,568	4,003	9,571	5,884	3,161	9,045	33,984	222	802,250	114
2,257	.....	.....	.....	130	150	280	24,850	85	414,175	115
4,938	2,084	101	2,185	135	195	330	17,135	261	833,150	116
3,607	2,246	397	2,643	2,275	266	2,541	74,429	592	1,534,085	117
1,249	839	16	855	66	49	115	39,570	162	679,754	118
4,200	1,542	73	1,615	10	223	233	12,945	118	383,300	119
330	2,122	4	2,126	1,650	185	1,835	41,926	239	1,075,850	120
3,531	966	43	1,009	.....	53	53	14,857	138	353,250	121
626	330	22	352	400	66	466	15,744	102	328,800	122
14,668	6,575	396	6,971	5,345	1,321	6,666	99,255	1,024	2,354,050	123
345	.....	13	13	50	200	250	35,144	153	585,740	124
.....	.....	305	305	.....	305	305	29,507	124	491,792	125
23,392	11,461	2,237	13,698	7,362	3,652	11,014	322,063	2,881	7,287,016	126
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	127
193	2,877	66	2,943	2,330	478	2,808	65,944	300	943,130	128
8,410	5,222	1,010	6,232	2,725	1,386	4,111	87,145	399	1,391,460	129
8,959	3,164	204	3,368	620	419	1,039	36,467	241	795,720	130
5,802	2,109	139	2,248	120	178	298	14,946	192	421,800	131
3,126	.....	727	727	140	1,201	1,341	85,260	672	1,705,200	132
4,253	1,511	49	1,560	1,100	441	1,541	19,991	106	345,056	133
7,047	10,843	4,124	14,967	11,442	4,047	15,489	180,828	1,395	4,164,725	134
470	852	139	991	18	19	37	16,284	204	353,450	135
3,698	738	93	831	.....	262	262	76,633	494	1,630,800	136
213	3,681	2,727	6,408	4,060	2,403	6,463	81,726	428	1,558,200	137
78	.....	5	5	100	10	110	11,272	94	225,450	138
6,239	1,592	123	1,715	2,000	58	2,058	16,700	98	398,047	139
5,291	3,351	20	3,371	160	335	495	27,579	330	837,850	140
53	5,962	724	6,686	5,995	830	6,825	114,071	440	2,000,550	141
13,611	1,773	223	1,996	45	274	319	20,102	170	506,683	142
3,338	1,214	254	1,468	146	332	478	19,925	393	512,110	143
11,478	1,151	277	1,428	177	220	397	1,150	197	424,715	144
1,129	1,784	13	1,797	1,427	100	1,527	42,355	276	792,425	145
5,585	2,146	71	2,217	383	347	730	31,672	369	1,445,600	146
11,566	2,735	300	3,035	2,020	496	2,516	45,471	446	1,053,860	147
35	2,239	41	2,280	400	110	510	12,937	82	305,720	148
6,733	1,484	243	1,727	3,550	341	3,891	17,784	81	309,350	149
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	56,176	260	936,275	150
9,564	614	343	957	5	155	160	9,535	122	258,075	151
25,403	6,947	998	7,945	1,740	1,420	3,160	153,230	553	3,192,305	152
26	24	225	249	200	35	235	16,086	163	346,715	153
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10,242	57	170,706	154
4,107	604	69	673	.....	25	25	8,358	53	151,050	155
12,098	2,510	514	3,024	2,356	376	2,732	53,195	167	559,850	156
10,947	5,989	354	6,343	7,250	760	8,010	71,562	594	1,946,821	157
8,629	1,282	191	1,473	1,223	89	1,312	18,789	124	427,380	158

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE (*fin*)

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total
		$	$		$	$	$	$
159	St-Malachie (Dorchester)	24,419			24,419			
160	St-Malachie-d'Ormstown	1,262	746		2,008			
161	St-Marc (Verchères)	126			126			
162	St-Marc-des-Carrières	9,023	187		9,210			
163	Ste-Marie-de-Monnoir	1,132	21		1,153			
164	Ste-Marie-de-Sayabec	7,365	2,288	677	8,976		122	122
165	Ste-Marie-Madeleine	101	101		202			
166	Ste-Marie-Salomé	4,016	141		4,157			
167	St-Martin (Beauce)	9,904			9,904			
168	Ste-Martine	1,342	44		1,386			
169	St-Maurice	888	719		1,607			
170	St-Méthode-d'Adstock	11,043	119		11,162			
171	St-Michel (Bellechasse)	539	62		601			
172	St-Michel-Archange	676	235		911	350	350	700
173	St-Michel-d'Yamaska	6,832	1,295		8,127			
174	Ste-Monique	4,946			4,946			
175	St-Narcisse	312			312			
176	St-Nazaire-d'Acton							
177	St-Nérée	1,218	42		1,260			
178	St-Nicolas	9,105	135		9,240			
179	St-Octave-de-Métis	1,866	609		2,475			
180	St-Ours	881	395		1,276		1,064	1,064
181	St-Pamphile	2,791			2,791			
182	St-Patrice-de-Beaurivage	7,381			7,381			
183	St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup	407	5		412			
184	St-Patrice-de-Sherrington	490			490			
185	St-Paul-de-Senneterre	3,573	3,733	703	6,603	600		600
186	St-Philippe-de-Laprairie	1	298		299			
187	Ste-Philomène	469	146		615			
188	St-Pie	1,872	1,810		3,682		406	406
189	St-Pierre-Baptiste	45,642	856	328	46,170			
190	St-Pierre-de-Broughton	12,770			12,770			
191	St-Pierre-de-Durham	7,933			7,933			
192	St-Pierre-de-la-Patrie	6,698			6,698			
193	St-Pierre, Ile-d'Orléans	7,131			7,131			
194	St-Pierre-les-Becquets	15,390	372	132	15,630			
195	St-Raphaël	177	33		210			
196	St-Raymond	4,707	113		4,820			
197	†St-Remi							
198	St-Robert	320	5		325			
199	St-Roch-de-l'Achigan	997	181		1,178			
200	St-Roch-des-Aulnaies	1,350			1,350			
201	St-Roch-d'Orford	9,344	45	45	9,344			
202	Ste-Rosalie	216			216			
203	Ste-Rose (Laval)	703	2,320		3,023			
204	Ste-Rose-du-Dégelé	25,969	221	30	26,160		66	66
205	St-Samuel	11,756	100		11,856			
206	Ste-Scholastique	1,043	124		1,167		19	19
207	St-Sévérin	1,748			1,748			
208	St-Simon	212	6		218		600	600
209	St-Stanislas (Champlain)	165	12		177	566		566
210	St-Stanislas-de-Kostka	29			29			
211	St-Sylvestre	913			913			
212	Ste-Thècle	3,947	160		4,107		60	60
213	St-Théodore-d'Acton	824	63		887			
214	St-Théophile-d'Ely	6,872	15		6,887			
215	†Ste-Thérèse-de-Blainville							
216	St-Thomas-de-Montmagny	1,233	129		1,362			
217	St-Thuribe	1,189			1,189			
218	St-Tite	166	56	50	172			
219	St-Ubald	5,964			5,964			
220	St-Urbain-Premier	751			751			
221	St-Valentin	545			545			
222	St-Victor-de-Tring	7,301	10		7,311			
223	†St-Vincent-de-Paul							
224	St-Zacharie	14,076			14,076			
225	St-Zéphirin-de-Courval	355	13		368			
226	St-Zotique	4,775	962		5,737		12,090	12,090
227	Shawville	1,068	278	250	1,096		3,390	3,390
228	Spaulding & Ditchfield	32,217	249		32,466			
229	Stoke	2,834			2,834			
230	Très-Saint-Cœur-de-Marie	9,981	71		10,052			
231	Weedon	214	130		344			
232	Windsor	1,320	56		1,376	4,055		4,055
	TOTAL	1,159,557	65,996	7,178	1,218,375	46,496	69,852	116,348

† Rapport annuel non transmis.— Annual statement not filed.

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE (*concluded*)

Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt — Unassessed balance of premium notes	Nombre de polices — Number of policies	Assurance en vigueur — Insurance in force	
	Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres payés — Losses paid	Autres — Other	Total				
$	$	$	$	$	$	$	$		$	
24,419	2,285	1,266	3,551	1,184	871	2,055	34,571	331	969,600	159
2,008	3,039	916	3,955	1,960	1,700	3,660	79,921	400	1,512,750	160
126	1,324	.....	1,324	1,100	104	1,204	20,741	105	441,300	161
9,210	4,071	353	4,424	3,550	1,906	5,456	32,851	372	782,900	162
1,153	3,638	22	3,660	3,300	22	3,322	50,220	197	897,635	163
8,854	5,978	1,250	7,228	2,014	6,594	8,608	43,311	553	1,055,500	164
202	.....	467	467	40	689	729	40,975	186	682,925	165
4,157	2,101	85	2,186	398	323	721	37,115	185	918,875	166
9,904	1,221	217	1,438	60	184	244	21,109	139	244,200	167
1,386	4,053	2,010	6,063	2,800	2,362	5,162	60,362	280	1,006,035	168
1,607	13,603	62	13,665	12,965	412	13,377	23,801	266	1,325,355	169
11,162	1,171	231	1,402	.....	155	155	21,348	208	475,200	170
601	1,634	1	1,635	1,285	239	1,524	30,744	172	739,950	171
211	994	109	1,103	1,100	25	1,125	36,154	173	602,575	172
8,127	1,779	59	1,838	50	179	229	67,355	315	1,169,130	173
4,946	2,764	42	2,806	1,370	158	1,528	30,432	238	717,011	174
312	.....	11	11	125	53	178	14,353	210	361,520	175
.....	.....	.....	.....	20	.....	20	46,432	154	822,900	176
1,260	32	265	297	411	314	725	46,247	405	945,950	177
9,240	1,231	23	1,254	2,000	113	2,113	18,884	153	408,325	178
2,475	2,901	472	3,373	70	1,527	1,597	48,518	369	1,124,675	179
212	213	2	215	75	120	195	87,718	263	913,300	180
2,791	1,599	41	1,640	2,400	559	2,959	22,432	527	561,725	181
7,381	3,183	24	3,207	100	154	254	36,966	305	1,061,060	182
412	1,919	100	2,019	1,540	289	1,829	94,165	564	1,968,375	183
490	1,200	6	1,206	900	103	1,003	57,033	326	974,745	184
6,003	7,956	31	7,987	900	4,642	5,542	26,090	376	973,100	185
299	1,142	2	1,144	966	176	1,142	39,263	177	925,895	186
615	1,097	5	1,102	1,100	36	1,136	45,859	210	782,600	187
3,276	4,261	29	4,290	3,675	331	4,006	78,098	450	1,460,440	188
46,170	27,278	920	28,198	24,119	2,991	27,110	246,355	1,800	7,001,108	189
12,770	2,822	262	3,084	546	486	1,032	32,088	241	799,950	190
7,933	4,362	300	4,662	5,578	496	6,074	44,476	345	1,082,360	191
6,698	847	255	1,102	4,105	68	4,173	25,452	147	468,225	192
7,131	578	170	748	62	106	168	5,397	90	192,800	193
15,630	12,037	87	12,124	8,210	2,045	10,255	123,865	1,143	3,047,550	194
210	163	13	176	16	255	271	21,969	215	504,350	195
4,820	2,563	109	2,672	374	1,081	1,455	55,881	575	1,322,915	196
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	197
325	2,004	.....	2,004	2,175	90	2,265	37,655	167	660,968	198
1,178	1,574	4	1,578	549	166	715	46,606	241	830,930	199
1,350	100	179	279	4,087	241	4,328	40,554	284	820,900	200
9,344	6,866	143	7,009	88	1,617	1,705	75,152	609	2,023,963	201
216	.....	21	21	940	.....	940	67,056	137	670,565	202
3,023	3,385	1,518	4,903	3,115	2,901	6,016	132,735	440	2,517,475	203
26,094	4,588	602	5,190	3,602	942	4,544	33,795	490	977,500	204
11,856	7,476	336	7,812	7,716	772	8,488	95,224	630	2,211,810	205
1,148	10,644	8,736	19,380	9,384	9,617	19,001	110,437	629	2,424,100	206
1,748	342	84	426	24	41	65	7,772	101	176,925	207
382	.....	530	530	45	327	372	75,963	312	759,630	208
389	6,209	397	6,606	5,630	1,334	6,964	36,074	520	1,208,450	209
29	.....	.....	.....	.....	.....	.....	39,599	158	666,400	210
913	.....	72	72	.....	126	126	20,813	188	416,275	211
4,047	912	96	1,008	.....	55	55	16,085	149	356,675	212
887	6,556	1	6,557	5,102	956	6,058	66,745	273	1,222,765	213
6,887	1,130	123	1,253	25	32	57	10,263	60	251,270	214
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	215
1,362	1,721	13	1,734	1,300	199	1,499	57,969	512	1,232,475	216
1,189	966	.....	966	7	150	157	48,613	319	1,435,500	217
172	10	54	64	.....	387	387	53,840	314	1,105,525	218
5,964	1,133	92	1,225	100	244	344	8,228	111	228,350	219
751	840	22	862	950	57	1,007	41,214	193	700,900	220
545	1,525	.....	1,525	1,407	35	1,442	18,443	97	307,394	221
7,311	2,886	214	3,100	2,520	180	2,700	10,606	288	969,920	222
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	223
14,076	2,222	343	2,565	2,162	464	2,626	37,315	333	746,408	224
368	.....	4	4	32	34	66	46,363	103	463,630	225
6,353	1,946	11,747	13,693	11,720	231	11,951	33,387	118	727,220	226
2,294	3,632	4,326	7,958	6,095	2,355	8,450	182,903	1,979	3,808,750	227
32,466	7,935	1,480	9,415	13,225	1,396	14,621	74,293	507	1,951,530	228
2,834	1,053	72	1,125	.....	1,584	1,584	13,030	122	140,086	229
10,052	1,350	183	1,533	1,850	162	2,012	16,826	165	383,500	230
344	857	37	894	2,532	156	2,688	17,432	108	292,675	231
2,679	7,841	2,653	10,494	8,163	2,353	10,516	103,315	526	2,447,670	232
1,102,027	681,419	140,984	822,403	559,840	190,403	750,243	12,601,639	82,050	270,580,837	

TABLEAU VI — COMPAGNIES D'ASSURANCE FUNÉRAIRE — JOINT STOCK FUNERAL COMPANIES

ACTIF AU 31 DECEMBRE 1955 — ASSETS, DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles (moins hypothèques) — Real estate (less encumbrances)	Prêts hypothécaires — Mortgage loans	Obligations et actions — Bonds, debentures and stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Primes et comptes à recevoir — Premiums and accounts receivable	Inventaire des marchandises et approvisionnements — Inventories of goods and supplies	Matériel roulant, décorations et accessoires — Rolling stock, accessories and equipment	Autre — Other	Total de l'actif — Total assets	Actif non admis — Assets not admitted	Total de l'actif admis — Total admitted assets
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée, Les	129,638	.....	20,500	1,460	103,760	14,859	136,132	5,064	411,413	9,445	401,968
Cie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, La	52,678	14,265	58,451	15,147	24,115	8,764	73,904	721	248,045	.....	248,045
Cie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée, La	212,000	.....	53,102	43,995	170,242	11,883	221,789	30,435	743,446	27,810	715,636
Cie des Frais Funéraires des Cantons de l'Est	190,858	5,033	29,182	1,524	32,454	21,380	116,117	.....	396,548	.....	396,548
Cie Générale de Frais Funéraires, Ltée, La	.....	15,000	29,150	4,027	8,429	4,988	64,423	10,628	136,645	.....	136,645
Cie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	109,136	.....	6,600	9,347	12,610	3,870	36,089	.....	177,652	.....	177,652
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La	501,972	.....	97,015	6,864	42,712	14,996	270,076	.....	933,635	.....	933,635
TOTAL	1,196,282	34,298	294,000	82,364	394,322	80,740	918,530	46,848	3,047,384	37,255	3,010,129

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1955

COMPAGNIES — COMPANIES	Réserve mathématique sur polices en vigueur — Actuarial reserve under policies in force	Réserve pour valeurs de rachat — Reserve for cash surrender values	Comptes à payer — Accounts payable	Emprunts et découverts aux banques — Borrowed money and bank overdrafts	Taxes et impôts — Taxes and fees	Frais funéraires payés d'avance — Funeral expenses paid in advance	Réserve pour dépréciation — Reserve for depreciation	Autre — Other	Total	Capital-actions versé — Capital stock paid in cash	Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée, Les	133,125	.....	67,952	.....	10,508	6,273	113,923	16,302	348,083	55,600	*1,715*
Cie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, La	93,803	17,230	7,827	.....	844	.....	69,187	4,926	193,817	50,000	4,228
Cie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée, La	314,053	21,740	33,830	.....	2,953	.....	153,518	19,734	545,828	27,000	142,808
Cie des Frais Funéraires des Cantons de l'Est	80,471	2,586	9,537	25,140	.....	185,413	78,805	.....	381,952	20,000	*5,404*
Cie Générale de Frais Funéraires, Ltée, La	31,576	8,616	4,071	.....	41	1,405	33,050	.....	78,759	86,000	*28,114*
Cie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	24,269	.....	14,992	9,000	162	2,929	68,976	137	120,465	27,400	29,787
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La	623,358	33,016	34,162	75,000	12,685	19,495	169,888	.....	967,604	95,000	*128,969*
TOTAL	1,300,655	83,188	172,371	109,140	27,193	215,515	687,347	41,099	2,636,508	361,000	12,621

ÉTATS DES OPÉRATIONS, ASSURANCE — STATEMENT OF OPERATIONS, INSURANCE

COMPAGNIES — COMPANIES	Revenus — Income				Dépenses — Expenditure						
	Primes — Premiums	Intérêts, dividendes et loyers — Interest, dividends and rents	Autres — Other	Diminution des réserves mathématiques et des valeurs de rachat — Decrease of actuarial reserve and cash surrender value reserves	Réclamations en vertu des contrats souscrits — Claims under insurance contracts	Taxes sur primes et honoraires de permis — Taxes on premiums and licenses	Frais de perception — Cost of collection	Frais d'administration — Management expenses	Autres — Other	Augmentation des réserves mathématiques et valeurs de rachat — Increase of actuarial and cash surrender value reserves	Profits nets sur les opérations ou *pertes* — Net operating profit or *loss*
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée, Les	19,007	617	.....	.....	14,550	380	1,560	5,040	43	3,762	*5,711*
Cie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, La	16,070	2,676	.....	.....	12,605	765	4,307	530	.....	1,843	*1,304*
Cie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée, La	18,518	2,837	.....	.....	18,242	690	6,600	5,386	.....	44,927	*54,490*
Cie des Frais Funéraires des Cantons de l'Est	16,541	1,280	*4,238*	2,365	6,742	300	3,456	6,305	.....	7,132	*7,987*
Cie Générale de Frais Funéraires, Ltée, La	2,025	1,740	.....	2,985	2,491	41	531	.....	.....	.....	3,687
Cie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	592	.....	.....	.....	753	251	.....	683	.....	.....	*1,095*
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La	37,476	16,149	.....	1,975	36,607	1,109	7,968	19,161	.....	4,799	*14,044*
TOTAL	110,229	25,299	*4,238*	7,325	91,990	3,536	24,422	37,105	43	62,463	*80,944*

FRAIS FUNÉRAIRES — FUNERAL

COMPAGNIES — COMPANIES	Revenus — Income		Dépenses — Expenditure								
	Ventes et frais funéraires — Sales and funeral	Autres — Other	Matériel roulant — Rolling stock	Louage de voitures — Renting of automobiles	Salons mortuaires — Funeral parlors	Décorations, accessoires et outillage — Decorations, accessories and equipment	Service général — General expenses	Frais d'administration — Management expenses	Charges fixes — Fixed charges	Autres — Other	Profit net sur les opérations ou *pertes* — Net operating profit or *loss*
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée, Les	251,712	1,212	30,430	8,106	3,911	.....	61,847	69,600	18,041	31,842	29,147
Cie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, La	71,551	309	9,142	8,219	.....	.....	8,497	27,390	257	16,909	1,446
Cie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée, La	402,165	4,889	30,681	33,515	63,719	6,925	74,472	55,456	42,445	6,547	93,294
Cie des Frais Funéraires des Cantons de l'Est	67,319	601	24,879	1,351	.....	.....	21,502	12,538	8,478	4,263	*5,091*
Cie Générale de Frais Funéraires, Ltée, La	46,207	1,103	2,288	.....	.....	.....	19,266	22,263	5,353	860	*2,720*
Cie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	64,298	11,122	13,672	4,725	3,526	683	23,106	8,130	11,228	5,385	4,965
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La	242,635	4,020	29,665	23,190	9,455	772	48,186	78,810	36,971	5,781	13,825
TOTAL	1,145,887	23,256	140,757	79,106	80,611	8,380	256,876	274,187	122,773	71,587	134,866

TABLE VII — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS
ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — ASSETS, DECEMBER 31, 1955

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	ACTIF AU GRAND LIVRE — LEDGER ASSETS							ACTIF NON INSCRIT — NON LEDGER ASSETS			Actif non admis — Assets not admitted	Total de l'actif admis — Total admitted assets
	Immeubles — Real estate	Prêts hypothécaires — Mortgage loans	Prêts ou liens sur polices — Loans or liens on certificates	Obligations et actions — Bonds, debentures and stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Autre — Other	Total	Intérêts, dividendes et loyers échus et courus — Interest, dividends and rents due and accrued	Primes et cotisations échues ou différées — Premiums and assessments due or deferred	Autre — Other		
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Alcan Shawinigan Works Employees' Mut. Ben. Assoc.				17,240	3,256	774	21,270					21,270
Alumnae Mut. Ben. Assoc., Montreal General Hospital				36,473	12,953		49,426					49,426
Assoc. de Bienf. et de Ret. des Pompiers, Québec				212,794	1,956		214,750					214,750
Assoc. de Protection Mut. de la P. de Québec				257,605	41,048		298,653	1,998	7,500	3,485	3,485	308,151
Assoc. de Sec. M. des Emp. de J.-J. Joubert, Ltée				4,460	8,433		12,893	50				12,943
Assoc. de Sec. M. des Emp. de l'Arsenal Fédéral				55,943	20,236		76,179	432				76,611
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame				20,000	1,718		21,718	92				21,810
Assoc. Nationale de Bénéfices Mutuels		1,721,460	232,504	2,193,045	121,333	6,054	4,274,396	26,785	279,470	41,695	41,695	4,580,651
Assoc. Protectrice des Policiers Mun., Québec				114,727	3,182		117,909	1,341				119,250
Barwick & Sons Ltd Employees' Mut. Ben. Assoc.					3,238		3,238					3,238
Bassarabier Hebrew Sick Ben. Assoc.	8,370			20,995	7,515	377	37,257		1,065	629	193	38,758
Borden's Employees' Mut. Ben. Society					2,730		2,730					2,730
Caisse de Bienf. de l'Ordre Loyal des Moose de Q.				46,535	*1,780*		44,755	440	8,693			53,888
Canada Packers (Mtl Employees) M. B. Assoc.				14,975	22,824		37,799	200				37,999
Canadian Hebrew Sick Benefit Association				1,990	14,495		16,485		478	4,039	4,039	16,963
Canadian National Express Sick Ben. Association					2,995		2,995					2,995
C.P. Expressmen's Mutual Benefit Society				34,305	8,489		42,794	146				42,940
Canadian Railways Benefit Society					4,747		4,747					4,747
Campack Mutual Benefit Association				5,000	3,520		8,520					8,520
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Society					7,100		7,100					7,100
Caserta Mutual Aid Society				12,045	2,505		14,550	124				14,674
Daughters of England Benefit Society				8,750	10,157		18,907					18,907
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.				8,300	595		8,895		153			9,048
Fonds de Sec. des Forestiers Cath. de la P. de Q.	14,848			56,152	3,062		74,062	613	445			75,120
Hebrew Protective Association				21,053	4,988		26,041		2,080			28,121
Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal	17,438	23,725		59,748	19,422		120,333		911			121,244
Hungarian Sick Benefit Association				1,500	3,206		4,706					4,706
Independent Hebrew Sick Ben. Assoc. of Mtl.	10,800			3,000	19,050		32,850		433			33,283
I.O.O.E., Grand Lodge of Quebec	92,032	46,500		227,430	23,005		388,967	2,107	3,229			394,303
I.O.O.E., Montreal District		83,913			2,450		86,363			50,625	98,625	38,363

King Edward Benefit Association	14,712			17,106	11,511		43,329		1,277			44,606
King George Sick Benefit Association				20,200	8,120		28,320	500	306	1,025	1,025	29,126
Lithuanian Sons and Daughters M. B. Assoc.				4,500	13,706		18,206					18,206
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association				3,500	4,202		7,702		230	2,640	2,640	7,932
Montreal Tramways Mutual Benefit Association				153,377	12,330		165,707		17,580			183,287
Mutuelle Bond (La)				57,918	5,302		63,220	358				63,578
Mutuelle de Sec. des Emp. de l'Hôpital St-Michel-Archange et annexes					4,097		4,097					4,097
Mutuelle des Employés Civils (La)	43,875	153,182	60,425	815,274	11,492	2,220	1,086,468	9,229	15,662		4,582	1,106,777
Mutuelle des Secrétaires (La)				4,005	2,948		6,953					6,953
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C.		617,200	168,209	2,920,967	199,820		3,906,196	35,965	31,612	17,927	22,669	3,969,031
North End Walkinir Hebrew Benefit Association				1,292	7,435		8,727		739	789	789	9,466
Northern Electric Employees' Benefit Association				29,782	8,514		38,296	342	22			38,660
Order Sons of Italy in Canada		15,345		18,785	19,311	2,426	55,867	860				56,727
Porters Mutual Benefit Association		3,400		39,432	3,952		46,784					46,784
Prossedana Mutual Benefit Association					7,209		7,209					7,20
Quebec Hospital Service Association	41,114			4,998,652	447,034	515,000	6,001,800	29,513	41,909	20,597	5,155	6,088,664
Railway Employees Co-operative Protection Assoc.				6,677	1,938		8,615	66				8,681
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Assoc.	8,900			29,220	10,935		49,055	120	466			49,641
St. Lawrence Sugar Refineries Emp. Ben. Assoc.				4,100	523		4,623					4,623
Secours Mutuel du Facteur (Le)				5,944	3,834		9,778	55				9,833
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est					2,679		2,679					2,679
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull				20,485	1,920		22,405	243		300		22,948
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal				78,313	14,425		92,738	597	1,730			95,065
Société des Commis-Marchands de Québec				555	158		713					713
Société de Secours Mutuels Dante Alighieri				20,000	1,084		21,084					21,084
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda		16,000			5,435		21,435					21,435
Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec				8,400	1,635		10,035					10,035
Société St-Jean-Baptiste de Masson	3,880			4,475	2,642		10,997					10,997
Société St-Jean-Baptiste de Richmond				5,000	6,035		11,035					11,035
Steinberg's Employees Mutual Benefit Assoc.				18,647	31,617		50,264					50,264
Toilet Laundries Social Benevolent Fund				34,080	12,421		46,501	297				46,798
Transportation Employees' Mortuary Ben. Society					2,752		2,752					2,752
Troy Sick and Dividing Society				2,000	1,375	100	3,475	15				3,490
Ukrainian Sick Benefit Society					19,809		19,809					19,809
Union St-Joseph à St-Roch-de-Québec		8,900	4,509	242,009	1,681		257,099	2,189	346			259,634
Union St-Joseph de Drummondville	39,533	829,448	119,375	605,213	32,236		1,625,805	13,814	28,670	7,815	7,815	1,668,289
Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport		75,423		39,009	6,910		121,342	775				122,117
U.S.M.C. Mutual Relief Association					8,994		8,994					8,994
Victoria Hebrew Sick Benefit Association				2,500	1,510	76	4,086					4,086
Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association				8,000	7,965		15,965		2,724			18,689
TOTAL	295,502	3,594,496	585,022	13,653,482	1,325,924	527,027	19,981,453	129,366	447,730	151,566	192,712	20,517,303

TABLE VII — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (*suite*) — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS (*continued*)

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1955 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1955

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	PASSIF PAR CAISSE DE BÉNÉFICE — LIABILITIES BY BENEFIT FUND						Dépenses échues et courues — Expenses due and accrued	Réserve spéciale ou contingente — Special or contingency reserves	Autre — Other	Total
	Mortuaire — Mortuary	Maladie-accident — Sickness-accident	Juvénile — Juvenile	Funéraire — Funeral	Autres bénéfices — Other funds	Total				
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Alcan Shawinigan Works Employees' Mut. Ben. Assoc.										
Alumnae Mut. Ben. Assoc., Montreal General Hospital		116				116				116
Assoc. de Bienf. et de Ret. des Pompiers, Québec										
Assoc. de Protection Mut. de la P. de Québec										
Assoc. de Sec. M. des Emp. de J.-J. Joubert, Ltée										
Assoc. de Sec. M. des Emp. de l'Arsenal Fédéral										
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame										
Assoc. Nationale de Bénéfices Mutuels	120,200				147	120,347	19,560			139,907
Assoc. Protectrice des Policiers Mun., Québec										
Barwick & Sons Ltd Employees' Mut. Ben. Assoc.							125			125
Bassarabier Hebrew Sick Ben. Assoc.	600	30		15		645	128			773
Borden's Employees' Mut. Ben. Society										
Caisse de Bienf. de l'Ordre Loyal des Moose de Q.		2,715			515	3,230				3,230
Canada Packers (Mtl Employees) M. B. Assoc.		249		100	823	1,172				1,172
Canadian Hebrew Sick Benefit Association										
Canadian National Express Sick Ben. Assoc.										
C.P. Expressmen's Mutual Ben. Society										
Canadian Railways Benefit Society										
Campack Mutual Benefit Association										
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Association										
Caserta Mutual Aid Society										
Daughters of England Benefit Society										
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.	111	32				143	106		19	268
Fonds de Sec. des Forestiers Cath. de la P. de Q.		240				240				240
Hebrew Protective Association							305			305
Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal	9,563				81	9,644	46			9,690
Hungarian Sick Benefit Association										
Independent Hebrew Sick Ben. Assoc. of Mtl	1,200					1,200	220			1,420
I.O.O.E., Grand Lodge of Quebec										
I.O.O.E., Montreal District										

King Edward Benefit Association	2,200			80		2,280				2,280
King George Sick Benefit Association	1,800					1,800	1,388			3,188
Lithuanian Sons and Daughters M. B. Assoc.										
Montefiiore Protective and Mutual Benefit Association										
Montreal Tramways Mutual Benefit Association					387	387	290			677
Mutuelle Bond (La)		393				393				393
Mutuelle de Sec. des Emp. de l'Hôpital St-Michel-Archange et annexes										
Mutuelle des Employés Civils (La)	44,097			700		44,797	567	140,455		185,819
Mutuelle des Secrétaires (La)	49					49	20			69
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C.	62,833		28,640			91,473	25,682	303,546		420,701
North End Walkimir Hebrew Benefit Association	600					600	57			657
Northern Electric Employees' Benefit Association		746				746				746
Order Sons of Italy in Canada	800	2,420				3,220	532			3,752
Porters Mutual Benefit Association										
Prossedana Mutual Benefit Association										
Quebec Hospital Service Association		2,923,335				2,923,335	60,786	3,025,000		6,009,121
Railway Employees Co-operative Protection Assoc.										
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Assoc.	1,100				1,033	2,133	225			2,358
St. Lawrence Sugar Refineries Emp. Ben. Assoc.										
Secours Mutuel du Facteur (Le)										
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est										
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull									3,000	3,000
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal								1,730		1,730
Société des Commis-Marchands de Québec										
Société de Secours Mutuels Dante Alighieri										
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda										
Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec	353					353				353
Société St-Jean-Baptiste de Masson										
Société St-Jean-Baptiste de Richmond										
Steinberg's Employees Mutual Benefit Assoc.		1,049				1,049				1,049
Toilet Laundries Social and Benevolent Fund							50	310		360
Transportation Employees' Mortuary Ben. Society	982					982		967		1,949
Troy Sick and Dividing Society										
Ukranian Sick Benefit Society										
Union St-Joseph à St-Roch-de-Québec	3,182	58			6	3,246	58	13,243		16,547
Union St-Joseph de Drummondville	8,361	343	430			9,134	715	5,734	6,020	21,603
Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport										
U.S.M.C. Mutual Relief Association										
Victoria Hebrew Sick Benefit Association										
Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association					65	65	75			140
TOTAL	258,031	2,931,726	29,070	895	3,057	3,222,779	110,935	3,490,985	9,039	6,833,738

TABLE VII — SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS (*fin*) — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS (*concluded*)

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	Recettes — Receipts							Déboursés — Disbursements				
	Primes, cotisations, amendes, etc. — Premiums, assessments, dues, etc.	Intérêts, dividendes et loyer — Interest, dividends and rents	Profits sur réalisation d'actif au grand livre — Profit on sale or maturity of ledger assets	Autres — Other	Transport d'une autre caisse — Transfer from other fund	Total	Réclamations, bénéfices et autres déboursés aux membres — Claims, benefits and other disbursements to members	Frais d'administration — Administration expenses	Pertes sur réalisation d'actif au grand livre — Loss on sale or maturity of ledger assets	Autres — Other	Transport à une autre caisse — Transfer to other fund	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Alcan Shawinigan Works Employees' Mut. Ben. Assoc.	23,778	510				24,288	24,109	131				24,240
Alumnae Mut. Ben. Assoc., Montreal General Hospital	10,892	1,184			338	12,414	7,383	338			338	8,059
Assoc. de Bienf. et de Ret. des Pompiers, Québec	11,588	4,965		6,085		22,638	15,700	1,983				17,683
Assoc. de Protection Mut. de la P. de Québec	107,623	8,800		109	4,500	121,032	40,500	29,627		160	4,500	74,787
Assoc. de Sec. M. des Emp. de J.-J. Joubert, Ltée	7,199	242				7,441	3,060	510		2,209		5,779
Assoc. de Sec. M. des Emp. de l'Arsenal Fédéral	15,663	2,137		5		17,805	9,119	478				9,597
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame	1,730	575				2,305	500	637				1,137
Assoc. Nationale de Bénéfices Mutuels	1,539,558	180,708	4,260	4,285	17,984	1,746,795	404,075	585,189		2,863	17,984	1,010,111
Assoc. Protectrice des Policiers Mun., Québec	4,369	4,019		3,192		11,580	2,800	778				3,578
Barwick & Sons Ltd Employees' Mut. Ben. Assoc.	4,287					4,287	2,415	207				2,622
Bassarabier Hebrew Sick Ben. Assoc.	8,240	697		5,580	1,150	15,667	4,691	3,797	1,020	2,044	1,150	12,702
Borden's Employees Mut. Ben. Society	926	25				951	754	222				976
Caisse de Bienf. de l'Ordre Loyal des Moose de Q	46,984	1,318		230		48,532	33,037	10,830		1,230		45,097
Canada Packers (Mtl Employees) M. B. Assoc.	27,943	845				28,788	31,449	112				31,561
Canadian Hebrew Sick Benefit Association	1,961	254		590		2,805	1,508	988		285		2,781
Canadian National Express Sick Ben. Assoc.	4,005					4,005	2,580	453				3,033
C.P. Expressmens' Mutual Ben. Society	22,113	1,014		38		23,165	16,092	1,522				17,614
Canadian Railways Benefit Society	12,034			500		12,534	7,177	1,654		500		9,331
Campack Mutual Benefit Association	18,328	158				18,486	14,455	1,138				15,593
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Association	1,214	133				1,347	520	377				897
Caserta Mutual Aid Society	4,165	398			113	4,676	3,919	1,229			113	5,261
Daughters of England Benefit Society	2,654	429				3,083	748	2,958				3,706
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.	2,727	227		392		3,346	1,813	800		212		2,825
Fonds de Sec. des Forestiers Cath. de la P. de Q.	6,007	2,389				8,396	4,377	2,990				7,367
Hebrew Protective Association	6,014	310		3,617		9,941	2,244	5,609				7,853
Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal	10,710	2,382	25,094	320		38,506	15,097	3,460				18,557
Hungarian Sick Benefit Association	2,860	99		155		3,114	1,040	1,133				2,173
Independant Hebrew Sick Ben. Assoc. of Mtl	2,747	284		13,396	5,925	22,352	4,001	1,780		2,366	5,925	14,072
L.O.O.E., Grand Lodge of Quebec	15,917	13,442		5,887	2,265	37,511	8,851	24,615	2,000	2,298	2,265	40,029
L.O.O.E., Montreal District	2,573	1,633		696		4,902	2,093	1,081				3,174
King Edward Benefit Association	14,311	763				15,074	10,741	3,332		660		14,733
King George Sick Benefit Association	8,522	460		2,670		11,652	6,518	2,324				8,842

Lithuanian Sons and Daughters M. B. Assoc.	3,260	409		17		3,686	2,893	809				3,702
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association	2,131	190		1,100		3,421	1,166	1,767		460		3,393
Montreal Tramways Mutual Benefit Association	419,950	11,729	4,565	11,756		448,000	464,330	27,725	4,557	122,661		619,273
Mutuelle Bond (La)	30,222	1,880	171	347		32,620	19,467	3,190		565		23,222
Mutuelle de Sec. des Emp. de l'Hôpital St-Michel-Archange et annexes	3,338	65		26		3,429	2,136	180				2,316
Mutuelle des Employés Civils (La)	433,070	38,575	8,228	1,257		481,130	91,937	78,460		24,296		194,693
Mutuelle des Secrétaires (La)	954	262		1,025		2,241	450	166				616
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C.	883,662	140,670	2,735	4,880		1,031,947	166,018	236,003				402,021
North End Walkimir Hebrew Benefit Association	5,561	195		2,770		8,526	3,166	2,250		1,967		7,383
Northern Electric Employees' Benefit Association	14,539	956				15,495	10,004	1,273		479		11,756
Order Sons of Italy in Canada	12,271	1,312		985		14,568	7,422	6,968		1,244		15,634
Porters Mutual Benefit Association	4,407	1,692	131			6,230	4,602	1,135				5,737
Prossedana Mutual Benefit Association	1,486	130		190		1,806	152	570				722
Quebec Hospital Service Association	14,409,905	132,280	12,300	23,161		14,577,646	12,631,647	1,108,142		3,482		13,743,271
Railway Employees Co-operative Protection Assoc.	2,592	201				2,793	1,200	767		29		1,996
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Assoc.	16,855	606		1,072	1,220	19,753	5,400	5,468			1,220	12,088
St. Lawrence Sugar Refineries Emp. Ben. Assoc.	4,880	130				5,010	4,307	1,006				5,313
Secours Mutuel du Facteur (Le)	6,668	253				6,921	4,804	796				5,600
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est	36,765					36,765	34,469	3,335				37,804
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull	513	1,054		790		2,357	1,255	291				1,546
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal	37,194	2,627				39,821	25,500	5,990				31,490
Société des Commis-Marchands de Québec	710	34				744	531	285				816
Société de Secours Mutuels Dante Alighieri	4,372	580				4,952	2,328	1,130				3,458
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda	5,688	700	320			6,708	1,533	1,183		1,532		4,248
Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec	4,377	312		7		4,696	4,125	985				5,110
Société St-Jean-Baptiste de Masson	518	197		1,649		2,364	285	1,646				1,931
Société St-Jean-Baptiste de Richmond	900	350		92		1,342	1,080	596				1,676
Steinberg's Employees' Mutual Benefit Assoc.	44,145	605		125	6,265	51,140	32,135	236			6,265	38,636
Toilet Laundries Social and Benevolent Fund	16,992	1,070				18,062	15,369	845				16,214
Transportation Employees' Mortuary Ben. Society	22,972			40		23,012	20,555	1,478		17		22,050
Troy Sick and Dividing Society	4,427	80		497		5,004	4,486	50				4,536
Ukrainian Sick Benefit Society	5,617	380				5,997	4,453	1,020				5,473
Union St-Joseph à St-Roch de Québec	5,491	9,673	1,940	290		17,394	14,685	1,748				16,433
Union St-Joseph de Drummondville	390,280	72,878	1,251	1,000	67,000	532,409	96,373	207,541			67,000	370,914
Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport	4,388	4,932	34	20	1,300	10,674	6,203	1,643			1,300	9,146
U.S.M.C., Mutual Relief Association	613	87				700	1,098	107				1,205
Victoria Hebrew Sick Benefit Association	1,987	95		1,128		3,210	1,061	2,370				3,431
Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association	4,355	285		5,917		10,557	8,601	3,115				11,716
TOTAL	18,797,697	657,874	61,029	107,888	108,060	19,732,548	14,380,592	2,404,551	7,577	171,559	108,060	17,072,339

Publié en conformité des dispositions de l'article 162 de la Loi des assurances de Québec, (S.R.Q. 1941).

Le Ministre des finances,
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurance.

42863-o

Published in accordance with section 162 of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941).

Published in accordance with section
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

42863-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance et société dont les noms suivent ont obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1956 et finissant le 30 juin 1956:

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following insurance compagnies and associations have obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1956 and ending on the 30th of June 1957:

TABLE VIII — COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956

TABLE VIII — COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY, 1st 1956

Nom — Name

Abeille (L'), Compagnie Anonyme d'Assurances à primes fixes contre l'Incendie, les accidents et les risques divers
Acadia Insurance Co., The
Adriatic Insurance Company
Aeta Casualty and Surety Co., The
Aetan Insurance Company
Aetna Life Insurance Company
Affiliated F M Insurance Co.
Affiliated Underwriters
Agricultural Insurance Company
Alliance Assurance Company Limited
Alliance Nationale, L'
Allstate Insurance Company
Alpina Insurance Company Ltd
American Automobile Insurance Co.
American Central Insurance Company
American Credit Indemnity Co. of New-York
American Equitable Assurance Co. of New-York
American Exchange Underwriters
American Insurance Company, The
American Manufacturers' Mutual Insurance Co.
American Mutual Liability Insurance Company
American National Fire Ins. Co.
American Union Ins. Co. of New York
Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurances à forme mutuelle à cotisations fixes contre les accidents et autres risques
Anglo-Scottish Insurance Co. Ltd.
Arex Indemnity Company
Arkwright Mutual Fire Insurance Co.
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal — Montreal Firemen's Benefit Association
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal — Montreal Police Benevolent and Pension Society
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montreal, L'
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, L'
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa, L'
Assurances Funéraires Rousseau & Frère Limitée, Les
Assurance-Vie Desjardins, L'
Atlas Assurance Company Limited
Aviation and General Insurance Company, Limited

Baloise Fire Insurance Company of Canada, — Bâloise (La), Compagnie d'Assurances contre l'Incendie au Canada
Baloise Marine Insurance Co. Ltd, The
Baltica Insurance Company Limited
Bankers and Shippers Ins. Co. of N.Y.
Bankers Life Company
Beacon Inkurance Co., Limited
Beaver Insurance Company
Belair Insurance Company
Blackstone Mutual Insurance Co.
Boiler Inspection and Insurance Co. of Can., The
Boston Insurance Company
Boston Manufacturers Mutual Ins. Co.
British America Assurance Company
British and European Insurance Co. Ltd., The
British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd., The
British Aviation Insurance Co. Ltd., The
British Commonwealth Insurance Company Limited
British Crown Assurance Corporation, Ltd., The
British Empire Assurance Co., The
British General Insurance Co., Ltd., The
British Law Insurance Co. Ltd The
British Northwestern Ins. Co.
British Oak Insurance Company, Ltd., The
British Traders' Insurance Company, Ltd.
Buffalo Insurance Company

Caisse de Retraite du Clergé ,La
Caisse Nationale d'Assurance-Vie
Caisse Nationale d'Économie
Caledonian-American Insurance Co.
Caledonian Insurance Company
California Insurance Company, The
Calvert Fire Insurance Company
Camden Fire Insurance Association, The
Canada Accident and Fire Assurance Co., The
Canada Health and Accident Assurance Corporation
Canada Life Assurance Company, The
Canada Security Assurance Company
Canadian Commerce Insurance Co. The
Canadian Fire Insurance Company
Canadian General Insurance Company
Canadian Home Assurance Company
Canadian Indemnity Company, The
Canadian Mercantile Insurance Co., The — Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La
Canadian National Insurance Co. The — Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale, La
Canadian Premier Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Canadian Premier, La
The Canadian Provident — Prévoyants du Canada, Les (Vie)
Canadian Reciprocal Underwriters
Canadian Reinsurance Company
Canadian Surety Company, The
Canadian Union Ins. Co., The — Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances
Car and General Ins. Corporation, Ltd.
Casualty Company of Canada, The
Central Mutual Ins. Co.
Central Union Insurance Company
Century Insurance Company, Ltd., The
Christiania Almindelige Forsikrings — Aktieselskap Storebrand — Storebrand Insurance Company Limited
Citizens Insurance Company of New Jersey
Commerce General Insurance Co., The — Compagnie d'Assurance Générale de Commerce, La
Commercial Travelers Mutual Accident Association, The
Commercial Union Assurance Co. Ltd.
Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La — Canadian Mercantile Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale, La — Canadian National Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie — Fire Insurance Company of Canada
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec, La — Quebec Automobile Club Ins. Co.,
Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal, La — Montreal Automobilists' Club Insurance Company
Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada — Fidelity Insurance Co. of Canada
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée, La
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie Limitée, La
Compagnie d'Assurance Générale de Commerce, La — Commerce General Insurance Co., The
Compagnie d'Assurance la Protection Nationale, La — National Protection Assurance Company, The
Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville, La — Missisquoi and Rouville Ins. Co., The
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Comtés Lobtinière et Mégantic
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du District de Bedford — Mutual Fire lighthing and windstorm Insurance Company of the farmers of the district of Bedford
Compagnie d'Assurande Mutuelle contre le feu de Témiscamingue, La
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté d'Abitibi, La
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le fue du Comté d'Arthabaska
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté de Maskinongé
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du Comté de Nicolet
Compagnie d'Assurance Mut. des Beurreries, des Fromageries des Comtés Lac St-Jean, Chicoutimi et Saguenay
Compagnie d'Assurance Provinces Unies, La — United Provinces Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance Stansted et Sherbrooke, La — Stanstead and Sherbrooke Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance-Vie Canadian Premier, La — Canadian Premier Life Insurance Company
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est
Compagnie Équitable d'Assurance contre le feu — Equitable Fire Insurance Company
Compagnie Française du Phénix — Phenix Fire Ins. Co., The
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée, La
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec
Confederation Life Association
Connecticut Fire Insurance Co., The
Connecticut General Life Insurance Company
Consolidated Fire and Casualty Ins. Co.
Continental Assurance Company
Continental Casualty Company
Continental Insurance Company, The
Continental Life Insurance Co., The
Contingency Insurance Company Limited, The
Cooperative Funeral Expense Society, The — Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée,
Copenhagen Reinsurance Company Ltd., The
Cornhill Insurance Company, Limited,
Crown Life Insurance Company, The
Cuna Mutual Insurance Society

COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956 (*suite*)

COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1956 (*continued*)

Nom — Name

Dominion Insurance Corporation, The
Dominion Life Assurance Co., The
Dominion of Canada General Ins. Co., The

Eagle Fire Company of New York, The
Eagle Star Insurance Company Limited
Eaton Life Assurance Co. The T. — T. Eaton Life Ass. Co., The
Economical Mutual Insurance Co., The
Empire Life insurance Company
Employers' Liability Assurance Corp'n, Ltd, The
Employers' Mutual Liability Insurance Company of Wisconsin
Employers' Reinsurance Corporation
English and American Insurance Company Limited
Equitable Fire and Marine Ins. Co.
Equitable Fire Insurance Co. — Compagnie Équitable d'Assurance contre le feu
Equitable Life Assurance Society of the United States, The
Equitable Life Insurance Co. of Canada, The
Essex and Suffolk Equitalbe Insurance Society Ltd., The
Eureka-Security Fire and Marine Insurance Co. The
Excelsior Life Insurance Company, The
Excess Insurance Company Limited

Federal Fire Insurance Co. of Canada
Federal Insurance Company
Federated Mutual Implement and Hardware Insurance Company
Fédération (La), Compagnie d'Aasurances du Canada — Federation Insurance Co. of Canada
Fidelity and Casualty Co. of New-York, The
Fidelity Insurance Co. of Canada — Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada
Fidelity-Phenix Fire Insurance Co. of New York
Fire Association of Philadelphie
Fire Insurance Company of Canada — Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie
Fireman's Fund Insurance Company
Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J.
Firemen's Mutual Insurance Company
Fireproof Sprinklered Underwriter

General Accident Assurance Company of Canada, The
General Accident Fire and Life Assurance Corp., Ltd
General Exchange Insurance Corporation
General Security Assurance Corporation of New York
General Security Insurance Co. of Canada — Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada
Glens Falls Insurance Company
Globe Indemnity Co. of Canada, The
Granite State Fire Insurance Company
Great American Indemnity Company
Great American Insurance Company
Great Eastern Insurance Co. The
Great Lakes Reinsurance Co., The
Great-West Life Assurance Co., Ltd.
Gresham Life Assurance Society, Limited
Guarantee Company of North America, The
Guardian Assurance Company, Limited
Guardian Insurance Co. of Canada, The
Guildhall Insurance Company Limited, The

Halifax Insurance Company The
Hanover Fire Insurance Company, The
Hartford Accident and Indemnity Co.
Hartford Fire Insurance Company
Hartford Live Stock Insurance Co.
Helvétia (L'), Compagnie Suisse d'Assurances contre l'Incendie — Helvetia Swiss Fire Ins. Co. Ltd,
Holland Life Insurance Society Limited
Home Fire and Marine Ins. Co.
Home Insurance Company, The
Hudson Bay Insurance Company, The

Imperial Guarantee and Accident Ins. Co. of Canada, The
Imperial Insurance Office
Imperial Life Ass. Co. of Canada
Indemnity Insurance Company of North America
Indemnity Marine Assurance Co. Ltd.
Individual Underwriters
Industrial Life Insurance Company, The — Industrielle (L'), Compagnie d'Assurance sur la Vie
Industrial Mutual Insurance Co.
Insurance Company of North America
Insurance Corporation of Ireland Limited, The

Jefferson Insurance Co. of New York
Jersey Insurance Company of New York
John Hancock Mutual Life Insurance Company

Nom — Name

Laurentienne (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie — Laurentian Life Assurance Company, The
Law Union and Rock Insurance Co. Ltd,. The
Legal and General Ass. Society Ltd., The
Liberty Mutual Fire Insurance Company
Liberty Mutual Insurance Company
Licenses and General Insurance Company Limited, The
Liverpool and London and Globe Ins. Co. Ltd., The
Liverpool-Manitoba Assurance Co., The
Lloyd's, Non-Marine Underwriters Members of
Local Government Guarantee Society, Ltd., The
Lombard Insurance Company Limited
London and County Insurance Co., Ltd.
London and Edinburgh Insurance Co. Ltd., The
London and Lancashire Guarantee and Accident Company of Canada, The
London and Lancashire Insurance Co., Ltd.
London and Provincial Marine and General Ins. Co. Ltd., The
London and Scottish Assurance Corp. Ltd.
London Assurance, The
London-Canada Insurance Company
London Guarantee and Accident Co., Ltd.
London Life Insurance Company, The
Loyal Protective Life Insurance Co.
Lumbermens Mutual Casualty Co.
Lumbermen's Underwriting Alliance

Maufacturers Life Insurance Co., The
Manufacturers Mutual Fire Insurance Company
Marine Insurance Company Limited, The
Maritime Insurance Company, Limited
Maryland Casualty Company
Massachusetts Mutual Life Insurance Company
Mercantile and General Reinsurance Company Limited, The
Mercantile and General Reinsurance Company of Canada Ltd., The
Mercantile Insurance Company
Merchants and Manufacturers Ins. Co. of New York
Merchants Fire Assurance Corporation of Nwe York
Merchants Marine Insurance Company Ltd. The
Mercury Insurance Company
Merit Insurance Company
Metropolitan Casualty Insurance Co. of New York, The
Metropolitain Inter-Insurers
Metropolitan Life Insurance Company
Michigan Fire and Marine Ins. Co.
Mill Owners Mutual Insurance Co.
Ministers Life and Casualty Union, The
Minnesota Mutual Life Insurance Company, The
Missisquoi and Rouville Insurance Company, The — Comp. d'Ass. Missisquoi et Rouville, La
Monarch Life Assurance Company, The
Montreal Automobilists' Club Insurance Company — Compagnie d'Assurances du Club des Automobilistes de Montréal, La
Montreal Firemen's Benefit Association — Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal
Montreal Life Insurance Company
Montreal Police Benevolent and Pension Society — Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal
Monument Insurance Company Limited
Motor Union Insurance Company Ltd., The
Mutual Benefit Health and Accident Association
Mutual Boiler and Machinery Insurance Company
Mutual Fire Ins. Co. of the County of Beauharnois
Mutual Life and Citizen Assurance Co. Ltd. The
Mutual Life Assurance Company of Canada,
Mutol Life Insurance Company of New York, The

National-Ben Franklin Insurance Company of Pittsburg, Pa.
Nationale (La), Compagnie d'Assurance Incendie et Risques divers — National Fire and Casualty Insurance Company The
National Fire Ins. Co. of Hartford
National Insurance Society — Société Nationale d'Assurances
National Life Ass. Co. of Canada, The
National Protection Assurance Company, The — Compagnie d'Assurance La Protection Nationale, La
National Provincial Insurance Co. Ltd.
National Union Fire Ins. Co. of Pittsburg, Pa.
New England Insurance Co.
Newfoundland American Insurance Co., Ltd.
New Hampshire Fire Insurance Co.
New India Ins. Co. Ltd. The
New York Fire Insurance Company
New York Life Insurance Company
New York Reciprocal Underwriters
New York Underwriters Ins. Co.

TABLE VIII — COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956 (*fin*)

TABLE VIII — COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1956 (*concluded*)

Nom — Name

New Zealand Insurance Company Ltd., The
Niagara Fire Insurance Company
Non-Marine Underwriters Members of Llyod's
Nordisk Reinsurance Company Limited, The
North American Accident Insurance Co., The
North American Casualty and Surety Reinsurance Corporation
North American Life and Casualty Company
North American Life Assurance Co.
North American Reassurance Company
North British and Mercantile Insurance Company Ltd.
Northern Assurance Company Ltd
Northern Life Ass. Co. of Canada, The
North Pacific Insurance Company, Limited
North River Insurance Company, The
North Star Reinsurance Corporation
Northwestern National Ins. Co., of Milwaukee, Wisconsin
North West Fire Insurance Co., The
Norwich Union Fire Insurance Society, Ltd.
Norwich Union Life Insurance Society,

Occidental Fire Insurance Co. The
Occidental Life Insurance Company of California
Ocean Accident and Guarantee Corporation, Ltd., The
Ocean Marine Insurance Co. Ltd., The
Old Colony Ins. Co.
Orion Insurance Limited, The

Pacific Coast Fire Insurance Co. The
Pacific Fire Insurance Company
"La Paix", Compagnie, Anonyme d'assurances à primes fixes contre les accidents, l'incendie ,le vol et autres risques divers
Palatine Insurance Company, Limited, The
Patriotic Assurance Company, Ltd, The
Paul Revere Life Insurance Company, The
Pearl Assurance Company Ltd,
Perth Mutual Fire Insurance Co.,
Phenix Fire Ins. Co., of Paris, France, The — Compagnie Française du Phénix
Philadelphia Fire and Marine Ins. Co.
Philadelphia Manufacturers Mutual Ins. Co.
Phœnix Assurance Company Limited
Phœnix Insurance Company, (Hartford, Conn.), The
Pilot Insurance Company
Planet Assurance Company Limited, The
Prévoyance, Compagnie d'assurances, La — Provident Assurance Co., The
Prévoyants du Canada, Les — (Vie) The Canadian Provident
Prévoyants du Canada, Les — (Fonds de Pension)
Progressive Insurance Company of Canada — Progressive (La). Compagnie d'Assurances du Canada
Protection Mutual Insurance Co.
Proctive Association of Canada, The
Providence, Compagnie d'Assurances contre l'Incendie, La
Providence Washington Insurance Co.
Provident Assurance Co. The — Prévoyance, Compagnie d'assurances, La
Provident Life and Accident Insurance Company
Provincial Insurance Company Limited
Provincial Mutual Insurance Society — Société provinciale d'assurance mutuelle, La
Prudential Assurance Co. Ltd., The
Prudential Ins. Co. of America, The

Quebec Automobile Club Insurance Company — Compagnie d'Assurance du club Automobile de Québec. La
Quebec Fire Assurance Company
Queensland Insurance Company Limited

Railway Passengers Assurance Company
Regal Insurance Company Limited
Reinsurance Corporation Ltd. The
Reliance Insurance Company of Canada
Reliance Insurance Company of Philadelphia
Royal Exchange Assurance, The
Royal Guardians, The
Royal Insurance Company, Limited
Royal Scottish Insurance Co. Ltd., The

St. Paul Fire and Marine Ins. Co.
Sauvegarde, La
Scottish Canadian Assurance Corporation
Scottish Insurance Corporation Limited
Scottish Metropolitan Assurance Co., Ltd.
Scottish Union and National Insurance Company, The
Sea Insurance Company, Limited The
Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada — General Security Insurance Co. of Canada

Nom — Name

Security Insurance Co. of New Haven
Security Mutual Casualty Company
Security National Insurance Company
Service Fire Insurance Company of New York
Skandia Insurance Company Limited
Skandinavia Insurance Company Limited
Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée, — Coopérative Funeral Expense Society, The
Société d'Assurance des Caisses Populaires, La
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., La
Société Nationale d'Assurances — National Insurance Society
Société Nord-Africaine de Réassurance, La
Société provinciale d'assurance mutuelle, La — Provincial Mutual Insurance Society
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie
South British Insurance Co., Ltd., The
Sovereign Life Assurance Company of Canada, The
Springfield Fire and Marine Ins. Co.
Standard Insurance Co. Ltd, The
Standard Insurance Co. of New York
Standard Life Assurance Company, The
Standard Marine Insurance Company Limited, The
Stanstead and Sherbrooke Insurance Company, The — Compagnie d'Assurance Stanstead et Sherbrooke, La
State Assurance Company Limited, The
Sterling Insurance Company of Canada
Storebrand Insurance Company Limited — Christiania Almindelige Forsikrings - Aktieselskap Storebrand
Suisse (La) ,Compagnie Anonyme d'Assurances Générales — Switzerland General Ins. Co. Ltd., The
Sun Insurance Office Limited
Sun Life Assurance Company of Canada
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie
Svea-Norman Insurance Company Limited
Switzerland General Ins. Co. Ltd., — Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales

T. Eaton Life Assurance Co., The
Toronto General Insurance Company
Tôronto Mutual Life Ins. Co.
Traders General Insurance Company
Transcontinental Insurance Company
Transportation Insurance Company
Travelers Fire Insurance Co. The
Travelers Indemnity Company, The
Travelers Insurance Company, The
Trois-Rivières & St-Maurice Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu
Truch Insurance Exchange

Underwriters Exchange
Union Assurance Society Limited
Union Canadienne (L') Compagnie d'Assurance — Canadian Union Insurance Company (The)
Union (L'), Compagnie d'Assurances contre l'Incendie, les Accidents et Risques Divers — Union Fire, Accident and General Insurance Co. of Paris, France, The
Union du Commerce. — Union of Commerce
Union Insurance Société of Canton, Ltd
Union Marine and General Insurance Co. Ltd., The
Union Mutual Life Insurance Company
Union Reinsurance Company
United Benefit Life Insurance Company
United British Insurance Company Limited
United Provinces Insurance Company, The — Compagnie d'Assurances Provinces-Unies, La
United States Fidelity and Guaranty Company
United States Fire Insurance Company
Unity Fire and General Insurance Company, The
Universal Reinsurance Company Limited

Veritas Insurance Company Ltd. of Sweden, The
Victory Insurance Company Limited, The

Wawanesa Mutual Insurance Co., The
Wellington Fire Insurance Company
Westchester Fire Insurance Company
Western Assurance Company, The
Westminster Fire Office, The
World Fire and Marine Ins, Co., The
World Marine & General Insurance Company Limited, The

Yorkshire Insurance Company Ltd., The

Zénith (La) Compagnie d'Assurance Mutuelle, — Zenith Mutual Insurance Company
Zurich Ins. Co.

TABLE IX — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956

TABLE IX — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1956

Nom — Name	Nom — Name
Alcan Shawinigan Works Employers' Mutual Benefit Association, The	Maccabees, The
Alumnæ Mutual Benefit Assoc. of the Montreal General Hospital Training School for Nurses	Monte fiore Protective and Mutual Benefit Association of Montreal
Association Canado-Américaine	Mutuelle Bond (La) — Bond Mutual (The)
Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec — Quebec Firemen's Benevolent and Pension Association	Mutuelle de Secours des Employés de l'Hôpital Saint-Michel-Archange et ses annexes (La)
Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec	Mutuelle des Employés Civils (La)
Association de Secours Mutuels des Employés de J.-J. Joubert, Ltée	Mutuelle des Secrétares, La
Association des Secours Mutuels des Employés de l'Arsenal Fédéral — Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association	Mutuelle (Vie) de l'U.C.C., La
Association des Infirmières diplômées de l'Hôpital Notre-Dame	National Mutual Benefit Association — Association Nationale de Bénéfices Mutuels
Association d'Hospitalisation du Québec — Quebec Hospital Service Association	North End Walkimir Hebrew Sick Benefit Association of Mtl
Association Nationale de Bénéfices Mutuels — National Mutual Benefit Association	Northern Electric Employees Benevolent Association
Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec	Ordre des Italo-Canadiens — Order of Italo-Canadians
Barwick & Son Limited Employee's Mutual Benefit Association, The	Order Sons of Italy in Canada, The
Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association, The	Order of United Commercial Travelers of America, The
Benovolent Mortuary Association of Montreal — Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal	Pension Fund Society of Canada Packers Ltd.
Bond Mutual (The) — Mutuelle Bond (La)	Porters Mutual Benefit Association
Borden's Employees' Mutual Benefit Society	Prossedana Mutual Benefit Association
Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec	Quebec Firemen's Benevolent and Pension Association — Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec
Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association	Quebec Health Services — Services de Santé du Québec, Les
Canadian Hebrew Sick Benefit Association	Quebec Hospital Service Association — Association d'Hospitalisation du Québec
Canadian National Express Employees Sick Benefit Association	Railway Employees Cooperative Protection Association
Canadian Order of Foresters	Reliable Life Insurance Society, The
Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society	Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association
Canadian Railways Benefit Society	St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society
Canadian Woodmen of the World, The	Secours Mutuel du Facteur, Le
Canpak Mutual Benefit Association	Services de Santé du Québéc, Les — Quebec Health Services
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Society	Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est
Caserta Mutual Aid Society	Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull
Catholic Order of Foresters	Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benevolent Mortuary Association of Montreal
Croation Fraternel Union of America	Société des Artisans, (La)
Daugters of England Benevolent Society	Société des Commis-Marchands de Québéc
Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association — Association de Secours Mutuels des Employés de l'Arsenal Fédéral	Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri"
Dominion Commercial Travellers' Association	Société de Secours Mutuels des Citoyens de Cassacalenda
Donimion Hebrew Sick Benefit Association	Société l'Assomption
Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec	Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec
Hebrew Protective Association, The	Société St-Jean-Baptiste de Masson
Hebrew Sick Benefit Association of Montreal	Société St-Jean-Baptiste de Richmond
Hungarian Sick Benefit Association	Sons of England Benefit Society
Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal	Sons of Scotland Benevolent Association
Independent Order of Foresters, The	Steinberg's Employees Mutual Benefit Association
Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Quebec	Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters in the Dominion of Canada
Independent Order of Odd Fellows, Manchester Unity Friendly Society, Montreal District	Supreme Council of the Royal Arcanum
King Edward Benefit Association of Montreal	Toilet Laundries Social and Benevolent Fund
King George Sick Benefit Association	Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Mtl.
Knights of Columbus	Troy Sick and Dividing Society
Ladies' Catholic Benevolent Association	Ukrainian National Association
Lithunian Sons and Daughters Mutual Benefit Assoc. of Mtl.	Urkrainian Sick Benefit Society of Montreal
Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association	Union St-Joseph à St-Roch de Québec
	Union St-Joseph de Drummondville
	Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport
	Union St-Joseph du Canada
	United Shœ Machinery Co. Mutual Relief Assoc. of Canada
	Victoria Hebrew Sick Benefit Association
	Woman's Benefit Association
	Women's Catholic Order of Foresters
	Workmen's Circle, The
	Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association

TABLE X — SOCIÉTÉS CHARITABLES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956

TABLE X — CHARITABLE ASSOCIATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1956

Nom — Name	Nom — Name
Anciens Combattants Français (Les)	Lachine Benevolent Association
Assistance Maternelle ,Montréal	
Association Québecoise de la Goutte de Lait	Montreal Children's Library
	Montreal Day Nursery
Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal	Montreal Diet Dispensary
	Montreal Dispensary
	Montreal Hebrew Old Peoples & Sheltinger Home
Canadian Christmas Tree League	Montreal Hebrew Orphans' Home
Catholic Benevolent Society of the County of Pontiac	Montreal Protestant Home
Catholic Sailors Club	Montreal Ladies Benevolent and Protestant Orphans Society
Child Health Association of Montreal	Montreal Sailors' Institute
Child Welfare Clinic of Sherbrooke	Montreal Soldiers' Wive League
Children's Service Centre	Mount Sinai Sanatorium
Chinense Benevolent Society	
Chin Wing Chun Tong Association	Oeuvre de la Protection des Jeunes Filles
Christian Homes for Children	
Church of England Female Orpham Asylum	Polish-Canadian Welfare Institute
Coaticook Masonic Association	
Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame-de-St-Hyacinthe	Quebec Playgrounds Association
	Quebec Society for the Protection of Women and Children
Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur	
	St. Andrew's Society of Montreal
Family Welfare Association of Montreal	St. Andrew's Society of Quebec
Federation of Jewish Philanthropies of Montreal	St. George's Society of Montreal
Friendly Home for Young Women	St. George's Society of Quebec
	Secrétariat de l'Enfance, Le
Girls Cottage Industrial School	Social Service Council of Quebec City
	Société Amicale des Aveulges
Hellenic Ladies Benevolent Society	Société de Bienfaisance de Bonaventure
Hebrew Consumptive Aid Association	Société de Bienfaisance de Hull (La)
Hebrew Ladies Relief	Society for the Protection of Women and Children
Hervey Institute	
Herlz Health Service Centre	Union Nationale Française et de Refuge
	Welcome Hall Mission
Irish Protestant Benevolent Society	Women's Social Service Organization
	Wong Wun Sun Association
	Young Hebrews Malbush Arunium Association of Montreal

TABLE XI — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉ SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956

TABLE XI — MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1956

Nom — Name	Nom — Name
Auckland	Rivière-Ouelle
Clifton (Partie Est-East Part)	St-Alexandre-d'Iberville
Contrecœur	St-Anselme
	St-Antoine-sur-Richelieu
Ely (Partie Sud-South Part)	St-Athanase-de-DeBleury
	St-Augustin-de-Desmaures
Ham-Nord	St-Barnabé
Hereford	St-Bernard, (Partie Sud-South Part)
	St-Bonaventure-de-Hamilton
Lambton	Ste-Brigide
Louis-Joliette	Ste-Catherine-de-Hatley
	Ste-Claire-de-Joliette
Musselyville	St-Denis-de-la-Bouteillerie
	St-Édouard-de-Frampton
Newport	St-Édouard-de-Gentilly
Notre-Dame Auxliatrice-de-Buckland	St-Edwidge-de Clifton
Notre-Dame-de-Bon-Secours, (Rouville)	St-Eustache
Notre-Dame-de-Stanbridge	St-Fortunat-de-Wolfestown
Notre-Dame-du-Mont-Carmel, (St-Jean)	St-Gérard

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956 (*fin*)

MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1956 (*concluded*)

Nom — Name	Nom — Name
Ste-Germaine-du-lac-Etchemin	St-Prosper
St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir	Ste-Rose-de-Watford
Ste-Hénédine	Ste-Sabine, (Missisquoi)
St-Hyacinthe-le-Confesseur	St-Sébastien, (Fontenac)
St-Jacques-le-Mineur	St-Sébastien, (Iberville)
St-Jean-Baptiste-de-Rouville	St-Simon-de-Bonaventure
St-Jérôme, Rivière-du-Nord	St-Télesphore, (Soulanges)
St-Joseph-de-Maskinongé	Ste-Théodosie-Calixa-Lavallée
St-Joseph-de-Soulanges	St-Thomas-d'Aquin
St-Jude-de-St-Ours	Ste-Ursule
St-Justin	St-Valérien-de-Milton
Ste-Justine-de-Newton	St-Vallier
St-Lazare	St-Venant-de-Hereford
Ste-Marguerite-de-Joliette	Ste-Victoire
Ste-Marie-de-la-Beauce	
Ste-Marthe	Varennes
St-Mathias	Vaudreuil
St-Odilon-de-Cranbourne	Verchères
St-Philémon	
St-Pierre-du-Lac	Wotton (Township)
St-Polycarpe	

TABLE XII — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956

TABLE XII — PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1956

Nom — Name	Nom — Name
Belœil	Ste-Anne-des-Plaines
Berthier (en bas)	Ste-Anne-de-La Rochelle
Boucherville	Ste-Anne-d'Yamachiche
	St-Antoine de la Baie du Febvre
Cap St-Ignace	St-Augustin (Deux-Montagnes)
Charlesbourg	
Château-Richer	Ste-Barbe
Chicoutimi	St-Barthélémi
Compton	St-Basile
	St-Benoit-Labre
Granby	St-Bernard, (Dorchester)
	St-Bernard-de-Beauchastel
Kingsey	St-Blaise
	Ste-Brigitte-des-Saults
Lacadie	St-Bruno (Chambly)
L'Annonciation	St-Bruno (Lac St-Jean)
La Présentation	
L'Assomption	St-Camille-de-Cookshire
La Visitation-de-Champlain	St-Camille-de-Wolfe
La Visitation de-l'Ile-Dupas	St-Cécile-de-Masham
L'Épiphanie	Ste-Cécile-du-Bic
Low	St-Césaire
	St-Charles (St-Hyacinthe)
Notre-Dame-de-Bon-Secours (L'Islet)	St-Clément-de-Beauharnois
Notre-Dame-de-l'Ancienne-Lorette	St-Clet
Notre-Dame-de-Lourdes de Ham	St-Cœur-de-Marie
Notre-Dame d'Hébertville	St-Côme-de-Kennebec
Notre-Damz-du Mont-Carmel, (Champlain)	St-Constant
Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement de Ferme-Neuve	Ste-Croix (Lac St-Jean-Est)
	Ste-Croix (Lotbinière)
Roxton	St-Cuthbert
	St-Cyprien-de-Léry
Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce)	St-Cyrille-de-Normandin
Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay)	
	St-Damase
St-Agapit-de-Beaurivage	St-David (Yamaska)
St-Aimé	St-David-d'Escourt
St-Alban	St-Denis
St-Alexandre (Kamouraska)	St-Dominique-de-Bagot
St-Alexis-de-Matapédia	St-Dominique-de-Jonquière
St-Alexis-de-Montcalm	
St-Ambroise-de-Kildare	St-Édmond-de-Coaticook
St-André Avellin	St-Édouard-de-Napierville
Saint-Anges	Ste-Élizabeth
Ste-Anne-de-Danville	St-Elzéar
Ste-Anne-de-la-Pérade	St-Éphrem-de-Tring
Ste-Anne-de-la-Pocatière	St-Éphrem-d'Upton

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1956 (*suite*)

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1956 (*continued*)

Nom — Name	Nom — Name
St-Esprit	Ste-Marie-de-Monnoir
St-Étienne (Beauharnois)	Ste-Marie-de-Sayabec
St-Étienne-de-la-Malbaie	Ste-Marie-Madeleine
St-Eugène-de-Grantham	Ste-Marie-Salomé
St-Eugène-de-L'Islet	St-Martin
	Ste-Martine
Ste-Famille-du-Cap-Santé	St-Maurice
St-Félicien	St-Méthode-d'Adstock
St-Félix-de-Valois	St-Michel (Bellechasse)
St-François (Beauce)	St-Michel-Archange
St-François-de-Sales, (Portneuf)	St-Michel-d'Yamaska
St-François-du-Lac	Ste-Monique
St-Fréderic-de-Beauce	
	St-Narcisse
St-Gabriel-de-Brandon	St-Nazaire-d'Acton
Ste-Geneviève (Jacques-Cartier)	St-Nérée
Ste-Geneviève-de-Berthier	St-Nicolas
St-Georges-de-Beauce	
St-Georges-de-Clarenceville	St-Octave-de-Métis
St-Georges-de-Henryville	St-Ours
St-Georges-de-Windsor	
St-Germain	St-Pamphile
St-Gervais	St-Patrice de-Beaurivage
St-Guillaume d'Upton	St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup
	St-Patrice-de-Sherrington
Ste-Hélène-de-Bagot	St-Paul-de-Senneterre
St-Henri-de-Lévis	St-Philippe-de-Laprairie
St-Henri-de-Mascouche	Ste-Philomène
St-Hermas	St-Pie
St-Herménégilde	St-Pierre-Baptiste
St-Hilaire-(Rouville)	St-Pierre-de-Broughton
St-Hilarion	St-Pierre-de-Durham
St-Honoré-de-Shenley	St-Pierre-de-la-Patrie
St-Hubert	St-Pierre, Ile d'Orléans
St-Hughes	St-Pierre-les-Becquets
St-Hyacinthe	
	St-Raphaël
St-Ignace-du-Côteau-du-Lac	St-Raymond
St-Isidore (Dorchester)	St-Rémi
St-Isidore (d'Auckland	St-Robert
St-Isidore-de-Laprairie	St-Roch-de-l'Achigan
	St-Roch-des-Aulnaies
St-Jacques-de-L'Achigan	St-Roch d'Orford
St-Jacques-de-Leeds	Ste-Rosalie
St-Jacques-de-Parisville	Ste-Rose (Laval)
St-Jacques-le-Majeur	Ste-Rose-du-dégelé
St-Janvier	
St-Jean (Cté St-Jean)	St-Samuel
St-Jean-Baptiste-de-l'Ile-Verte	Ste-Scholastique
St-Jean-Baptiste-de-Nicolet	St-Séverin
St-Jean-Chrysostôme	St-Simon
St-Jean-de-Wickham	St-Stanislas (Champlain)
St-Jean-l'Évangéliste-de-Thurso	St-Stanislas-de-Kostka
Ste-Jeanne-de-Neuville	St-Sylvestre
St-Jean-Port-Joli	
St-Jérôme (Lac St-Jean-Est)	Ste-Thècle
St-Jérôme-de-Matane	St-Théodore-d'Acton
St-Jérusalem d'Argenteuil	St-Théophile-d'Ély
St-Joseph-de-Beauce	Ste-Thérès-de-Blainville
St-Joseph-de-Godmanchester	St-Thomas-de-Montmagny
St-Joseph-de-Lanoraie	St-Thuribe
Ste-Julie	St-Tite
St-Julien-de-Wolfestown	
Ste-Julienne	St-Ubald.
Ste-Justine (Dorchester)	St-Urbain-Premier
St Lambert	St-Valentin.
St Léon-de-Standon	St-Victor-de-Tring
St Liboire	St-Vincent-de-Paul
St-Lin-des-Laurentides	St-Zacharie
St-Louis (Lévis)	St-Zéphirin-de-Courval
St-Louis-de-Bonsecours	St-Zotique
St-Louis-de-Chambord	Shawville
St-Louis-de-Gonzague	Splauding & Ditchfield
St-Louis-de-l'Ile-aux-Coudres	Stoke
St-Louis-de-Lotbinière	
St-Luc-de-Champlain	Très Saint-Coeur-de-Marie
St-Luc-de-St-Jean	
Ste-Luce-de-Disraéli	Weedon
Ste-Lucie-d'Albanel	Windsor
Ste-Madeleine-de-Rigaud	
St-Magloire	
St-Malachie (Dorchester)	
St-Malachie-d'Ormstown	
St-Marc (Verchères)	
St-Marc des-Carrières	

Donné au bureau du Service des assurances conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances (S.R.Q. 1941), le 1er juillet 1956.

Pour le Ministre des finances,
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

42863-o

Given at the office of the Insurance Branch in accordance with the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941), the 1st of July 1956.

For the Minister of Finance,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

42863-o

AVIS RELATIF AUX DÉPÔTS FAITS EN VERTU DE L'ARTICLE 94 DE LA LOIS DES ASSURANCES DE QUÉBEC (S.R.Q. 1941)

Avis est donné par les présentes que le 1er juillet 1956, les compagnies d'assurance et sociétés dont les noms suivent avaient auprès du Ministre des finances le dépôt dont le montant a été inscrit en regard de leur nom.

NOTICE CONCERNING THE DEPOSITS MADE PURSUANT TO SECTION 94 OF THE QUEBEC INSURANCE ACT (R.S.Q. 1941)

Notice is hereby given that on the 1st of July 1956 the following insurance companies and associations have with the Minister of Finance the deposit the amount of which is shown opposite their name.

TABLE XVI — DÉPOTS CHEZ LE MINISTRE DES FINANCES
AU 1er JUILLET 1956

TABLE XVI — DEPOSITS WITH THE MINISTER OF FINANCE
AS AT JULY 1st, 1956

COMPAGNIES D'ASSURANCE — INSURANCE COMPANIES	Dépôt — Deposit
Assurances Funéraires Rousseau & Frère, Limitée (Les)	$ 20,000.00
Assurance-Vie Desjardins (L')	100,000.00
Bâloise Marine Insurance Company, Limited	25,000.00
Belair Insurance Company	30,000.00
Caisse de Retraite du Clergé, La	5,000.00
Caisse Nationale d'Assurance-Vie	50,000.00
Caisse Nationale d'Economie	50,000.00
Canadian Reciprocal Underwriters	25,000.00
Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile.— Canadian Mercantile Ins. Co. (The)	25,000.00
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La) — Canadian National Insurance Co., (The)	61,000.00
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec (La) — Quebec Automobile Club Ins. Co.	25,000.00
Compagnie d'Assurance du Club des Automobiles de Montréal, (La) — Montreal Automobilists' Club Insurance Company	30,000.00
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La)	22,750.00
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, limitée (La)	35,300.00
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale, (La) — National Protection Assurance Company, (The)	75,000.00
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du Comté de Nicolet	10,000.00
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est	10,000.00
Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu.— Equitable Fire Ins. Co.	55,000.00
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La)	25,000.00
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	6,500.00
Empire Life Insurance Company	100,000.00
Guardian Insurance Company of Canada, (The)	22,000.00
Home Assurance Company of Canada (en liquidation — In liquidation)	45,000.00
Industrial Life Insurance Company (The).— Industrielle (L'), Comp. d'Ass. sur la vie	125,000.00
Jefferson Insurance Company of New York	26,000.00
Laurentienne (La), Compagnie d'assurance sur la vie.— Laurentian Life Assurance Company (The)	100,000.00
Lloyd's, Non-Marine Underwriters — Members of	51,000.00
Missisquoi and Rouville Insurance Company (The) — Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville (La)	46,000.00
New foundland Amercan Insurance Company Limited	75,000.00
Perth Mutual Fire Insurance Company	80,000.00
Pilot Insurance Company	20,000.00
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances — Provident Afs. Co. (The)	200,000.00
Prévoyants du Canada (Les)	55,000.00
Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée (La) — Cooperative Funeral Expense Society, (The)	27,000.00
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	50,000.00
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)	75,000.00
Société Nationale d'Assurances.— National Insurance Society	50,000.00
Société Provinciale d'Assurance mutuelle (La).— Provincial Mutual Insurance Society	10,000.00
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie	30,000.00
Stanstead and Sherbrooke Ins. Co.— Comp. d'Ass. Stanstead et Sherbrooke	54,000.00
Sterling Insurance Company of Canada	50,000.00
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie	100,000.00
Toronto General Insurance Company	25,000.00
Trois-Rivières & St-Maurice, Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu	10,000.00
Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances.— Canadian Union Ins. Co. (The)	55,000.00
Union du Commerce.— Union of Commerce	50,000.00
United Provinces Insurance Company (The).— Comp. d'Ass. Provinces-Unies (La)	50,000.00
Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle.— Zenith Mutual Insurance Company	35,000.00
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS	
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	25,000.00
Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec	30,000.00
Association Nationale de Bénéfices Mutuels.— National Mutual Benefit Association	50,000.00
Canadian Order of Foresters	20,000.00
Dominion Commercial Traveller's Association	5,000.00
Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association (The)	5,000.00
Mutuelle des Employés Civils (La)	50,000.00
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C., (La)	50,000.00
Order Sons of Italy in Canada	5,000.00
Quebec Hospital Service Association — Associaton d'Hospitalisation du Québec	100,000.00
Reliable Life Insurance Society (The)	5,000.00
Services de Santé du Québec (Les)	10,000.00
Société l'Assomption	5,000.00
Sons of England Benefit Society	5,000.00
Sons of Scotland Benevolent Association	5,000.00
Union St-Joseph du Canada	20,000.00

Donné au bureau du Service des assurances conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances (S.R.Q. 1941), le 1er juillet 1956.

Pour le Ministre des finances,
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

42863-o

Given at the office of the Insurance Branch in accordance with the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941) on the 1st of July 1956.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

42863-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 775

Québec, le 25 juillet 1956.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et ses amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 31 octobre 1956.

(Document "A" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

42875-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 775

Québec, le 25 juillet 1956.
Présent Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux travailleurs en fourrure dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3746 du 17 octobre 1940, amendé par les arrêtés en conseil numéros 184 et 2921 des 30 janvier et 3 novembre 1941, 902 du 15 avril 1942, 2096 du 2 août 1943, 1396 du 22 avril 1944, 1466 du 12 avril 1945, 3873 et 4468 des 25 septembre et 31 octobre 1946, 759-C du 16 mai 1947, 867-D du 9 juin 1948, 224-D du 22 février 1950, 347-D du 3 avril 1952, 1151-E du 18 novembre 1954 et 997-B du 14 septembre 1955, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 juin 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre les modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3746, soit modifié comme suit:

1° Le 5ème alinéa du paragraphe "*q*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"Sujet aux avantages, privilèges, droits et conditions mentionnées dans les deux paragraphes immédiatement précédents, tout salarié, ayant

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 775

Quebec, July 25th, 1956.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING an extension of the decree relating to the dress industry in the province of Quebec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3519 of September 24, 1940 and its amendments, relating to the dress industry in the province of Quebec, be extended until October 31st, 1956.

(Document "A" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

42875-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 775

Quebec, July 25th, 1956.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to fur workers in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur workers of the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3746 of October 17th, 1940, as amended by Orders 184 and 2921 of January 30th and November 3rd, 1941, 902 of April 15th, 1942, 2096 of August 2nd, 1943, 1396 of April 22th, 1944, 1466 of April 12th, 1945, 3873 and 4468 of September 25th and October 31st, 1946, 759-C of May 16th, 1947, 867-D of June 9th, 1948, 224-D of February 22nd, 1950, 347-D of April 3rd, 1952, 1151-E of November 18th, 1954 and 997-B of September 14th, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 9th, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3746, be amended as follows:

1. The fifth paragraph of subsection "*q*" of section V is replaced by the following:

"Subject to the advantages, privileges, rights and conditions mentioned in the foregoing two paragraphs, any employee with a minimum of

trois (3) ans ou plus de service continu pour le compte d'un même employeur, a droit à une semaine additionnelle de vacances, salaire payé. Cette semaine additionnelle de vacances comprend sept (7) jours consécutifs et doit être donnée au salarié entre le 15 juin et le 15 août de l'année suivante, consécutivement à la 1ère semaine."

2° L'article XII est remplacé par le suivant:

"XII. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juin 1957. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juin de l'année 1957 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
42875-o Greffier du Conseil Exécutif.

three (3) years of continuous service in the employ of the same employer is entitled to an additional week of vacation with pay. Such additional vacation of one week consists of seven (7) consecutive days and must be given to the employee between June 15 and August 15 of the following year, and shall follow the first vacation week."

2. Section XII is replaced by the following:

"XII. *Duration of the decree:* The decree remains in force until June 1st, 1957. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writting, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before June 1st of the year 1957 or of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

(Document "B" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
42875-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 775

Québec, le 25 juillet 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Victoriaville, Arthabaska, Plessisville ainsi que les villages de Princeville et Warwick et un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 702-D du 19 mai 1948, 592-B du 8 juin 1949, 582-B et 1291-B des 24 mai et 23 novembre 1950, 1375-D du 23 décembre 1953 et 665-G du 15 juin 1955, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Victoriaville, Arthabaska, Plessisville ainsi que les villages de Princeville et Warwick et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 avril 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 98, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article IV set remplacé par le suivant:

"IV. *Prix minima des services: a*) Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 775

Quebec, July 25th, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville, and the villages of Princeville and Warwick and a radius of 2 miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 98 of January 29th, 1948 amended by Orders in Council Nos 702-D of May 19th, 1948, 592-B of June 8th, 1949, 582-B and 1291-B of May 24th and November 23rd, 1950, 1375-D of December 23rd, 1953, and 665-C of June 15th, 1955, relating to the barbering and hairdressing trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville, the villages of Princeville and Warwick and a radius of two (2) miles from their limits, have petitioned the Minister of Labour to submit to the considerations and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 7th, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, No. 98, be amended as follows:

1. Subsection "*a*" of section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum prices of services: a*) Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereafter mentioned:

COIFFEURS ET COIFFEUSES POUR DAMES

	Zones I et II
Coupe de cheveux:	
Pour adultes, au rasoir ou aux ciseaux	$1.00
Pour enfants	0.50
Effilage des cheveux	0.50
Ondulation permanente et toute coiffure requérant un blocage de "permanente", "électro-vapeur" ou autre, sans mise en plis	4.00
Ondulation permanente, sans mise en plis, pour enfants de moins de 10 ans	3.00
Ondulation permanente "à froid"	8.00
Ondulation permanente sans machine "sachets chimiques"	5.50
Repeignage d'une coiffure avec ou sans fixatif	0.35
Refaire une mèche permanente	0.35
Manucure	0.75
Teinture des cheveux	5.00
Application additionnelle	1.50
Ondulation à l'eau	1.00
Ondulation au papier ou Komol	1.00
Flambage des cheveux	0.50
Shampooing	0.50
Massage facial	1.00
Décoloration	4.00
Application additionnelle	2.00
Décapage (enlèvement de teinture)	4.00
Application additionnelle	2.00
Traitement à l'huile	1.50
Rinçage	0.35

LADIES' MALE AND FEMALE HAIRDRESSERS

	Zones I and II
Haircut:	
Adults: with razor or scissors	$1.00
Children	0.50
Tapering of the hair	0.50
Permanent wave and any hairdressing which requires a permanent wave, electro-vapour or other blocking, without water wave	4.00
Permanent wave for children under 10 years of age, without water wave	3.00
Cold wave	8.00
Permanent wave, no machine, chemical pads	5.50
Recombing of a hairdressing with or without fixature	0.35
Permanent curl	0.35
Manicure	0.75
Dyeing of the hair	5.00
Additional application	1.50
Water wave	1.00
Paper or Komol wave	1.00
Singeing of the hair	0.50
Shampoo	0.50
Facial	1.00
Bleaching	4.00
Additional application	2.00
Dye removing	4.00
Additional application	2.00
Oil treatment	1.50
Rinsing	0.35

BARBIERS ET COIFFEURS POUR HOMMES

	Zones I	Zones II
Coupe de cheveux:		
Pour enfants de moins de 15 ans:		
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	$0.40	$0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.55	0.50
Pour adultes des deux sexes:		
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.70	0.65
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.75	0.70
Coupe de cheveux en brosse:		
Pour enfants de moins de 15 ans:		
Du lundi au jeudi inclusivement	0.55	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.70	0.65
Pour adultes des deux sexes:		
Du lundi au jeudi inclusivement	0.90	0.80
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	1.00	0.90

BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS

	Zones I	Zones II
Haircut:		
Children under 15 years of age:		
Monday, Tuesday, Wednesday Thursday	$0.40	$0.35
Friday, Saturday and holiday eves	0.55	0.50
Adults (male and female):		
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.70	0.65
Friday, Saturday and holiday eves	0.75	0.70
Brushcut:		
Children under 15 years of age:		
Monday to Thursday inclusive	0.55	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.70	0.65
Adults (male and female):		
Monday to Thursday inclusive	0.90	0.80
Friday, Saturday and holiday eves	1.00	0.90

	Zones I et II
Barbe	$0.40
Shampooing	0.50
Massage à la crème	0.50
Massage à la glaise	0.75
Massage à l'huile	1.00
Lotion ou tonique	0.25
Grillage des cheveux	0.25
Aiguisage de rasoir	0.50

	Zones I and II
Shave	$0.40
Shampoo	0.50
Cream massage	0.50
Mudpack	0.75
Oil massage	1.00
Lotion or tonic	0.25
Singeing of the hair	0.25
Razor setting	0.50

De plus, dans la zone I, quatre (4) jours avant Noël, le Premier de l'An et Pâques, les prix sont les mêmes que ceux du samedi."

2° Le paragraphe "*a*" de l'article V est remplacé par le suivant:

In zone I, four days before Christmas, New Year's Day and Easter Sunday, prices shall be as established for Saturday."

2. Subsection "*a*" of section V is replaced by the following:

"V. *Durée du travail:* a) Pour les fins du décret, la durée des heures de travail est répartie de la façon ci-dessous décrite et tout travail, rémunéré ou non, exécuté en dehors de ces heures, exception faite pour les cas prévus plus bas, constitue une dérogation au décret.

COIFFEURS ET COIFFEUSES POUR DAMES

Zones I et II

Le lundi: aucun travail;
Les mardi et jeudi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. (dernière cliente terminée à 7.00 p.m. précise);

Les mercredi et vendredi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Le samedi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. (dernière cliente terminée à 6.00 p.m. précise);

Du 18 au 31 décembre inclusivement: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Du 15 juillet au 15 septembre, les heures de travail le samedi sont de 8.30 a.m. à 1.00 p.m. (dernière cliente terminée à 1.00 précise).

Exceptions: 1. Dans la ville de Plessisville, le village de Princeville et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m. du 10 au 31 décembre inclusivement ainsi que les 15 jours qui précèdent la fête de Pâques.
2. Dans le village de Princeville et un rayon de deux (2) milles de ses limites;
Le lundi, aucun travail;
Le mardi: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m. (dernière cliente terminée à 8.00 p.m. précise);

Les mercredi et samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m. (dernière cliente terminée à 6.00 p.m. précise);

Les jeudi, vendredi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.
Aucun travail à domicile ne doit être exécuté en dehors des heures ci-haut mentionnées.

BARBIERS ET COIFFEURS POUR HOMMES

Zone I

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. (dernier client à 6.00 p.m.).

Durant les mois de juillet et août, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à midi, le samedi (dernier client à midi).

Zone II

i. *Arthabaska:*
Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.30 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. (dernier client à 6.00 p.m.).

ii. *Village de Warwick:*
Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Les vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

"V. *Duration of work:* a) For the purposes of the decree, the duration of working hours is divided as hereunder described and all time, remunerated or not, worked outside these hours, with the exceptions hereunder provided for, is not permitted under this decree.

LADIES' MALE AND FEMALE HAIRDRESSERS

Zones I and II

Monday: no work;
Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 7.00 p.m.);
Wednesday, Friday and holiday eves: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 6.00 p.m.);
From December 18 to December 31 inclusive: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;
From July 15 to September 15, the hours of work on Saturday shall be from 8.30 a.m. to 1.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 1.00).
Exceptions: 1. In the town of Plessisville and the village of Princeville and a radius of two (2) miles from their limits, the working hours shall be between 9.00 a.m. and 10.00 p.m. from December 10 to December 31 inclusive, and fifteen (15) days before Easter Sunday.
2. In the village of Princeville and a radius of two (2) miles from its limits:
Monday: no work;
Tuesday: 9.00 a.m. to 8.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 8.00 p.m.);
Wednesday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 6.00 p.m.);
Thursday, Friday and holiday eves: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.
No work shall be done at home beyond the hours hereabove mentioned.

BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS

Zone I

Monday: 8.00 a.m. to midday;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 6.00 p.m.);
During the months of July and August, the working hours shall be between 8.00 a.m. and midday, on Saturday (work on the last customer to be completed no later than midday).

Zone II

i. *Arthabaska:*
Monday: 8.00 a.m. to midday;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.30 p.m.;
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 6.00 p.m.).
ii. *Village of Warwick:*
Monday: 8.00 a.m. to midday;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. (dernier client à 6.00 p.m.).

iii. *Ville de Plessisville et village de Princeville:*
Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m. (dernie client à 8.00 p.m.)"

(Document "C" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
42875-o Greffier du Conseil Exécutif.

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 6.00 p.m.).

iii. *Town of Plessisville and village of Princeville:*
Monday: 8.00 a.m. to midday;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 8.00 p.m.)"

(Document "C" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
42875-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 775

Québec, le 25 juillet 1956.

Present: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT les modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 760 du 30 juin 1953, amendé par les arrêtés en conseil numéros 801 et 1157-B des 8 juillet et 23 octobre 1953, 419-E et 775-A des 29 avril et 28 juillet 1954, 478-A, 522-A et 1266-A des 5 mai, 11 mai et 15 décembre 1955 et 48-H du 18 janvier 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 juin 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 760, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe intitulé "Zone I" apparaissant à l'article III:

"La présente zone comprend aussi tout le territoire appartenant au Gouvernement Fédéral, ordinairement, dénommé "Le Camp Valcartier", comprenant la section militaire et la section des arsenaux, et situé dans les limites des comtés de Québec et de Portneuf."

2° Les paragraphes "*b*", "*c*" "*d*", "*e*" et "*f*" de l'article X sont remplacés par les suivants:

"*b*) Dans les cités, villes et municipalités où le certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le décret doivent s'enregistrer au bureau du Comité paritaire où un carnet de contrôle d'apprentissage leur est remis.

Aucun employeur ne peut alors dans le territoire déterminé dans le paragraphe précédent, prendre à son emploi un apprenti si celui-ci ne s'est pas préalablement enregistré au Comité paritaire."

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 775

Quebec, July 25th, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 760 of June 30, 1953, as amended by Orders in Council Nos 801 and 1157-B of July 8 and October 23, 1953, 419-E and 775-A of April 29 and July 28, 1954, 478-A, 522-A and 1266-A of May 5, May 11, and December 15, 1955, and 48-H of January 18, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette*, issue of June 2nd, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 760, be amended as follows;

1. The following paragraph is added to the subsection headed "Zone I" appearing in section III:

"The present zone comprises also the entire territory belonging to the Federal Government, generally called "Valcartier Camp", including the military section and the arsenals section, and situated within the limits of the counties of Quebec and Portneuf."

2. Subsections "*b*", "*c*", "*d*", "*e*" and "*f*" of section X are replaced by the following:

"*b*) In the cities, towns and municipalities where the certificate of competency is obligatory, all apprentices plying or desiring to ply the trades governed by the decree shall register with the office of the Parity Committee where an apprenticeship booklet is remitted to them.

No employer has the right, in the territory above mentioned, to hire an apprentice who has not previously registered with the Parity Committee.

"c) L'émission du carnet par le Comité est conditionnelle à une scolarité obligatoire chez l'apprenti, pendant la durée de son apprentissage, d'au moins 60% des cours du soir diffusés, chaque année, par la Commission d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Québec ou une fréquentation équivalente des cours d'une école technique ou d'uné école d'arts et métiers. Cette scolarité est obligatoire dans les limites de la zone I du présent décret, sauf dans les municipalités de Thetford-Mines et Black Lake. Cependant, si dans ces deux dernières municipalités il existe des écoles techniques ou d'arts et métiers, le Comité paritaire peut par résolution reconnaître telle scolarité, après consultation des intéressés."

"d) Pour poursuivre son apprentissage, l'apprenti doit obtenir chaque année de la Commission d'Apprentissage ou de l'école technique ou de l'école d'arts et métiers qu'il fréquente, un certificat attestant de son assiduité et des crédits obtenus, lequel certificat doit être produit au Comité."

"e) A défaut de satisfaire aux conditions énumérées aux paragraphes "c" et "d" du présent article, le carnet sera révoqué par le Comité, à moins qu'un examen subi au Centre d'Apprentissage de ladite Commission et jugé satisfaisant puisse qualifier l'apprenti pour sa continuation de tel apprentissage."

"f) Pour contrôler la durée de l'apprentissage, l'employeur doit inscrire dans un carnet la date d'embauchage et de licenciement de son apprenti, et, au moins tous les six (6) mois, y enregistrer la durée du temps de cet apprenti mis à son service."

(Document "D" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
42875-o Greffier du Conseil Exécutif.

"c) The issue of the booklet by the Committee is conditioned by a school attendance by the apprentice, during his apprenticeship, to at least 60% of the evening classes given each year by the Apprenticeship Commission of the Construction Trades of Quebec or an equivalent class attendance in a technical or trade school. This school attendance is obligatory within the limits of zone I of the present decree, with the exception of the municipalies of Thetford-Mines and Black Lake. However, should there be, in these two municipalities, technical or trade school the Parity Committee may, by resolution, recognize such schools after consulting with the interested parties."

"d) To continue his apprenticeship, the apprentice shall obtain each year from the above mentioned Apprenticeship Commission or from a technical or trade school a certificate stating his attendance and the credits obtained, such certificate being submitted to the Committee."

"e) Failing compliance with the conditions enumerated in subsections "c" and "d", the booklet shall be revoked by the Committee unless an examination passed at the Apprenticeship Centre of the said Commission and deemed satisfactory qualifies the apprentice to continue the apprenticeship."

"f) To control the duration of apprenticeship, employers shall inscribe in a booklet the date of hiring and discharging of their apprentices and, at least every six (6) months, record therein the duration of employment of such apprentices."

(Document "D" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
42875-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 775

Québec, le 25 juillet 1956.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "G"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement de la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement de la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 818 du 27 juillet 1955 (section "B"), soit prolongé jusqu'au 31 octobre 1956, aux mêmes taux et conditions.

L. DÉSILETS,
42875-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 775

Quebec, July 25th, 1956.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Commission for the Dress Industry of the province of Quebec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Commission for the Dress Industry of the province of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 818 of July 27th, 1955 (Part "B"), be extended until October 31st, 1956, with the same rates and conditions.

L. DÉSILETS,
42875-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 652

Québec, le 27 juin 1956.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des règlements spéciaux pris en exécution de la Loi des établissements industriels et commerciaux.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 652

Quebec, June 27, 1956.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING special regulations under the industrial and commercial establishments act.

ATTENDU QUE la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175) donne le droit au Lieutenant-gouverneur en Conseil d'édicter tous les règlements nécessaires pour sa mise à exécution;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire d'édicter des règlements spéciaux en vue d'assurer la sécurité du public et la protection des salariés sur les chantiers de construction y compris le creusage des tranchées de plus de (4'0") de profondeur;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE soient approuvés les règlements annexés à la proposition susdite et entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec;* et

QU'à compter de la même date, l'arrêté ministériel numéro 828 du 12 juillet 1950 soit abrogé.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS, the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), gives the Lieutenant-Governor in Council the right to enact all necessary regulations for its enforcement;

WHEREAS, it has become necessary to enact special regulations for the purpose of assuring the safety of the public and the protection of employees on construction premises, including the excavating of trenches of more than four feet (4'0") in depth;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the regulations annexed to the above mentioned recommendation be approved and come into force from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette;* and

THAT from the same date, Order in Council No. 828 of July 12, 1950 be repealed.

L. DÉSILETS.
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENTS SPÉCIAUX CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Règlements relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées.

1° Le mot "employeur" désigne toute personne, société, firme, corporation ou municipalité qui fait pour son propre compte ou comme agent d'une autre personne, les travaux de construction ou l'excavation d'une tranchée à ciel ouvert.

2° Le mot "salarié" désigne tout apprenti, manœuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société.

3° Les mots "chantier de construction" désignent tout lieu, endroit où l'on procède à l'érection, la modification, la réparation, la restauration, la rénovation, la démolition de tout édifice, immeuble et à tous travaux s'y rapportant.

Le mot "tranchée" désigne toute excavation dans le sol de quatre pieds (4'0") ou plus, et dont la profondeur excède la largeur.

5° Le mot "inspecteur" désigne l'inspecteur nommé en vertu de la Loi des établissements industriels et commerciaux.

6° L'inspecteur a le droit à toute heure du jour ou de la nuit de visiter tout chantier de construction et où s'exécutent des travaux de tranchée.

7° Tout employeur, avant le commencement des travaux, doit aviser, par écrit, le chef du bureau de l'inspection du travail du district où les travaux doivent être exécutés, de la date de leur commencement. De plus, il doit lui faire parvenir les plans et devis de la tranchée projetée. Il doit en plus donner:

a) le nom et l'adresse du propriétaire du terrain où la tranchée doit être creusée;

b) le nom et l'adresse de l'employeur qui doit exécuter les travaux;

c) la date à laquelle les travaux doivent commencer.

8° Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour assurer la sécurité du public et des salariés. L'inspecteur a le droit de faire à l'employeur toutes les recommandations qu'il juge opportunes.

9° Avant d'être utilisé sur un chantier de construction ou de tranchée, tout outillage, portatif ou non, doit être examiné par une personne

SPECIAL REGULATIONS CONCERNING THE INDUSTRIAL AND COMMERCIAL ESTABLISHMENTS OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Regulations respecting the protection of employees working in construction yards and in trenches.

1. The word "employer" means any person, partnership, firm, corporation or municipality executing for his or its own account or acting as an agent for another person for the execution of construction operations or for the excavating of open trenches.

2. The word "employee" means any apprentice, labourer or common worker, skilled worker or journeyman, artisan, clerk or employee working individually, in a shift or in partnership.

3. The words "construction yard" mean any place, location where any building is erected, altered, repaired, restored, rebuilt, demolished and where all operations connected therewith are carried out.

4. The word "trench" means any excavation into the ground of four feet (4'0") or more in depth and where the depth exceeds the width.

5. The word "inspector" means the inspector appointed under the Industrial and Commercial Establishments Act.

6. At any time of the day or night the inspector is authorized to enter any construction yard or to visit any trenches being dug.

7. Every employer, before starting operations, shall notify, in writing, the chief inspector of the Labour Inspection Office of the district where the operations are to be carried out, of the date on which work is to begin. He shall also submit drawings and specifications of the trench. He shall give:

a) the name and address of the owner of the land where the trench is to be excavated;

b) the name and address of the employer who will carry out the operations;

c) the date on which operations will begin.

8. All necessary measures shall be taken to assure the safety of both the public and the employees. The inspector has the right to make any recommendation to the employer which he deems advisable.

9. Before being used in construction or trench making operations, the equipment, portable or not, shall be examined by a qualified person

qualifiée désignée par l'employeur. L'outillage portatif ou non doit être soigneusement examiné et réparé immédiatement s'il est défectueux.

10° Tout l'outillage portatif ou non (échafaudages, échelles, grues, treuils, ascenseurs, monte-charge, câbles, escaliers, rampes, trottoirs, passerelles, passages, plates-formes, etc.) doit être jugé suffisant et en bon état sous tout rapport par l'inspecteur. Ce dernier, par avis écrit, peut en exiger l'installation, l'examen, la réparation, l'amélioration, la réfection ou en interdire l'usage. De plus, si l'inspecteur considère qu'il y a danger immédiat, il doit ordonner l'arrêt immédiat du fonctionnement de tout appareil et défendre l'utilisation de tout outillage défectueux, et en exiger la réparation immédiate.

11° Tout trottoir, passerelle, rampe, passage, plate-forme, échafaudage, escalier ou tout autre endroit du chantier de construction, doit constamment être pourvu d'éclairage naturel ou d'éclairage artificiel à la satisfaction de l'inspecteur.

12° Les tours des ascenseurs ou monte-charge doivent être construites de bois sain ou d'acier ou de tuyau. Elles doivent reposer sur de solides fondations. Ces tours doivent être d'aplomb et solidement étançonnées. Elles doivent être ancrées à l'édifice à des distances maxima de 25 pieds ou soutenues par des cables d'acier d'un diamètre minimum de ½" solidement attachés à des ancrages adéquats.

13° Ces tours ne doivent être érigées ou démolies que par des salariés compétents.

L'étançonnement et le blindage d'une tranchée doivent être enlevés par des ouvriers expérimentés à la fin des travaux seulement.

14° Lorsque l'inspecteur l'exige, les ascenseurs ou monte-charge doivent être pourvus de portes à chaque étage où ils traversent le plancher. Ces portes ne peuvent s'ouvrir de l'extérieur seulement lorsque la cage ou la plate-forme de ces ascenseurs ou monte-charge est au niveau du plancher.

15° Les ascenseurs ou monte-charge doivent être munis de freins d'arrêt suffisamment forts pour arrêter la chute de la cage ou de la plate-forme.

16° Après une suspension du fonctionnement des ascenseurs, monte-charge ou tout autre appareil de transport pour cause de réparation, le préposé à leur fonctionnement doit faire circuler en montant et en descendant la cage ou la plate-forme. Au cours de ces essais, il est formellement interdit à toute personne d'y prendre place.

17° Pour assurer le bon fonctionnement des monte-charge ou ascenseurs, tout employeur doit installer un système de signaux lequel doit être approuvé par l'inspecteur.

18° Les grues, chèvres et autres appareils similaires doivent reposer sur des supports et des étançons assurant une répartition convenable des charges.

19° Sur tout chantier de construction ou de tranchée l'employeur doit suivre les conditions aux quelles est soumise la construction des échafaudages. Ces conditions se trouvent dans des formules-types approuvées par le Lieutenant-gouverneur en Conseil en vertu de la Loi de l'inspection des échafaudages (chapitre 171, des Statuts refondus de Québec, 1941).

20° Dans la construction d'édifices à charpente d'acier, il doit y avoir un plancher temporaire au moins à tous les deux étages, afin de protéger les salariés travaillant audessous et audessus desdits planchers. Ces planchers doivent être

designated by the employer. All equipment, portable or not, shall be carefully examined and repaired immediately, if necessary.

10. All equipment or gear, portable or not (scaffoldings, ladders, cranes, winches, elevators, freight elevators, cables, staircases, rails, sidewalks, footbridges, gateways, platforms, etc.) must be deemed adequate and in good condition in every respect by the inspector. The latter, through written notice, may require the installation, examining, repairing, improving or restoration or forbid the use thereof. Also, should the inspector deem that there is imminent danger he shall order the immediate suspension of the operation of ahy apparatus and forbid the use of any defective tools and require the immediate repairing thereof.

11. All sidewalks, gateways, rails, foot-bridges, platforms, scaffoldings, staircases or other places in the construction yard shall always be lighted, either naturally or artificially, at the satisfaction of the inspector.

12. Hoistways shall be made of sound timber or structural steel or pipes. They shall rest upon solid foundations. These hoistways shall be upright and pillared securely. They shall be anchored to the building at maximum distances of 25 feet or held by steel cables of at least ½" in diameter firmly attached to adequate anchorings.

13. These hoistways shall be erected or demolished only by skilled workers.

Trench shoring and timbering shall be removed by skilled workers and only after the operations are completed.

14. When the inspector so requires, freight and other elevators shall be provided with doors on each floor. Such doors can be opened from the outside only when the car or platform of such elevators is at the floor level.

15. Freight and other elevators shall be equipped with brakes of sufficient grip to check the fall of the car or platform.

16. When freight and other elevators or hoisting apparatus have ceased to run for repairs, the operator shall take the car or platform up and down and, during these trial runs, it is strictly forbidden to let anyone in but the operator.

17. To assure proper operation of freight and other elevators, every employer shall have a signal system installed, such system to be approved by the inspector.

18. Cranes, derricks and other similar apparatus shall rest upon supports and pillars assuring proper distribution of the load.

19. In all construction or trench making operations, the employer shall observe the conditions regulating the construction of scaffoldings. These conditions can be found in the forms approved by the Lieutenant-Governor in Council under the Scaffolding Inspection Act (Chapter 171, Revised Statutes of Quebec, 1941).

20. In the construction of steel structure builgins there shall be a temporary floor at every second floor at least, in order to protect the employees working under or above the said floors. These floors shall be made of first class materials

construits de matériaux de première qualité, d'au moins 2" d'épaisseur sur 9" de largeur solidement fixés aux extrémités, et sans espace entre chacun.

Si l'inspecteur constate que tel plancher temporaire n'existe pas, il doit sur le champ ordonner l'évacuation immédiate et complète de tout ou partie de l'édifice en construction. Suivant le cas il peut, à cette fin, requérir les services de tout homme de police municipale ou provinciale ou d'un constable de la paix et exiger immédiatement la pose de tel plancher.

21° Les toits et les planchers ne doivent pas être surchargés de matériaux ou décombres. Aucun plancher ne doit être encombré de machines, de matériaux susceptibles de constituer une menace quelconque pour les salariés.

22° Les planchers doivent être suffisamment unis pour que les salariés transportant des matériaux puissent y circuler en toute sécurité. Ces planchers doivent être exempts de trous et de picots, d'échardes, de clous et de boulons faisant saillie, de tuyaux en saillie ou d'autres objets saillants ou encombrants susceptibles de faire trébucher les salariés.

23° Dans des conditions normales, les planchers, marches d'escaliers et paliers ne doivent jamais être glissants et doivent être libres de glace. Les escaliers, rampes, cages ou plates-formes d'ascenseurs ou monte-charge et autres endroits analogues où tout glissement comporte un danger particulier doivent être pourvus d'une surface antidérapante.

24° Tous les bâtiments temporaires doivent être de construction solide et sûre afin d'éviter tout risque d'effrondrement.

25° Sur tout chantier de construction, il doit y avoir un ou des escaliers temporaires, de la cave à l'étage supérieur de l'édifice. Ce ou ces escaliers doivent être munis de mains courantes solidement fixées. Les mains courantes doivent être construites pour qu'il n'y ait pas d'obstruction ou de coudes brusques pouvant faire lâcher prise. Les ouvertures dans les escaliers doivent être entourées de clôtures ou garde-corps sauf le côté donnant accès aux escaliers.

PREMIERS SOINS

26° Sur tout chantier de construction ou de tranchée, il doit y avoir une ou plusieurs boîtes de secours dont la composition est déterminée par l'inspecteur suivant l'importance du personnel et la nature des risques.

27° Le contenu de chaque boîte de secours doit être vérifié au moins une fois par mois et la boîte regarnie s'il y a lieu après chaque usage.

28° Chaque boîte de secours doit être placée en un endroit convenable, propre, facilement accessible et offrant toutes facilités pour l'administration des premiers soins.

29° Chaque boîte de secours doit contenir des instructions simples et faciles pour les soins à donner en cas d'urgence.

30° Une ou des civières doivent être placées à différents endroits du chantier de construction ou de tranchée. Leur nombre est déterminé par l'inspecteur.

31° Si l'inspecteur estime que l'importance du chantier de construction ou de tranchée l'exige, l'employeur doit s'assurer les services professionnels d'une garde-malade ou d'un infirmier diplômé et d'un médecin.

EAU POTABLE

32° Sur tout chantier de construction ou de tranchée, il doit y avoir dans un endroit acces-

at least 2" thick by 9" wide, firmly secured at the ends and without intervals.

In the absence of such temporary floor, the inspector shall order the immediate evacuation of all or part of the building under construction. He may, for that purpose, require the services of any municipal or provincial policeman or peace officer and order the immediate laying of such floor.

21. Roofs and floors shall not be overloaded with materials and debris. No floor is to be overloaded with machines or materials so as to become a dangerous place for employees to work.

22. Floors shall be sufficiently smooth to allow the safe displacement of materials by the employees. There shall be no holes or splinters or projecting nails, bolts, pipes or other cumbersome objects liable to cause the employees to stumble.

23. In normal conditions, floors, steps and landings shall never be slippery and shall be free of ice. Staircases, rails, elevator cars or platforms and other similar places where slipping may entail a particular danger shall be provided with non-skid surfaces.

24. All temporary buildings shal lbe solidly and safely built in order to avoid all possibilities of collapse.

25. In all construction yards, there shall be one or more temporary staircases, from the cellar to the top floor of the building. Such staircase or staircases shall be provided with firmly secured handrails. These handrails shall be so constructed as to eliminate obstructions or sharp angles liable to loosen one's grip. Openings in staircases shall be surrounded by railings except for the side which gives access thereto.

FIRST AID

26. In all construction or trench making operations, there shall be one or more first-aid boxes the contents of which to be determined by the inspector who shall consider the number of employees and the nature of risks.

27. The contents of each box be checked at least once a month and, if need be, any article used shall be replaced immediately.

28. Every first-aid box shall be located in a convenient and clean place, easy of access and affording all facilities for the administration of first aid.

29. Every first-aid box shall contain simple and easy instructions for emergencies.

30. One or more stretchers shall be put in various places on the construction or trench making premises. Their number is determined by the inspector.

31. The employer shall hire the professional services of a nurse, a certificated orderly or doctor if the inspector deems it warranted by the importance of the construction or trench making operations.

DRINKING WATER

23. In all construction or trench making operations, there shall be in a place easy of access,

sible, à défaut d'eau courante, une quantité suffisante d'eau de consommation pure, fraîche et propre. Cette eau doit être tenue dans des récipients hygiéniques. L'usage de verres ou de gobelets collectifs est interdit.

33° Lorsque l'eau est rafraîchie avec de la glace, le récipient doit être construit de telle façon que la glace n'entre pas en contact avec l'eau.

34° Il est interdit d'utiliser pour l'eau potable des seaux, des tonneaux, des réservoirs ou d'autres récipients ouverts qui doivent être basculés ou dans lesquels on doit plonger un ustensile qu'ils soient munis d'un couvercle ou non.

35° En tenant compte du nombre des salariés, l'inspecteur peut exiger que l'employeur donne aux salariés un local propre pour prendre leurs repas et un vestiaire convenable pour y déposer leurs vêtements de sortie. Ce local doit être chauffé si la saison l'exige.

in default of running water, a sufficient quantity of pure, fresh and clean drinking water. This water shall be kept in hygienic containers. The use of common glasses or cups is forbidden.

33. When water is cooled with ice, the container shall be so constructed as avoid contact between ice and water.

34. It is forbidden to use, for drinking water, pails, barrels, tanks or other open containers which must be tipped or in which utensils must be dipped, whether provided with a cover or not.

35. Considering the number of employees, the inspector may require the employer to set up a clean place where the employees will have their meals and a changing-room for street garments. This place or room shall be heated if need be.

Cabinet d'aisance

36° Sur tout chantier de construction ou de tranchée, il doit y avoir des cabinets d'aisances dont le nombre est déterminé par l'inspecteur.

37° Sur tout chantier de construction seuls des clous hygiéniques stérilisés (communément appelés clous bleus) doivent être utilisés pour le posage de lattes en bois ou en métal ou de planches murales de toutes sortes.

38° Lorsque des travaux sont exécutés à moins de sept (7) pieds de l'alignement de la voie publique ou lorsque l'inspecteur le juge à propos, les chantiers de construction doivent être clos pour assurer la protection du public. Des barricades, clôtures, garde-fous doivent être installés au bord de toutes tranchées et être maintenus en place pour toute la durée des travaux.

Étançonnement et blindage

39° Les parois de toute tranchée de quatre pieds (4′0″) ou plus de profondeur doivent être solidement étançonnées avec des matériaux de bonne qualité, conformément aux règlements, et l'étançonnement doit dépasser d'au moins un pied (1′0″) la surface supérieure de la tranchée, sauf si la permission d'agir autrement a été accordée, par écrit, par l'inspecteur, pour toute raison valable.

En tenant compte de la nature du sol, l'inspecteur peut exiger que la partie verticale de la tranchée soit blindée sur toute sa surface.

40° L'article N° 39 ne s'applique pas:

a) Lorsque la tranchée est creusée dans le roc solide;

b) Lorsque les parois de la tranchée sont inclinées à partir de quatre pieds (4′0″) du fond de la tranchée et de manière que les parois en pente de la tranchée n'aient pas plus de deux pieds (2′0″) d'élévation verticale pour chaque pied de parcours horizontal.

41° Lorsque les parois d'une tranchée sont inclinées de la manière prescrite à l'article 39, mais à partir de plus de quatre pieds (4′0″) du fond de la tranchée, la partie verticale de la tranchée doit être étançonnée et blindée au moyen de matériaux de bonne qualité, conformément aux règlements. L'étançonnement et le blindage doivent dépasser d'au moins un pied (1′0″) la partie verticale de la tranchée et être pourvus de planches d'arrêt, afin d'empêcher toute chute d'objets dans la partie verticale de la tranchée.

Échelles

42° Des échelles ou autres moyens de sauvetage approuvés doivent être pourvus dans chaque

Water closets

36. In all construction or trench making operations, there shall be water closets, the number of which to be determined by the inspector.

37. In every construction yard, only hygienic sterilized nails (commonly known as blue nails) shall be used for wood or metal lathing or the laying of all kinds of wall boards.

38. When operations are carried out less than seven (7) feet from the building line of a public road, or when the Inspector deems it advisable, the construction yards shall be fenced in to assure public safety. Barriers, fences and guards shall be installed on the edge of any trenches, and shall be kept in place for the entire duration of operations.

Shoring and timbering

39. The sides of all trenches exceeding four feet (4′0″) in depth shall be securely shored and timbered with good quality material in accordance with the regulations, and the shoring shall extend at least one foot (1′0″) above the top of the trench, except where permission to do otherwise is granted in writing by the inspector for a valid reason.

Considering the nature of the ground, the inspector may have the vertical walls of the trench timbered on their entire surface.

40. Article No. 39 does not apply:

a) When the trench is cut in solid rock;

b) When the sides of the trench are sloped to within four feet (4′0″) of the bottom of the trench so that the sloped sides of the trench do not have more than two feet (2′0″) of vertical rise to each foot of horizontal run.

41. When the sides of a trench are sloped as prescribed in article 39, but not to within four feet (4′0″) of the bottom of the trench, the vertical walls of the trench shall be shored and timbered with good quality material in accordance with the regulations. Shoring and timbering shall extend at least one foot (1′0″) above the vertical walls and be fitted with toe-boards to prevent material rolling down the slope and falling into the part of the trench with vertical walls.

Ladders

42. Ladders or other approved means of escape shall be provided in every trench. Lad-

tranchée. Les échelles doivent dépasser d'au moins deux pieds (2′0″) le dessus de la tranchée.

FORAGE ET EXPLOSIFS

43° Lorsqu'une ou plusieurs foreuses mécaniques sont utilisées dans une tranchée pour forer du roc, de la pierre ou d'autres matières solides, il doit y avoir une réserve d'eau suffisante à proximité de la zone de forage. L'inspecteur peut exiger un système spécial de boyaux conduisant un jet d'eau dans les trous creusés par la foreuse.

De plus, s'il le juge nécessaire, l'inspecteur peut exiger l'installation d'un système d'aspiration mécanique des poussières produites par les foreuses.

44° L'entreposage, la manutention et l'emploi d'explosifs doivent être en conformité des "Règlements relatifs à la manutention et à l'usage des explosifs", adoptés en exécution de la "Loi des établissements industriels et commerciaux".

45° Tout circuit d'allumage en rapport avec les opérations de dynamitage doit être interrompu en dehors de la tranchée et de la façon indiquée par l'inspecteur.

GAZ ET VENTILATION

46° Une ventilation mécanique suffisante doit être installée pour protéger la santé et la sécurité des personnes qui travaillent dans une ou des tranchées, lorsque des gaz et des émanations sont susceptibles de s'y former.

47° Aucun moteur à combustion interne ne doit être utilisé dans une tranchée à moins que des dispositions suffisantes aient été prises pour assurer l'expulsion des gaz vers un point assez éloigné, afin d'empêcher leur retour ou leur accumulation dans la tranchée.

CASQUES-PROTECTEURS, OUTILS, VÉHICULES

48° Nulle personne ne doit travailler dans une tranchée de quatre pieds (4′0″) ou plus de profondeur sans porter un casque-protecteur de modèle approuvé fourni et payé par l'entrepreneur.

49° Aucune personne ne doit travailler seule dans une tranchée de plus de dix (10′0″) pieds de profondeur.

50° Aucun outil, machine, bois, roc, ou autres matériaux ne doivent être placés ou entreposés à moins de quatre pieds (4′0″) du bord d'une tranchée.

51° L'entrepreneur doit s'assurer qu'aucun véhicule, machine ou cheval circule, opère, ou soit placé à moins de quatre pieds (4′0″) du bord d'une tranchée afin d'empêcher toutes vibrations d'affaiblir la solidité des parois de la tranchée.

52° Il est interdit à tout employeur de faire travailler dans les tranchées des salariés âgés de moins de dix-huit (18) ans.

53° Lorsque l'inspecteur constate la non observance de l'une quelconque des dispositions des présents règlements il a droit d'arrêter immédiatement les travaux et de donner ordre de s'y conformer immédiatement.

42875-o

ders shall extend at least two feet (2′0″) above the trench.

DRILLING AND EXPLOSIVES

43. When one or more drilling machines are used in a trench for drilling rock, stone or other solid matters, there shall be an adequate supply of water at the drill hole. The inspector may have a special hose system installed that will direct a water jet into the holes drilled.

Also, the inspector may, if deemed necessary, have proper dust collectors installed for the purpose of disseminating dust produced by the drilling machine.

44. Storing, handling and use of explosives shall comply with the "Regulations respecting the handling and use of explosives", adopted under the Industrial and Commercila Establishments Act.

45. Every firing circuit in connection with blasting operations shall be broken outside the trench at a point and in a manner satisfactory to the inspector.

GASES AND VENTILATION

46. Sufficient mechanical ventilation shall be provided to protect the health and security of persons working in a trench or trenches where gases or fumes are likely to be present.

47. No international combustion engine shall be operated in a trench unless adequate provisions are made to ensure that exhaust gases and fumes are discharged to a point sufficiently remote from the trench to prevent their return to or accumulation in the trench.

PROTECTIVE HATS TOOLS, VEHICLES

48. No person shall work in a trench exceeding four feet (4′0″) in depth unless he is wearing an approved protective hat supplied and paid by the contractor.

49. No person shall be allowed to work alone in a trench exceeding ten feet (10′0″) in depth.

50. No tools, machinery, timber, rock or other material shall be placed or stored within four feet (4′0″) from the edge of the trench.

51. The contractor shall ensure that no vehicle, machinery or horse is driven or operated or located within four feet (4′0″) from the edge of the trench so that the stability of the walls of the trench will not be endangered by vibration.

52. No employer shall hire employees under eighteen (18) years of age in connection with trench drilling operations.

53. Should the inspector become aware that any of the provisions of the present regulations has not been observed, he may bring the operations to a standstill and order immediate compliance therewith.

42875-o

Avis divers

CLIFFSIDE GARAGE COMPANY, LIMITED

Règlement "Y"

Un règlement autorisant la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1. L'actif de la compagnie sera distribué au pro rata entre ses actionnaires suivant leurs droits respectifs ou conformément aux directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires.

2. Aucun deux officiers ou directeurs de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés pour, en faveur et au nom de la compagnie, à signer, exécuter et livrer, et apposer le sceau de la compagnie à tous tels actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire et exécuter ou voir à ce que tous tels actes et choses soient faits et exécutés selon qu'ils peuvent, à leur discrétion, considérer nécessaires à effectuer et donner effet à la distribution de l'actif entre ses actionnaires et conformément aux dispositions antérieures de ce règlement.

Certifié vraie copie du règlement "Y" adopté à une assemblée des directeurs de Cliffside Garage Company, Limited tenue le 6 juillet 1956, et approuvé, ratifié et confirmé à l'unanimité par tous les votes donnés à l'assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée aux fins de considérer ce règlement et tenue le même jour.

Montréal, P.Q., le 19 juillet 1956.

Le Président,
W.D. SMITH.
Le Secrétaire,
M.L. ROBINSON.

42864

DOMINION WOOD PRESERVING COMPANY LIMITED

Règlement "Y"

Un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1. L'actif de la compagnie sera distribué au pro rata entre ses actionnaires suivant leurs droits respectifs ou conformément aux directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires.

2. Tout deux officiers ou directeurs de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés, pour, en faveur et au nom de la compagnie, à signer, exécuter et livrer, et apposer le sceau de la compagnie à tous actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire, accomplir ou faire exercer et exécuter tous tels actes et choses tels qu'ils, à leur discrétion, peuvent juger opportune aux fins de l'exécution et dans le but de donner effet à la distribution de son actif entre ses actionnaires conformément aux dispositions précédentes du présent règlement.

Certifié copie conforme du règlement "Y" adopté à une assemblée des directeurs de Dominion Wood Preserving Company Limited tenue le 29 juin 1956, et approuvé, ratifié et confirmé à l'unanimité par tous les voix données à l'assem-

Miscellaneous Notices

CLIFFSIDE GARAGE COMPANY, LIMITED

By-Law "Y"

A by-law to authorize the distribution of the Company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The assets of the Company shall be distributed rateably amongst its shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directors for distribution given to the company by all the shareholders.

2. Any two officers or directors of the Company are hereby authorized and directed, for and on behalf and in the name of the Company, to sign, execute and deliver, and affix the seal of the Company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law.

Certified to be a true copy of By-law "Y" adopted at a meeting of the Directors of Cliffside Garage Company, Limited held on 6th July, 1956, and approved, ratified and confirmed unanimously by all the votes cast at the Special General Meeting of the shareholders of said Company called for considering the same and held on the same day.

Montreal, P.Q., July 19th, 1956.

W.D. SMITH,
President.
M.L. ROBINSON,
Secretary.

42864-o

DOMINION WOOD PRESERVING COMPANY LIMITED

By-Law "Y"

A by-law to authorize the distribution of the Company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The assets of the Company shall be distributed rateably amongst its shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the Company by all the shareholders.

2. Any two officers or directors of the Company are hereby authorized and directed, for and on behalf and in the name of the Company, to sign, execute and deliver, and affix the seal of the Company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law.

Certified to be a true copy of By-law "Y" adopted at a meeting of the Directors of Dominion Wood Preserving Company Limited held on 29th June, 1956, and approved, ratified and confirmed unanimously by all the votes cast at

blée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour le considérer et tenue le même jour.

St-Lambert, P.Q., 29 juin 1956.

Le Président,
J. F. SÉGUIN.
Le Secrétaire,
42865 RÉNALD SÉGUIN.

(P.G. 12353-56)

GREENSHIELDS & CO. INC

Règlement N° 36

Nombre de Directeurs

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quinze à seize de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de seize directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Je, le soussigné, secrétaire-trésorier de "Greenshields & Co. Inc", certifie, par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que le précédent est une copie véritable et authentique du règlement N° 36 de ladite compagnie à une assemblée dûment tenue le 18e jour de juin 1956 et subséquemment approuvé et sanctionné par le vote des détenteurs d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 28 juin 1956; à chacune des dites assemblées un quorum était présent et agissant.

GREENSHIELDS & CO. INC.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
42868 L. J. MAQUIRE.

(P.G. 12050-56)

ROUGIER FRÈRES

Règlement Spécial "D"

pour porter à sept le nombre des directeurs qui est actuellement fixé à six;

"Il est statué par le règlement Spécial "D":

Que le nombre des directeurs de la compagnie "Rougier Frères" soit porté de 6 directeurs qu'il était auparavant à celui de 7 directeurs.

Que tous règlements et résolutions antérieurs de la compagnie, contraires aux présentes dispositions, soient amendés et modifiés pour donner effet au présent règlement."

Copie certifiée. Le Secrétaire,
42869-o H. FOURNIER.

(P.G. 3632-52)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 24 juillet 1956, les amendements au règlement N° 10, paragraphe 7 de "Snowdon Major Fastball League Inc.", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27 juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42870 JEAN BRUCHÉSI.

the Special General Meeting of the shareholders of said Company called for considering the same and held on the same day.

St. Lambert, P.Q., 29th June, 1956.

J. F. SÉGUIN,
President.
RÉNALD SÉGUIN,
Secretary.

(A.G. 12353-56)

GREENSHIELDS & CO. INC.

By-Law No. 36

Number of Directors

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from fifteen to sixteen so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of sixteen directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at a meeting of the Board of Directors.

3. All prior By-laws, resolutions and proceedings, of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

I, the undersigned, the Secretary-Treasurer of "Greenshields & Co. Inc", do hereby certify under the seal of the Company that the foregoing is a true and correct copy of By-law No. 36 of said Company, which was duly enecated by the directors of the Company as a meeting duly held on the 18th day of June, 1956, and was subsequently approved and sanctioned by the vote of the holders of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the Company duly called for considering the said By-law and held on the 28th day of June, 1956; and that at each of said meetings a quorum was present and acting throughout.

(Seal) GREENSHIELDS & CO. INC.
L. J. MAQUIRE,
42868-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 12050-56)

ROUGIER FRÈRES

Special By-law "D"

to carry to seven the number of Directors which presently is fixed to six;

"It is enacted by special by-law "D":

That the number of the Directors of the company "Rougier Frères" be carried from 6 Directors that is was previously to that of 7 Directors.

That all the previous by-laws and resolutions of the company, contrary to the present provisions, be amended and modified to give effect to the present by-law."

Certified copy. H. FOURNIER,
42869 Secretary.

(A.G. 3632-52)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to By-law N°10, paragraph 7, of "Snowdon Major Fastball League Inc." have been approved on July 24th, 1956, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42870-o Under-Secretary of the Province,

(P.G. 45091-53)

ASSOCIATION DES FILLES CANADIENNES FRANÇAISES INC., ASSEMBLÉE MADELEINE DE VERCHÈRES

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de trois à dix-huit:

"Article 4. — Le Conseil Exécutif: Le Conseil-Exécutif de l'Association se compose de: *a*) Une présidente, *b*) Une première Vice-Présidente; *c*) Une deuxième Vice-Présidente; *d*) Une Secrétaire Archiviste; *e*) Une Secrétaire-Correspondante; *f*) Une Secrétaire Financière; *g*) Une Trésorière; *h*) Une Chancelière; *i*) Une Cérémoniaire; *j*) Une Assistante-cérémoniaire; *k*) Une Garde-Intérieure; *l*) Une Garde Extérieure; *m*) Une publiciste; *n*) Une Assistante-Publiciste; *o*) Une directrice de chant; *p*) Deux Auditrices; *q*) Une pianiste; *r*) Une Ex-Présidente. . ."

Pour copie conforme.

La Secrétaire,
42876-o BERTHE SIMARD.

(A.G. 45091-53)

ASSOCIATION DES FILLES CANADIENNES FRANÇAISES INC., ASSEMBLÉE MADELEINE DE VERCHÈRES

Excerpt from the by-laws of the above mentioned corporation, increasing the number of directors from three to eighteen:

"Article 4. — Borad of Directors: The Board of Directors of the Association shall be composed of: *a*) A President, *b*) A First Vice-President; *c*) A Second Vice-President; *d*) A Recording Secretary; *e*) A corresponding Secretary; *f*) A Financial Secretary; *g*) A Treasurer; *h*) A Chancellor; *i*) A Mistress of Ceremonies; *j*) An Assistant Mistress of Ceremonies; *k*) An Indoor Guard; *l*) An Outdoor Guard; *m*) A Publicist; *n*) An Assistant Publicist; *o*) A Directress of Singing; *p*) Two Audition Officers; *q*) A Pianist; *r*) An Ex-President. . ."

Certified copy.

BERTHE SIMARD,
42876 Secretary.

(P.G. 4230-45)

BOURBEAU LAKE MINES LIMITED (No Personal Liability)

Règlement N° 50

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 50 de Bourbeau Lake Mines Limited (No Personal Liability) (ici nommée "la compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de 5 à 7 de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de 7 directeurs:

2. Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Certifié vraie copie du règlement N° 50 de Bourbeau Lake Mines Limited, passé et décrété à une assemblée des directeurs tenue le 4 juin 1956, et approuvé, ratifié et confirmé par les actionnaires à une assemblée spéciale convoquée à cette fin et tenue à Noranda, Québec, le 7 juillet 1956.

(Sceau) Bourbeau Lake Mines Limited.
Le Président.
F.L. HUTCHISON.
Le Secrétaire,
42877 C.A. STEVENS.

(A.G. 4230-45)

BOURBEAU LAKE MINES LIMITED (No Personal Liability)

By-Law No. 50

"Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 50 of Bourbeau Lake Mines Limited (No Personal Liability) (herein called "the Company") as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from 5 to 7 so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of 7 directors:

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors:

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true copy of By-law No. 50 of Bourbeau Lake Mines Limited, passed and enacted at a Meeting of Directors held on June 4th, 1956, and approved, ratified and confirmed by shareholders at a Special Meeting called for that purpose and held at Noranda, Quebec, on July 7th, 1956.

(Seal) Bourbeau Lake Mines Limited.
F.L. HUTCHINSON,
President.
C.A. STEVENS.
42877-o Secretary.

(P.G. 13642-55)

BELLEVUE ESTATES LTD.

Règlement N° 3 (A)

Augmentant la nombre des directeurs de la compagnie de trois à cinq:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs."

Certifié vraie copie du règlement N° 3 (*A*) passé à une assemblée du bureau de direction tenue le 9e jour de juillet 1956 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

Le Secrétaire,
42878 WILLIAM SOLKIN.

(A.G. 13642-55)

BELLEVUE ESTATES LTD.

By-Law No. 3 (A)

Increasing the directorate of the Company from three to five:

"The affairs of the Company are to be managed by a Board of five directors."

Certified true copy of By-law No. 3 (*A*) passed at a meeting of the Board of Directors held on the 9th day of July, 1956, and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

WILLIAM SOLKIN,
42878-o Secretary.

(P.G. 11727-56)

KRUMPEX INC.

Règlement N° 55

Diminuant le nombre des directeurs de la compagnie de quatre à trois:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois (3) directeurs."

Certifié vraie copie du règlement N° 55 passé à une assemblée du bureau de direction tenue le 28e jour de mai 1956 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

Le Secrétaire,
42879 A. O. MALDOFF.

(P.G. 7116-49)

GATINEAU LUMBER & BUILDERS SUPPLY LTD.

Règlement "A"

"Que le règlement N° 3, section "A", soit amendé et que le nombre des directeurs soit porté de trois (3) à cinq (5); que le paragraphe "B" soit également amendé et que le quorum soit constitué à l'avenir par trois (3) directeurs au lieu de deux (2)."

Copie certifiée du règlement "A" passé par les directeurs de Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd. à leur assemblée tenue le 31 mai 1956 et approuvé par la totalité des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale tenue le même jour.

Le Secrétaire,
42880-o R. GAUTHIER.

(P.G. 17887-52)

LES ÉQUIPEMENTS ST-PAUL LTÉE

Règlement N° 9

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Les Équipements St-Paul Ltée" est changé de quatre (4) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) et le règlement No 9 de la compagnie est modifié en conséquence."

Copie certifiée

Le Secrétaire,
42881-o PIERRE GAUVREAU.

(P.G. 11424-56)

WESHLER SALES PROMOTIONS LTD.

Règlement 21

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, par les présentes, augmenté de quatre à cinq.

Montréal, 16 juillet 1956.

(Sceau) Le Secrétaire,
42883 HAROLD WINE.

(P.G. 10297-56)

SULPHUR CONVERTING CORPORATION

Règlement N° 8

Étant un règlement autorisant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à neuf.

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement N° 8 de Sulphur Converting Corporation, que:

1° Le nombre des directeurs soit et est par les présentes augmenté de cinq (5) à neuf (9);

(A.G. 11727-56)

KRUMPEX INC.

By-Law No. 55

Reducing the directorate of the Company from four to three:

"The affairs of the Company shall be managed by a board of three (3) directors."

Certified True Copy of By-law No. 55 passed at a meeting of the Board of Directors held on the 28th day of May, 1956 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

A. O. MALDOFF,
42879-o Secretary.

(A.G. 7116-49)

GATINEAU LUMBER & BUILDERS SUPPLY LTD.

By-Law "A"

"That By-law No. 3, section "A", be amended and the number of directors be increased from three (3) to five (5); that paragraph "B" be also amended, and that hereafter three (3) directors instead of two (2) shall constitute a quorum."

Certified copy of By-law "A" adopted by the directors of Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd. at their meeting held May 31st., 1956 and approved by all the shareholders present at a special general meeting held the same day.

R. GAUTHIER,
42880 Secretary.

(A.G. 17887-52)

LES ÉQUIPEMENTS ST-PAUL LTÉE

By-Law No. 9

"The number of the Directors of the company "Les Equipements St-Paul Ltée" is changed from four (4) that it was heretofore to that of five (5) and by-law No. 9 of the company is consequently amended."

Certified copy.

PIERRE GAUVREAU,
42881 Secretary.

(A.G. 11424-56)

WESHLER SALES PROMOTIONS LTD.

By-law 21

That the number of the Directors of the Company is hereby increased from four to five.

Montreal, July 16th, 1956.

(Seal) HAROLD WINE,
42883-o Secretray.

(A.G. 10297-56)

SULPHUR CONVERTING CORPORATION

By-law No. 8

Being a by-law authorizing the increase of the number of Directors from five to nine.

"That it be and it is hereby enacted by these presents as by-law No. 8 of Sulphur Converting Corporation, that:

1. The number of the Directors be and it is hereby increased from five (5) to nine (9);

2° Les règlements généraux de cette Compagnie soient et sont par les présentes amendés pour se conformer aux dispositions du présent règlement."

Édicté, ce 9ème jour d'août 1955.

Certifié Copie véritable.

Le Secrétaire,
42882-o JEAN BEAUREGARD.

2. The general by-laws be and are by these presents amended so as to conform to the provisions of the present by-law."

Enacted, this 9th day of August, 1955.

Certified true copy.

JEAN BEAUREGARD,
42882 Secretary.

(P.G. 10393-56)

SAMUEL LAPITSKY FOUNDATION

Règlement N° 12

Que le nombre des directeurs de la Fondation soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq de manière que le bureau de direction de la Fondation soit composé dorénavant de cinq directeurs. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction. Tous les règlements, procédures et résolutions antérieurs de la Fondation incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés afin de donner effet au présent règlement.

Décrété ce 15e jour de juin 1956.

Certifié extrait conforme.

(Sceau) Le Président,
MURRAY LAPIN.
Le Secrétaire,
42884 H. MAYEROVITCH.

(A.G. 10393-56)

SAMUEL LAPITSKY FOUNDATION

By-Law No. 12

That the number of directors of the Foundation be and the same are hereby increased from three to five so that the board of directors of the Foundation shall hereafter be composed of five directors. Three directors shall constitute a quorum as any meeting of the board of directors. All prior by-laws, proceedings and resolutions of the Foundation inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

Enacted this 15th day of June 1956.

Certified true extract:

(Seal) MURRAY LAPIN,
President.
H. MAYEROVITCH.
42884-o Secretary.

BROUGHTON CONSTRUCTION CO. LTD.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Broughton Construction Co. Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du trente avril mil neuf cent cinquante-six et ayant son siège social à Broughton Station comté de Beauce a égabli son bureau à Broughton Station susdit.

A compter de la date des présentes le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Broughton Station ce vingt-deuxième jour de mai mil neuf cent cinquante-six.

Le Secrétaire,
42871-o PAUL A. CYR.

BROUGHTON CONSTRUCTION CO. LTD

Hotice is hereby given that the Company "Broughton Construction Co. Ltd." constituted as a corporation by letters patent dated thethirtieth day of April, one thousand nine hun dred and fifty-six, having its head office at Broughton Station, county of Beauce, has established its office at said Broughton Station.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Given at Broughton Station, this twenty-second of May, one thousand nine hundred and fifty-six.

PAUL A. CYR,
42871 Secretary.

Province de Québec, district de Montréal

GLORY SHIRT MFG. CO. LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Glory Shirt Mfg. Co. Ltd.," constituée en corporation par lettres patentes le 26 juin 1950 et ayant son siège social à 1231 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, ou jusqu'à ce jour son bureau était situé, l'a transporté à chambre chambre 400, 200 ouest, rue St-Jacques, Montréal un bureau d'affaires à 19 est, rue Bloor, Toronto, Ontario.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 3e jour de juillet 1956.

Le vice-président,
42872-o VICTOR A. FARCHY.

Province of Quebec district of Montreal

GLORY SHIRT MFG. CO. LTD

Notice is hereby given that "Glory Shirt Mfg. Co. Ltd., incorporated by letters patent on the 26th of June 1950 and having its head office in Montreal at 1231 St. Catherine St. west, where its office was situated up to date, has moved it to Room 400, 200 St. James St. West, Montreal, with a business office at 19 Bloor St. East, Toronto, Ontario.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 3rd day of July 1956.

VICTOR A. FARCHY,
42872 Vice-President.

PROMOTION & PLACEMENTS CIE LTÉE
PROMOTION & INVESTMENTS CO. LTD.

Avis est donné que "Promotion & Placements Cie Ltée", "Promotion & Investments Co. Ltd." constituée en corporation en vertu de la première

PROMOTION & PLACEMENTS CIE LTÉE
PROMOTION & INVESTMENTS CO. LTD.

Notice is given that "Promotion & Placements Cie Ltée", "Promotion & Investments Co. Ltd." incorporated under Part I of the Quebec

partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 23 mai 1952, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 8521 rue St-Gérard à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14ième jour du mois de juin 1956.

Le Secrétaire,
42873-o MARC LAPOINTE.

Companies Act dated May 23rd, 1952, having its main office in the City of Montreal, has established its office at number 8521 St. Gérard Street, at Montreal.

From and after the date of this present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 14th day of the month of June, 1956.

MARC LAPOINTE,
42873 Secretary.

Chartes — Abandon de

CLIFFSIDE GARAGE COMPANY, LIMITED

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Cliffside Garage Company, Limited" donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montreal, P.Q. le 19 juillet, 1956.

Le Secrétaire,
42864-o M. L. ROBINSON.

DOMINION WOOD PRESERVING COMPANY LIMITED

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Dominion Wood Preserving Company Limited" donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Québec, P.Q., le 29 juin, 1956.

Le Secrétaire,
42865-o RENALD SEQUIN.

Avis est, par les présentes, donné que la companie "Delval Investment Corporation", s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, la compagnie n'ayant pas d'actif ou obligations.

Montréal, 23 juillet 1956.

Les Procureurs de Delval Investment Corporation.
42885 CHAIT & ARONOVITCH.

ENDECO COMPANY LIMITED

Avis, est par les présentes, donné que la compagnie "Endeco Company Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 24e jour de juillet 1956.

Les Procureurs de Endoco Company Limited.
SALMON & MOSCOVITCH.
42886

Charters — Surrender of

CLIFFSIDE GARAGE COMPANY, LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, as amended, "Cliffside Garage Company, Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., July 19th, 1956.

M. L. ROBINSON,
42864-o Secretary.

DOMINION WOOD PRESERVING COMPANY LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, as amended, "Dominion Wood Preserving Company Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Quebec, P.Q., 29 june, 1956.

RENALD SEGUIN,
42865-o Secretary.

Notice is hereby given that "Delval Investment Corporation", will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the company, the company having no assets or liabilites.

Montreal, July 23rd, 1956.

CHAIT & ARONOVITCH,
Attorney for Delval Investment Corporation.
42885-o

ENDECO COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Endeco Company Limited", a company constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of July, 1956.

SALMON & MOSCOVITCH,
Attorneys for Endeco Company Limited.
42886-o

LE CERCLE DU ROMAN POLICIER LTÉE

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Le Cercle du Roman Policier Ltée", donne par les présentes avis public qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 25 juillet 1956.

Le Secrétaire,
42866-o PIERRE TISSEYRE.

Avis est donné, conformément à la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "Barney's Uniform Supply Ltd." demandera au Procureur Général de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 25 juillet 1956.

Les Procureurs de Barney's Uniform Supply Ltd.
BADEAUX, FILION & BADEAUX.
42867-o

Prenez avis que la compagnie "Radio Rouyn-Abitibi Limitée", ayant son siège social à Montréal demandera au procureur général d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9 juillet 1956.

Le Secrétaire,
42904-o CHARLES A. MAGNAN.

LE CERCLE DU ROMAN POLICIER LTÉE

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Le Cercle du Roman Policier Ltée." hereby gives notice that it will make application for the acceptance of surrender of its charter and to fix a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, July 25th, 1956.

PIERRE TISSEYRE,
42866-o Secretary.

Notice is hereby given that, according to the Quebec Companies' Act, "Barney's Uniform Supply Ltd." will apply to the Attorney-General of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, this 25th of July 1956.

BADEAUX, FILION & BADEAUX,
Attorneys for Barney's Uniform Supply Ltd.
42867-o

Take notice that the company "Radio Rouyn Abitibi Limitée", having its head office at Montreal, will apply to the Attorney General for the surrender of its charter.

Montreal, July 9th, 1956.

CHARLES A. MAGNAN,
42904 Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Dexter Manufacturing Co,, Inc.", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie, dans la province, sera à R.R. No 1, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Cyr L'Abbé, de ladite cité de St-Jean.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42858 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 424-56)

Avis est donné que la compagnie "Nakada Radioactive Minerals, Inc." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera à 1404 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. J. Gibb Stewart, avocat, de l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27 juillet 1956.

Le Sous-Secrétaire de la province,
42858 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Dexter Manufacturing Co., Inc.", has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be R.R. No. 1, St. Johns, judicial district of Iberville.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Cyr. L'Abbé, of the said city of St. Johns.

Given at the office of the Provincial Secreatry, this 19th day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42858-o Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 424-56)

Notice is hereby given that "Nakada Radioactive Minerals, Inc." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be at 1404 Aldred Building, Place d'Armes, in the city and judicial distrait of Montreal.

Its cheif agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. J. Gibb Stewart, Advocate, of the given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
42858-o Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine Session de la Législature de Québec, un projet de loi pour admettre Milos Paunovic' de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la Province de Québec.

42814-29-4-o CHARLES CODERRE, c.r.

Avis est, par les présentes, donné que Huibert Jacobus Vander Horst, expéditeur; Albert De Jong, préposé à l'immigration; Klaas Bood, ingénieur en aéronautique; Jochem Hoenders, technicien en électronique; Willem Wiebe De Wolf, peintre et décorateur; William Dekker, commis d'expédition; David McIntosh, magasinier; Franciscus Cornelis Veltenaar, commis de bureau; Joannes Roelof Barnouw, préposé au service; Ary Van Dijk, commis de bureau; Albertus Meijer, boulanger; Meine Vandermeulen, ingénieur mécanicien; Diemer De Vries, assistant-comptable; Johannes De Vries, commis de bureau; Maarten Wilschut, ingénieur civil; Machiel Van Wijk, ingénieur civil; Reinder Klein, soudeur; Johan Christiaan Klein, commis de bureau; Koet Eikelboom, dessinateur; George Frederick Klein, commis de bureau; tous des cité et district de Montréal; Leendert Jan Vermey, surintendant d'usine; Garret Vermey, mécanicien; Frederick Drok, dessinateur; tous de ville St-Michel, district de Montréal; Gysbertus De Koning, vendeur d'assurances, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Cornelius Vander Kraan, comptable en prix de revient, de ville St-Laurent, district de Montréal, George Ross, teneur de livres, Mackayville, district de Montréal, Frederick George Wilson, ingénieur électricien, de L'Abord-à-Plouffe, district de Montréal; William John Willemsen, étalagiste et Willem Frederik Willemsen, retraité, tous deux de Montréal-sud, district de Montréal et Henry Johannes Jongsma, chimiste, de Montréal-Est, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être constitués en corporation, sous le nom de "First Christian Reformed Church" avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières; de tenir des régistres d'actes de statuts civils et d'exercer tous autres droits incidents aux corporations religieuses et pour toutes telles autres fins.

Montréal, 27 juillet 1956.

Le Procureur des requérants,
LOUIS FREEDMAN, C.R.,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal, Qué. 42894-31-4

Applications to Legislature

The undersigned gives notice that he shall submit to the next Session of the Legislature of Quebec, a draft bill in order that Milos Paunovic', of Montreal, may be admitted to the study and practice of the profession of advocate in the Province of Quebec.

42814-29-4 CHARLES CODERRE, q.c.

Notice is hereby given that Huibert Jacobus Vander Horst, expeditor; Albert De Jong, fieldman for immigration; Klaas Bood, aircraft engineer; Jochem Hoenders, electronic technician; Willem Wiebe De Wolf, painter and decorator; William Dekker, shipping clerk; David McIntosh, storekeeper; Franciscus Cornelis Veltenaar, office clerk; Johannes Roelof Barnouw, serviceman; Ary Van Dijk, office clerk, Albertus Meijer, baker; Meine Vandermeulen, mechanical engineer; Diemer De Vries, assistant accountant; Johannes De Vries, office clerk; Maarten Wilschut, civil engineer; Machiel Van Wijk, civil engineer; Reinder Klein, welder; Johan Christiaan Klein, office clerk; Koet Eikelboom, draftsman; George Frederik Klein, office clerk, all of the city and district of Montreal; Leendert Jan Vermey, plant superintendant; Garret Vermey, mechanic; Frederick Drok, draftsman; all of Ville St. Michel, district of Montreal; Gysbertus De Koning, insurance salesman, of the city of Outremont, district of Montreal, Cornelius Vander Kraan, cost accountant, of Ville St. Laurent, district of Montreal; George Ross, bookkeeper, of Mackayville, district of Montreal; Frederick George Wilson, electrical engineer, of L'Abord-a-Plouffe, district of Montreal; William John Willemsen, window dresser; and Willem Frederik Willemsen, retired, both of Montreal south, district of Montreal; and Henry Johannes Jongsma, chemist, of Montreal East, district of Montreal, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "First Christian Reformed Church", with power to acquire and possess moveable and immoveable property; to keep registers for acts of civil status; and to exercice all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, July 27, 1956.

LOUIS FREEDMAN, Q.C.,
Attorney for Petitioners.
4 Notre Dame street East,
Montreal, Que. 42894-31-4-o

Département des Affaires municipale

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 779 du 25 juillet 1956 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le règlement N° 187 du conseil municipal de la ville de Donnacona et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché et de la municipalité de Les Écureuils, comté de Portneuf, et annexé à la ville de Donnacona:

Department of Municipal Affairs

Notice is hereby given that, by Order in Council number 779 of July 25, 1956, and in conformity with the provisions of section 43 of the Cities' and Towns' Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to authorize by-law No. 187 of the Municipal Council of the Town of Donnacona and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described herebelow is detached from the municipality of Les Écuteuils, county of Portneuf, and annexed to the town of Donnacona:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de "Les Écureuils" et comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Les Écureuils, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, savoir: partant du point d'intersection de l'axe de la rivière Jacques-Cartier avec le prolongement de la ligne séparative des lots Nos 70 et 71; de là, successivement, ledit prolongement et la dite ligne en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot de subdivision 71-86; le prolongement de cette ligne en allant vers le nord-est sur une longueur de cent pieds (100′) anglais; une ligne parallèle à la ligne séparative des lots Nos 70 et 71, en allant vers le sud-est jusqu'au côté sud-est de la rue St-Jules; ledit côté sud-est de la rue St-Jules jusqu'à la ligne séparative des lots nos 70 et 71; la ligne séparant le lot N° 70 des lots Nos 71 et 71; la ligne sud du lot N° 72 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots Nos 73 et 74; ledit prolongement et ladite ligne séparative des lots Nos 73 et 74 jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent; ladite rive du fleuve Saint-Laurent en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des lots Nos 66 et 68; cette dernière ligne en allant vers le nord-ouest jusqu'à un point situé à une distance de cent pieds (100′) anglais au sud-est du prolongement du côté sud-est de la rue St-Jules; une ligne traversant les lots Nos 66, 64 et 63 dans une direction parallèle à la rue St-Jules; la ligne nord-est du lot N° 63 en allant vers le nord-ouest; la ligne séparative des lots Nos 81 et 82 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Jacques-Cartier et enfin le dit axe de la rivière Jacques-Cartier en allant vers le sud jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
42859-o YVES PRÉVSOT, c.r.

A territory presently forming part of the municipality of "Les Écureuils" and comprised of, with reference to the official cadastre of the parish of Les Écureuils, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, water-courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the axis of the Jacques-Cartier River with the prolongation of the dividing line of lots Nos. 70 and 71; thence, successively, the said prolongation and the said line going towards the southeast line of subdivision 71-86; the prolongation of this line going towards the northeast upon a length of one hundred English feet (100′); a parallel line to the dividing line of lots Nos. 70 and 71, going towards the southeast as far as the southeast side of St. Jules Street; the southeast side of St. Jules Street as far as the dividing line of lots Nos. 70 and 71; the line dividing lot No. 70 from lots Nos. 71 and 72; the south line of lot No. 72 as far as the prolongations of the dividing line of lots 73 and 74; the said prolongation and the said dividing line of lots Nos. 73 and 74 as far as the Saint-Lawrence River; the said shore of the Saint-Lawrence River going towards the east as far as dividing line of lots Nos. 66 and 68; this latter line going towards the northwest to a point situated at a distance of one hundred English feet (100′) to the southeast of the prolongation of the southeast side of St. Jules street; a line crossing lots Nos. 66, 64 and 63 in a parallel direction with St. Jules street; the northeast line of lot No. 63 going towards the northwest; the dividing line of lots Nos. 81 and 82 prolongated as far as the axis of the Jacques-Cartier River and finally the said axis of the Jacques-Cartier River going towards the south to the starting point.

YVES PRÉVOST, q.c.,
42859 Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 mai 1956, du conseil municipal du canton Whitton, dans le comté de Frontenac, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 25 juillet 1956, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres dudit conseil municipal, sauf celles requises dans la *Gazette Officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 25 juillet 1956.

Le Ministre des Affaires municipales,
42859-o YVES PRÉVOST, C.R.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated May, 7 1956, of the municipal council of the township of Whitton, county of Frontenac, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of July 25, 1956, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said municipal council, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the french language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, July 25, 1956.

YVES PRÉVOST, Q.C.,
42859 Minister of Municipal Affairs.

Departement de l'Agriculture

Avis est donné que le cercle agricole de la paroisse St-Thomas de Caxton, comté de St-Maurice, ayant négligé, pendant deux ans de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, le 10 février 1956.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
42860-o R. TRÉPANIER.

Department of Agriculture

Notice is given that Farmer's Club of St. Thomas de Caxton parish, county of St. Maurice, having neglected, for two years, to comply with the requirements of the Farmer's Clubs Act (R. S.Q. 1941, Chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of said Act.

Dated at the office of the Minister of Agriculture, February 10, 1956.

R. TRÉPANIER,
42860 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction Publique

N° 709-56.

Québec, le 30 juillet 1956.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire d'Abercorn, dans le comté de Brôme, en celui de "la Municipalité scolaire de St-Simon-d'Abercorn, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

42893-31-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 709-56.

Quebec, July 30, 1956.

Application is made to change the name of the School Municipality of Abercorn, in the county of Brôme, to that of "The School Municipality of St. Simon-d'Abercorn, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

42893-31-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal (ville de Côte St-Luc) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 84-207 à 84-215 et partie des lots 84-206 et 84-216 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 mai 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

42861-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the municipality of the parish of Montreal (twon of Côte St. Luc) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 84-207 to 84-215 and part of lots 84-206 and 84-216 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 4, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

42861-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe des Coiffeurs pour Dames de Montréal, établie en exécution du décret numéro 789 du 23 juillet 1952, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 775 du 25 juillet 1956, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 2 août 1956 au 2 août 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 789 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations, qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 789 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $25.00 par semaine.

c) Les salariés assujettis audit décret numéro 789 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité met à la disposition des em-

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal, formed under decree number 789 of July 23, 1952, has been authorized by a by-law approved by Order in Council, number 775 of July 25th, 1956, part "F", pursuant to the provisions of Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from August 2, 1956 to August 2, 1957 and applies as hereinafter mentioned:

a) Professional employers governed by the decree No. 789, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the fixed wages and commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All artisans subject to decree No. 789, and amendments, must also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the average wage rate of $25.00 per week.

c) Employees governed by the decree 789, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages and their commissions, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the

ployeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et transmis au Comité paritaire dans les cinq (5) jours qui suivent l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

professional employers with printed forms, indicating the hours of labour, the wages paid, including the proportion of commissions earned, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these report forms filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, and send such sums himself to the said committee, together with his own assessments.

The report of every professional employer must be signed and sent, together with assessments, to the Parity Committee within five (5) days after the date of expiration of the period for which it is requirable.

The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission conjointe des Coiffeurs pour Dames de Montréal, pour la période comprise entre le 2 août 1956 et le 2 août 1957.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present of quarterly report of its financial operations of the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal, for the period comprised between August 2, 1956, and August 2, 1957, is annexed hereto.

COMMISSION CONJOINTE DES COIFFEURS POUR DAMES DE MONTRÉAL

Estimé budgétaire pour la période comprise entre le 2 août 1956 et le 2 août 1957.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$14,000.00
Salariés	14,000.00
Artisans	4,300.00
Examens et apprentis	1,900.00
Pénalités et divers, etc.	300.00
	$34,500.00
Déboursés:	
Salaires	$15,500.00
Frais d'autos et déplacements	4,700.00
Loyer, téléphone et éclairage	2,445.00
Taxes et assurances	500.00
Frais de poste et de banque	760.00
Papeterie et divers pour bureau	950.00
Entretien du bureau	575.00
Vérification	400.00
Frais légaux et judiciaires	900.00
Frais d'enquêtes	650.00
Frais d'examens	2,800.00
Jetons de présence et frais de déplacements	1,950.00
Publicité	500.00
Mobilier de bureau	750.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage	1,000.00
Divers et imprévus	120.00
	$34,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 août 1956. 42875-o

JOINT COMMISSION OF THE LADIES' HAIRDRESSING TRADE OF MONTREAL

Proposed Budget for the period between August 2, 1956, and August 2, 1957.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Employers	$14,000.00
Employees	14,000.00
Artisans	4,300.00
Examinations and apprentices	1,900.00
Miscellaneous, penalties, etc.	300.00
	$34,500.00
Disbursements:	
Salaries	$15,500.00
Automobiles and travelling expenses	4,700.00
Rent and telephone and Lighting	2,445.00
Taxes and insurance	500.00
Postage and bank duties	760.00
Stationery and miscellaneous office expenses	950.00
Office upkeep	575.00
Audition	400.00
Legal and Judicial fees	900.00
Investigation expenses	650.00
Examination expenses	2,800.00
Attendance fees and travelling expenses	1,950.00
Publicity	500.00
Office furniture	750.00
Subvention to the Apprenticeship Commission	1,000.00
Miscellaneous	120.00
	$34,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 4, 1956. 42875-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 828 du 16 juillet 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 775 du 25 juillet 1956, section "E", et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret et ses amendements, suivant le mode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 25 juillet 1956 au 25 juillet 1957, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 828 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 828 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon, le moins rémunéré, ($61.25 par semaine) soit $0.30 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 828 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquées tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern townships, formed under decree number 828 of July 16th, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 775 of July 25th, 1956, part "E" in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 as amended), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree and amendments according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 25, 1956 to July 25, 1957; such levy to be laid as follow:

a) The professional employers governed by the said decree, number 828, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 828, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, ($61.25 per week) $0.30 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 828, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five days notice to fulfil his obligation towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 25 juillet 1956 et le 25 juillet 1957.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST
Terrasse Pacifique, Sherbrooke, P. Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 25 juillet 1956 et le 25 juillet 1957.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 5,500.00
Artisans	600.00
Salariés	5,500.00
Honoraires d'examen	200.00
Recettes diverses	200.00
	$12,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétariat et inspection	$ 6,500.00
Dépenses de voyage — inspection	2,200.00
Local, entretien et électricité	500.00
Examens et assemblées	350.00
Dépenses de bureau et papeterie	500.00
Assurance-chômage	80.00
Téléphone	100.00
Vérification des livres	120.00
Timbres et échange	250.00
Bureau des examinateurs	150.00
Taxes et assurances	500.00
Frais légaux	200.00
Ameublement de bureau	200.00
Divers et imprévu	350.00
	$12,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 août 1956. 42875-o

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships for the period comprised between July 25th, 1956 and July 25th, 1957.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE OF THE EASTERN TOWNSHIPS
Terrasse Pacifique, Sherbrooke, P. Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 25th, 1956 and July 25th, 1957.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 5,500 00
Artisans	600 00
Employees	5,500 00
Examination fees	200 00
Miscellaneous	200 00
	$12,000 00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary's office and inspection	$ 6,500 00
Travelling expenses; Inspection	2,200.00
Office rent, maintenance and electricity	500.00
Examination and meetings	350.00
Office expenses and stationery	500.00
Unemployment insurance	80.00
Telephone	100.00
Audition	120.00
Postage and bank charges	250.00
Board of Examiners	150.00
Taxes and insurance	500.00
Legal fees	200.00
Office equipment	200.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	350.00
	$12,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 4th, 1956. 42875-o

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont situées dans une ville dont la population dépasse cinq mille âmes:

Municipalité de la ville de Rimouski, comté de Rimouski;

Route N° 10, Rivière-du-Loup, Rimouski, Ste-Flavie, sur une longueur de 13,115 pieds; avenue de la Cathédrale, sur une longueur de 2,700 pieds; rue Tessier, sur une longueur de 3,600 pieds; rue de l'Évêché, sur une longueur de 4,247 pieds; rue St-Jean-Baptiste Ouest, sur une longueur de 8,200 pieds; rue Rouleau, sur une longueur de 2,700 pieds; rue St-Germain, sur une longueur de 2,660 pieds; raccordement entre l'ancienne et la nouvelle route N° 10, sur une longueur de 1,200 pieds; et ancienne route N° 10, sur une longueur de 3,696 pieds.

Québec, le 24 juillet 1956.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

42891-o

Department of Roads

NOTICE

The Roads Department shall cease, in future, to maintain the road sections herebelow designated, because they are situated in a city the population of which exceeds five thousand souls:

Municipality of the city of Rimouski, county of Rimouski:

Route No. 10, Rivière-du-Loup, Rimouski, Ste-Flavie, upon a length of 13,115 feet; Cathedral Avenue, upon a length of 2,700 feet; Tessier street, upon a length of 3,600 feet; L'Évêché street, upon a length of 4,247 feet; St. Jean-Baptiste street, West, upon a length of 8,200 feet; Rouleau street, upon a length of 2,700 feet; St. Germain street, upon a length of 2,660 feet; the junction between the old and new route No. 10, upon a length of 1,200 feet; the old route No. 10, upon a length of 3,696 feet.

Quebec, July 24, 1956.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

42891

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route 26, St-Jean-Port-Joli — St. Pamphile comté de L'Islet.

Dans la municipalité de St-Damase-de-L'Islet:

Une section de 500 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot P. 31; une section de 300 pieds au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot P. 174.

Dans la municipalité de Tourville:

Une section de 650 pieds au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots 35 et 39.

Route 34, Trois-Rivières — Mégantic — Woburn.

Dans la municipalité de St-Célestin, comté de Nicolet:

Une section de 960 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots 67, 69 et 70.

Route 6, Tour de la Gaspésie, comté de Gaspé-nord.

Dans la municipalité de Duchesnay:

Une section de 2050 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots 48 à P. 50 inclusivement.

Dans la municipalité de Christie:

Une section de 550 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots P. 40A et P. 41D.

Dans le comté de Joliette.

Route 42, Berthier — Joliette — St-Côme.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Alphonse-de-Rodriguez:

Une section de 450 pieds à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot 24; une section de 1400 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots P. 24 et P. 25.

Route 43, Berthier — St-Michel-des-Saints.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Emélie-de-L'Énergie:

Une section de 300 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lors P. 19 et P. 20; une section de 610 pieds à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots P. 19 et P.20.

Chemin de St-Jean-de-Matha.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Béatrix:

Une section de 310 pieds au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot 263; un section de 180 pids au sud-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot 275.

Chemin du Domaine.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Mélanie:

Une section de 1650 pieds à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots 79 et 174.

Rang St-Charles.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Thomas:

Une section de 650 pieds à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots P.83, P. 84 et P. 85.

Québec, le 24 juillet 1956.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

42891-o

NOTICE

The Department of Roads shall, hereafter, cease to maintain sections of roads hereinafter described, because thay have become useless for traffic purposes:

Route 26, St. Jean-Port-Joli — St. Pamphile county of L'Islet.

In the Municipa.ity of St. Damase-de-L'Islet:

A section of 500 feet east of the new route, on or facing lot P. 31; section of 300 feet northeast of the new route, on or facing lot P. 174.

In the Municipality of Tourville:

A section of 650 feet northeast of the new route, on or facing lots 35 and 39.

Route 34, Trois Rivières — Megantic — Woburn.

In the Municipality of St. Célestin, County of Nicolet:

A section of 960 feet north of the new route, on or facing lots 67, 69 and 70.

Route 6, Tour of Gaspé, county of Gaspé-North.

In the Municipality of Duchesnay:

A section of 2050 feet north of the new route, on or facing lots 48 to P. 50 inclusive.

In the Municipality of Christie:

A section of 550 feet north of the new route, on or facing lots P. 40A and P. 41D.

In the County of Joliette.

Route 42, Berthier — Joliette — St. Côme.

In the Municipality of the Parish of St. Alphonse-de-Rodriguez:

A section of 450 feet west of the new route, on or facing lot 24; a section of 1400 feet southwest of the new route, on or facing lots P. 24 and P. 25.

Route 43, Berthier — St. Michel-des-Saints.

In the Municipality of the Parish of St. Émélie-de-l'Énergie:

A section of 300 feet east of the new route, on or facing lots P. 19 and P. 20; a section of 610 feet west of the new route, on or facing lots P. 19 and P. 20.

St. Jean-de-Matha Road.

In the Municipality of the Parish of St. Béatrix:

A section of 310 feet north of the new road, on or facing lot 263; a section of 180 feet southwest of the new road, on or facing lot 275.

Du Domaine Road.

In the Municipality of the Parish of St. Mélanie:

A section of 1650 feet east of the new road, on or facing lots 79 and 174.

Range St. Charles.

In the Municipality of the Parish of St. Thomas:

A section of 650 feet west of the new road, on or facing lots P. 83, P. 84 and P. 85.

Quebec July 24th, 1956.

ANTONIO TALBOT,
Department of Roads.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Chapdelaine	Gérard	20	Sherbrooke	Séminaire St-Charles, Borromée, Sherbrooke.

Sherbrooke, ce 24 juillet 1956 — Sherbrooke, July 24th, 1956.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
CHARLES LEBLANC,
42862-o Secretary of the Bar of St. Francis.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes ,que "Victoria Insurance Company of Canada", enrégistrée sous le numéro 575, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 294 qui l'autorise, à compter du 1er juillet 1956, à effectuer dans la province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (à l'exclusion de bris de machine); Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur Erskine Buchanan, C.R., 201 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 juillet 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
42892-31-2-o Surintendant des assurances.

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Victoria Insurance Company of Canada", registered under number 575, has obtained the license and certificate of registration number 294 authorizing it, as from the 1st of July 1956, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Inland transportation; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft.

The head office of the company is situate at Toronto, Ontario.

The company has appointed Mr. Erskine Buchanan, Q.C., 201 Notre Dame street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of July 1956.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
42892-31-2-o Superintendent of Insurance.

Sièges sociaux

(P.G. 11359-56)

SOMERSET LUMBER COMPANY, LIMITED

Règlement N° 35

Re: Changement de situation du siège social.

Le siège social de la compagnie est transporté de St-Paul de Montmagny, comté de Montmagny, P.Q. à la Ville de Montmagny, comté de Montmagny, P.Q.

Copie certifiée.

Le Secrétaire,
42874 (Signé) Mme ROGER COULOMBE.

Head Offices

(A.G. 11359-56)

SOMERSET LUMBER COMPANY' LIMITED

By-Law No. 35

Re: Change of head office.

The head office of the Company is changed from St. Paul de Montmagny, county Montmagny, P.Q. to the town of Montmagny, county Montmagny, P.Q.

Certified copy
(sgd.) Mme ROGER COULOMBE,
42874-o Secretary.

Canada, province de Québec, district de Québec

Avis du changement d'adresse du bureau principal de La Corporation de Prêt et Revenu-Saving and Investment Corporation.

Avis est donné que la Corporation de Prêt et Revenu-Savings and Investment Corporation, constituée en corporation en vertu d'une charte spéciale émise par la Législature de Québec en date du 22ème jour de janvier 1955, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au N° 219 de la rue St-Jean, l'a transporté à 46 rue d'Youville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Corporation de Prêt et Revenu comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 20è jour de juillet 1956.

Le Secrétaire autorisé,
42887-o HENRI PAUL DROUIN.

J. Lamontagne Limitée

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "J. Lamontagne Limitée", dûment incorporée par lettres patentes de la Province de Québec en date du deux mai mil neuf cent cinquante-six (1956) et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son dit siège social à 6555 Chemin Côte-des-Neiges, Montréal.

Daté à Montréal, le onzième jour du mois de juillet mil neuf cent cinquante-six (1956).

Le Secrétaire,
42888-o HENRI ALLAIRE.

(P.G. 10841-56)

Les Produits Laitiers Cartier Inc.

Extrait des règlements de la compagnie:

Extrait:

"Règlement N° 1 Le bureau-chef et le bureau principal de la compagnie, situé à Québec, P.Q., suivant les lettres patentes, est et sera situé à Grondines, Co. Portneuf, P.Q. et dorénavant cette place sera considérée comme étant son domicile légal."

Pour copie conforme,

Grondines, ce 29e jour de mai 1956.

Le Secrétaire,
42889-o PAUL-ANDRÉ THIBAULT.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Davies Irwin Ltd." constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 24e jour de mai 1955, a établi son siège social à Ville Mont-Royal, P.Q., à 121 chemin Bates.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Ville Mont-Royal, P.Q., ce 31e jour de juillet 1956.

(Sceau) Le Secrétaire,
42905 WALTER G. BOTTING.

"C.E. Dionne & Fils Limitée"

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "C.E. Dionne & Fils Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du onze octobre mil neuf cent cinquante-cinq, a établi son siège social au N° 97, de l'Avenue St-Jérôme, à Matane.

Canada, province of Quebec, district of Quebec

Notice of change of address of the main office of the Corporation de Prêt et Revenu-Savings and Investment Corporation.

Notice is given that the Corporation de Prêt et Revenu—Savings and Investment Corporation, incorporated under a special charter issued by the Quebec Legislature dated the 22nd day of January, 1955, and having its main office in the City of Quebec where its office was situated until this present date at No. 219 St. John street, has transferred it to 46 d'Youville Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Corporation de Prêt et Revenu as being its head office.

Given at Quebec this 20th day of July, 1956.

HENRI-PAUL DROUIN,
42887 Authorized Secretary.

J. Lamontagne Limitée

Notice is hereby given that the company "J. Lamontagne Limitée", duly incorporated by letters patent of the Province of Quebec under date of the second day of May, one thousand nine hundred and fifty-six (1956) and having its head office in the city of Montreal, has established said head office at 6555 Côte des Neiges Road, Montreal.

Dated at Montreal, the eleventh day of the Month of July, one thousand nine hundred and fifty-six (1956).

HENRI ALLAIRE,
42888 Secretary.

(A.G. 10841-56)

Les Produits Laitiers Cartier Inc.

Excerpt from the Company's By-Laws:

Excerpt:

"By-law No. 1 The head office and principal place of business of the Company, situated at Quebec, P.Q. according to letters patent, is and shall be situated at Grondines, Co. Portneuf, P.Q. and hereafter this place shall be considered as being its legal domicile."

True copy.

Grondines, this 29th day of May 1956.

PAUL-ANDRÉ THIBAULT,
42889 Secretary.

Notice is hereby given that "Davies Irwin Ltd.," incorporated by letters Patent issued under Part I of the Quebec Companies Act, on the 24th day of May, 1955, has established its head office in the Town of Mount Royal, P.Q. at 121 Bates Road.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as its head office.

Dated at the Town of Mount Royal, P. Q., this 31st day of July, 1956.

(Seal) WALTER G. BOTTING,
42905-o Secretary.

"C.E. Dionne & Fils Limitée"

Notice is hereby given that the Company "C.E. Dionne & Fils Limitée", incorporated by letters patent dated October eleventh, one thousand nine hundred and fifty-five, has established its head office at No. 97 St. Jerome Avenue, at Matane.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires de la compagnie.

En foi de quoi j'ai signé à Matane, ce trentième jour de juillet mil neuf cent cinquante-six.

(Sceau) "C.E. Dionne & Fils Limitée".
42906-o Par: BENOIT DIONNE.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the company's principal place of business.

In faith of which I have signed at Matane, this thirtieth day of July, one thousand nine hundred and fifty-six.

(Seal) 'C.E.Dionne & Fils Limitée".
42906 By. BENOIT DIONNE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Paul d'Aylmer", en date du 22 juin 1956, dont le siège social est situé à Aylmer, comté de Gatineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le treize juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la Province,
42901-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Paul d'Aylmer" under date June 22, 1956, whereof the head office is at Aylmer, county of Gatineau, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42901 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus", en date du 19 juin 1956, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le six juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la Province,
42902-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus", under date of June 19, 1956, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of July 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42902 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Port Daniel", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux et ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-trois juin 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Port-Daniel, comté de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la Province,
42903-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Port Daniel", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the twenty-third day of June 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Port Daniel, County of Bonaventure.

JEAN BRUCHÉSI,
42903 Under Secretary of the Province.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-WILFRID-DE-BARNSTON
(Comté de Stanstead)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, D. J. Lamoureux, secrétaire-trésorier, Kingscroft, Comté de Stansteead, jusqu'à 8.30 hrs p.m., lundi, le 20 août 1956, pour l'achat de $52,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Wilfrid-de-Barnston, Comté de Stanstead, datées du 1er septembre 1956 et remboursables par séries du 1er septembre 1957 au 1er septembre 1976 inclusivement, avec inté-

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. WILFRID-DE-BARNSTON
(County of Stanstead)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned D. J. Lamoureux, Secretary-treasurer, Kingscroft, county of Stanstead, until 8.30 o'clock p.m., Monday, August 20, 1956 for the purchase of an issue of $52,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St. Wilfrid-de-Barnston, county of Stanstead, dated Segtember 1st, 1956 and redeemable serially from September 1st., 1957 to September 1st, 1976, inclusively, with inte-

rêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 30 mai 1956 — Construction d'une école complémentaire dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$52,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1957	x$17,000 00
1er septembre 1958	x 18,000 00
1er septembre 1959	500 00
1er septembre 1960	500 00
1er septembre 1961	500 00
1er septembre 1962	500 00
1er septembre 1963	500 00
1er septembre 1964	1,000 00
1er septembre 1965	1,000 00
1er septembre 1966	1,000 00
1er septembre 1967	1,000 00
1er septembre 1968	1,000 00
1er septembre 1969	1,000 00
1er septembre 1970	1,000 00
1er septembre 1971	1,000 00
1er septembre 1972	1,000 00
1er septembre 1973	1,000 00
1er septembre 1974	1,500 00
1er septembre 1975	1,500 00
1er septembre 1976	1,500 00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $35,936.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $17,968 chacun, en 1957 et 1958, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ayer's Cliff, comté de Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payable à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ayer's Cliff, comté de Stanstead.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 août 1956, à 8.30 heures p.m., à l'école de l'arrondissement N° 1 dans le village de Kingscroft.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kingscroft (Comté de Stanstead), ce 30 juillet 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
D. J. LAMOUREUX.

Kingscroft,
(Stanstead), P.Q. 42890-o

rest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st. and September 1st. of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated May 30, 1956 — Erection of a complementary School in Ward No. 1.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from September 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $52,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1957	x$17,000.00
September 1st, 1958	x 18,000.00
September 1st, 1959	500.00
September 1st, 1960	500.00
September 1st, 1961	500.00
September 1st, 1962	500.00
September 1st, 1963	500.00
September 1st, 1964	1,000.00
September 1st, 1965	1,000.00
September 1st, 1966	1,000.00
September 1st, 1967	1,000.00
September 1st, 1968	1,000.00
Segtember 1st, 1969	1,000.00
September 1st, 1970	1,000.00
September 1st, 1971	1,000.00
September 1st, 1972	1,000.00
September 1st, 1973	1,000.00
September 1st, 1974	1,500.00
September 1st, 1975	1,500.00
September 1st, 1976	1,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $35,936.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $17,968.00 each, from 1957 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ayer's Cliff, county of Stanstead.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Ayer's Cliff, county of Stanstead.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 20, 1956, at 8.30 o'clock p.m., at the School of Ward 1 in the village of Kingscroft.

The School Commissionners are not bound to Accept the highest or any of the tenders.

Kingscroft (County of Stanstead), this July 30, 1956.

D. J. LAMOUREUX,
Secretary-Treasurer.

Kingscroft,
(Stanstead), P.Q. 42890

Province de Québec

VILLAGE DE LAC DES ÉCORCES
(Comté de Labelle)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Victor Paquette, secrétaire-trésorier, Village de Lac des Écorces, comté de Labelle, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 21 août 1956, pour l'achat de $175,000.00 d'obligations du village de Lac des Écorces, comté de Labelle, datées du 1er mai 1956 et remboursables par séries du 1er mai 1957 au 1er mai 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% pour les échéances de 1957 à 1966 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1967 à 1971 inclusivement, et non supérieur à 4½% pour les échéances de 1957 à 1971 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Règlement d'emprunt N° 10 — Travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $175,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mai 1957	$ 2,500.00
1er mai 1958	3,000.00
1er mai 1959	3,000.00
1er mai 1960	3,000.00
1er mai 1961	3,000.00
1er mai 1962	3,500.00
1er mai 1963	3,500.00
1er mai 1964	3,500.00
1er mai 1965	4,000.00
1er mai 1966	4,000.00
1er mai 1967	4,500.00
1er mai 1968	4,500.00
1er mai 1969	4,500.00
1er mai 1970	5,000.00
1er mai 1971	123,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont-Laurier, comté de Labelle.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Mont-Laurier, comté de Labelle.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 août 1956, à 8.00 heures p.m., dans le soubassement de l'église, Lac des Écorces, comté de Labelle.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac des Écorces (comté de Labelle), ce 31 juillet 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
VICTOR PAQUETTE.

Lac des Écorces Village,
(Comté de Labelle), P.Q. 42909-o

Province of Quebec

VILLAGE DE LAC DES ÉCORCES
(County of Labelle)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Victor Paquette, secretary-treasurer, Lac des Écorces Village, county of Labelle, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, August 21, 1956, for the purchase of an issue of $175,000.00 of bonds of the Lac des Écorces Village, county of Labelle, dated May 1st, 1956 and redeemable serially from May 1st, 1957 to May 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 3% for maturities from 1957 to 1966 inclusively, not less than 4½% for maturities from 1967 to 1971 inclusively, and not more than 4½% for maturities from 1957 to 1971 inclusively payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year.

Loan by-law No. 10 — Work done on waterworks and sewers.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from September 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $175,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
May 1st, 1957	$ 2,500.00
May 1st, 1958	3,000.00
May 1st, 1959	3,000.00
May 1st, 1960	3,000.00
May 1st, 1961	3,000.00
May 1st, 1962	3,500.00
May 1st, 1963	3,500.00
May 1st, 1964	3,500.00
May 1st, 1965	4,000.00
May 1st, 1966	4,000.00
May 1st, 1967	4,500.00
May 1st, 1968	4,500.00
May 1st, 1969	4,500.00
May 1st, 1970	5,000.00
May 1st, 1971	123,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Mont-Laurier, county of Labelle.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Mont-Laurier, county of Labelle.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 21, 1956, at 8.00 o'clock p.m., in the basement of the church, Lac des Écorces, county of Labelle.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lac des Écorces (county of Labelle), July 31, 1956.

VICTOR PAQUETTE,
Secretary-Treasurer.

Village of Lac des Écorces,
(County of Labelle), P.Q. 42909

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE CHICOUTIMI-NORD
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, David Boucher, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 hrs, p.m., lundi, le 20 août 1956, pour l'achat de $260,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi datées du 1er mai 1956 et remboursables par séries du 1er mai 1957 au 1er mai 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 19 avril 1956 — Construction d'une école de garçons dans la paroisse St-Luc et achat de terrains.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $260,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er mai 1957	x $28,000.00
1er mai 1958	x 29,000.00
1er mai 1959	x 30,000.00
1er mai 1960	x 31,000.00
1er mai 1961	x 32,000.00
1er mai 1962	5,000.00
1er mai 1963	5,000.00
1er mai 1964	6,000.00
1er mai 1965	6,000.00
1er mai 1966	7,000.00
1er mai 1967	7,000.00
1er mai 1968	7,000.00
1er mai 1969	7,000.00
1er mai 1970	8,000.00
1er mai 1971	8,000.00
1er mai 1972	8,000.00
1er mai 1973	9,000.00
1er mai 1974	9,000.00
1er mai 1975	9,000.00
1er mai 1976	9,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $143,494.40, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $28,698.88 chacun, de 1957 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF CHICOUTIMI-NORTH
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, David Boucher, Secretary-Treasurer, Town Hall, Chicoutimi-North, county of Chicoutimi, until 8.00 o'clock p.m., Monday, August 20, 1956, for the purchase of an issue of $260,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of Chicoutimi-North, county of Chicoutimi, dated May 1st, 1956 and redeemable serially from May 1st, 1957 to May 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 19, 1956 — Construction of a boys' school in the parish of St. Luc and purchase of land.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from September 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $260,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
May 1st., 1957	x $28,000 00
May 1st., 1958	x 29,000 00
May 1st., 1959	x 30,000 00
May 1st., 1960	x 31,000 00
May 1st., 1961	x 32,000 00
May 1st., 1962	5,000 00
May 1st., 1963	5,000 00
May 1st., 1964	6,000 00
May 1st., 1965	6,000 00
May 1st., 1966	7,000 00
May 1st., 1967	7,000 00
May 1st., 1968	7,000 00
May 1st., 1969	7,000 00
May 1st., 1970	8,000 00
May 1st., 1971	8,000 00
May 1st., 1972	8,000 00
May 1st., 1973	9,000 00
May 1st., 1974	9,000 00
May 1st., 1975	9,000 00
May 1st., 1976	9,000 00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $143,494.40 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $28,698.88 each, from 1957 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi-North, county of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 août 1956, à 8 heures p.m., en la salle de l'Hôtel de Ville, Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi-Nord (Comté de Chicoutimi), ce 30 juillet 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
DAVID BOUCHER.

Hôtel de Ville, Chicoutimi-Nord,
(Comté de Chicoutimi), P.Q. 42907-o

The tenders will be opened and con sderedaati meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 20, 1956, at 8.00 o'clock p.m. in the assembly room of the Town Hall of Chicoutimi-North, county of Chicoutimi.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi-North, (County of Chicoutimi), July 30, 1956.

DAVID BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Chicoutimi-North,
(County of Chicoutimi), P.Q. 42907

Province de Québec

PAROISSE DE ST-ALEXIS-DE-MATAPÉDIA
(Comté de Bonaventure)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées 'Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lionel Richard, secrétaire-trésorier, C.P. 23, St-Alexis-de-Matapédia, comté de Bonaventure, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 21 août 1956, pour l'achat de $33,000, d'obligations de la paroisse de St-Alexis-de-Matapédia, comté de Bonaventure, datées du 1er juillet 1956 et remboursables par séries du 1er juillet 1957 au 1er juillet 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 110 — Achat d'une machine à niveler automotrice et construction d'un garage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $33,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1957	$2,500.00
1er juillet 1958	2,500.00
1er juillet 1959	2,500.00
1er juillet 1960	2,500.00
1er juillet 1961	2,500.00
1er juillet 1962	3,000.00
1er juillet 1963	3,000.00
1er juillet 1964	3,000.00
1er juillet 1965	3,000.00
1er juillet 1966	3,500.00
1er juillet 1967	500.00
1er juillet 1968	500.00
1er juillet 1969	500.00
1er juillet 1970	500.00
1er juillet 1971	500.00
1er juillet 1972	500.00
1er juillet 1973	500.00
1er juillet 1974	500.00
1er juillet 1975	500.00
1er juillet 1976	500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Causapscal, comté de Matapédia.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Causapscal, comté de Matapédia.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec,

Province of Quebec

PARISH OF ST-ALEXIS-DE-MATAPÉDIA
(County of Bonaventure)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Lionel Richard, Secretary-Treasurer, P.O.B. 23, St. Alexis-de-Matapédia, county of Bonaventure, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday, August 21, 1956, for the purchase of an issue of $33,000.00 of bonds of the parish of St. Alexis-de-Matapédia, county of Bonaventure, dated July 1st 1956, and redeemable serially from July 1st, 1957 to July 1st, 1976, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 110 — Purchase of an automatic levelling machine and construction of a garage.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from September 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $33,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
July 1st., 1957	$2,500.00
July 1st., 1958	2,500.00
July 1st., 1959	2,500.00
July 1st., 1960	2,500.00
July 1st., 1961	2,500.00
July 1st., 1962	3,000.00
July 1st., 1963	3,000.00
July 1st., 1964	3,000.00
July 1st., 1965	3,000.00
July 1st., 1966	3,500.00
July 1st., 1967	500.00
July 1st., 1968	500.00
July 1st., 1969	500.00
July 1st., 1970	500.00
July 1st., 1971	500.00
July 1st., 1972	500.00
July 1st., 1973	500.00
July 1st., 1974	500.00
July 1st., 1975	500.00
July 1st., 1976	500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Causapscal, county of Matapedia.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Causapscal, county of Matapedia.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941,

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 août 1956, à 7.30 heures, p.m., en la salle paroissiale, St-Alexis-de-Matapédia, comté de Bonaventure.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Alexis-de-Matapédia, (Comté de Bonaventure), ce 31 juillet 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
LIONEL RICHARD.

C.P. 23 St-Alexis-de-Matépédia
(Comté de Bonaventure), P.Q. 42910-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE L'ENFANT-JÉSUS
(Comté de Beauce)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Donat Grenier, secrétaire-trésorier, C.P. 143, Vallée-Jonction, comté de Beauce, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 22 août 1956, pour l'achat de $305,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la muuicipalité de l'Enfant-Jésus, comté de Beauce, datées du 1er septembre 1956 et remboursables par séries du 1er septembre 1957 au 1er septembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 23 juin 1956 — Construction d'une école complémentaire et supérieure de douze classes au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $305,000.00 — 20 ans.

Année		*Capital*
1er septembre 1957	x	$36,000.00
1er septembre 1958	x	37,000.00
1er septembre 1959	x	38,500.00
1er septembre 1960	x	40,500.00
1er septembre 1961	x	42,000.00
1er septembre 1962		5,500.00
1er septembre 1963		5,500.00
1er septembre 1964		6,000.00
1er septembre 1965		6,000.00
1er septembre 1966		6,500.00
1er septembre 1967		6,500.00
1er septembre 1968		7,000.00
1er septembre 1969		7,000.00
1er septembre 1970		7,500.00
1er septembre 1971		8,000.00
1er septembre 1972		8,500.00
1er septembre 1973		8,500.00
1er septembre 1974		9,000.00
1er septembre 1975		9,500.00
1er septembre 1976		10,000.00

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday August 21, 1956, at 7.30 o'clock p.m. at the parochial hall St. Alexis-de-Matapedia, county of Bonaventure.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Alexis-de-Matapédia, (County of Bonaventure), July 31, 1956.

LIONEL RICHARD,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 23, St-Alexis-de-Matapédia.
(County of Bonaventure), P.Q. 42910

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF L'ENFANT-JÉSUS
(County of Beauce)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Donat Grenier, Secretary-Treasurer, P.O.B. 143, Valley-Junction, county of Beauce, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, August 22, 1956, for the purchase of an issue of $305,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of l'Enfant-Jésus, county of Beauce, dated September 1st, 1956 and redeemable serially from September 1st 1957 to September 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 23, 1956 — Construction of a complementary and high school of twelve classrooms in the village.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $305,000.00 — 20 years.

Year		*Capital*
September 1st, 1957	x	$36,000.00
September 1st, 1958	x	37,000.00
September 1st, 1959	x	38,500.00
September 1st, 1960	x	40,500.00
September 1st, 1961	x	42,000.00
September 1st, 1962		5,500.00
September 1st, 1963		5,500.00
September 1st, 1964		6,000.00
September 1st, 1965		6,000.00
September 1st, 1966		6,500.00
September 1st, 1967		6,500.00
September 1st, 1968		7,000.00
September 1st, 1969		7,000.00
September 1st, 1970		7,500.00
September 1st, 1971		8,000.00
September 1st, 1972		8,500.00
September 1st, 1973		8,500.00
September 1st, 1974		9,000.00
September 1st, 1975		9,500.00
September 1st, 1976		10,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $191,066.25, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $38,201.25 chacun, de 1957 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Vallée-Jonction, comté de Beauce.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Vallée-Jonction, comté de Beauce.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 22 août 1956, à 8.00 heures p.m., en la salle municipale, Vallée-Jonction, comté de Beauce.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vallée-Jonction, (Comté de Beauce), ce 31 juillet 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
DONAT GRENIER.

C.P. 143, Vallée-Jonction,
(Comté de Beauce), P. Q. 42908-o

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $191,006.25 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $$38,201.25 each, from 1957 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest, if any, by certified cheque payable at par at Valley Junction, county of Beauce.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Valley Junction, county of Beauce.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, August 22, 1956, at 8.00 o'clock p.m. at the municipal hall, Valley Junction, county of Beauce.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Valley Junction, (County of Beauce), July 31, 1956.

DONAT GRENIER,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 143, Valley Junction,
County of Beauce), P. Q. 42908

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, N° 47 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Lionel Ouellet, Price, Cté Matane, P.Q. débiteur et Gérard Blais, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir :

Désignation : Le numéro douze de subdivision du numéro huit (8-12), et le numéro un, de subdivision du numéro neuf (9-1), du rang A, du canton Cabot au cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, village de Price, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Partie du numéro trois (P. de 3) au cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Lepage, étant un terrain de forme irrégulière, situé dans la paroisse de St-Joseph de Lepage, mesurant cent quatre-vingt-neuf pieds de largeur sur neuf cent quatre-vingt-dix-sept pieds de profondeur, la ligne de séparation avec Charles Harton, et de onze cent quarante-deux pieds, de l'autre côté, tel que clôturé, borné au nord par le chemin de front du rang, à l'est par la terre de Charles Harton, au sud-est par Price Brothers & Co. Ltd. et à l'ouest par Joseph Bérubé.

Seront vendus à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de St-Octave de Métis, village de Price, Cté Matane, P.Q. LUNDI, le

Sales — Bankrupcy Act

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court "Sitting in Bankruptcy" No. 47 (1956). In the matter of the bankruptcy of Lionel Ouellet, Price, Co. Matane, P.Q., debtor, and Gerard Blais, Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveables, to wit :

Description: No. 12 of the subdivision of the original lot number 8 (8-12) and lot number one of the subdivision of the original lot number nine (9-1) range A in Cabot Township of the official plan and book reference of the parish of St-Octave de Metis, Village of Price, with all buildings erected thereon.

A certain emplacement of irregular form being lot part number three (P. of 3) on the official plan and book reference of the parish of St. Joseph de Lepage, having a total width of one hundred and eighty-nine feet, and having a depth of nine hundred and ninety-seven feet, separation line with Charles Harton, and having one thousand on hundred and forty-two feet on the other side, as fenced, bounded at the North by the road, at the East, by Price Brothers & Co. Ltd. and at West, by Joseph Bérubé.

Shall be sold by public auction, at the door of the parochial church of St. Octave de Metis, Village of Price, Co. Matane, P.Q. MONDAY,

DIX-SEPT SEPTEMBRE 1956, à ONZE heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Rimouski, le 24 juillet 1956 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions : Comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

De plus, l'acquéreur devra assumer une rente de $15.00 par année à M. Jean-Baptiste Ouellet, payable le 1er mai de chaque année jusqu'en l'an deux mil vingt-quatre.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 30 juillet 1956.

Le Syndic,
GÉRARD BLAIS.

Bureau de: Gérard Blais & Associés, C.A., 1833 est, rue Sherbrooke, Montréal.

42895-31-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 75 (1956), "En faillite". Dans l'affaire de a faillite de: Charles O. Beaulieu, épicier-boucher, Matane, Qué., débiteur et J. Alexandre Dansereau, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: La subdivision quatre-vingt-sept du lot cent quatre-vingt-deux (182-87) du cadastre officiel revisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la ville de Matane, étant un terrain mesurant cent deux pieds (102′) au nord-ouest, cinquante-trois pieds (53′) au nord-est, quatre-vingt-quinze pieds (95′) au sud-est, et quarante-neuf pieds et sept dixièmes (49.7′) au sud-ouest, contenant cinq mille vingt-trois pieds carrés (5,023 pi. car.) en superficie, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances."

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 30e jour de juillet 1956, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Jérôme de Matane, Matane, Qué., LUNDI le DIX SEPTEMBRE 1956 à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: Comptant. Un dépôt de $500.00 par chèque accepté ou en argent sera exigé de chaque enchérisseur.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements, et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 31e jour de juillet 1956.

Le Syndic,
J. ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau à:
31 rue St-Jacques ouest,
Montréal, Qué. BE 3324 42911-31-2-o

---

the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court, at Rimouski, July 24, 1956 and according to the provisions of articles 55 and the following of the Bankruptcy Act 1949, in order that said sale shall have the effect of a sheriff's sale in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions : Cash.

Over and above of the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% in accordance with the law.

Moreover, the purchaser will have to assume an annuity of $15.00 per year, payable to Mr. Jean Baptiste Ouellet, the first of May of each year, till two thousand and twenty fourth year.

For further information and the list of charges, application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, July 30, 1956.

GÉRARD BLAIS,

Office of: Gérard Blais & Associes, C.A., 1833 Sherbrooke St. East, Montreal.

42895-31-2-o Trustee.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 75 (1956), "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Charles O. Beaulieu, grocer-butcher, Matane, Que., plaintiff, and J. Alexandre Dansereau, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: Subdivision eighty-seven of lot one hundred and eighty-two (182-87) of the revised official cadastre for this part of the parish of St. Jerome of Matane, comprised within the limits of the town of Matane, being a plot of land measuring one hundred and two feet (102′) on the northwest, fifty-three feet (53′) on the northeast, ninety-five feet (95′) on the southeast, and forty-nine feet and seven-tenths (49.7′) on the southwest, containing five thousand twenty-three square feet (5,023 sq. ft.) in area, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies."

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (in bankruptcy) rendered on the thirtieth day of July 1956, at public auction according to law so that the said sale shall have the effect of a forced sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure, at parochial church door of the parish of St. Jerome of Matane, Matane, Que., MONDAY, the TENTH day of SEPTEMBER, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash. A deposit of $500.00 by accepted cheque or in money shall be required from each bidder.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay the Government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information, and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 31st day of July, 1956.

J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Office at:
31 St. James St. West,
Montreal, Que. BE 3324. 42911-31-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 385,502, Joseph Sansfaçon, demandeur, vs Fleurette Sansfaçon, défenderesse.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'Honorable Juge Édouard Tellier, le 31 mai 1956, dans une cause dans laquelle Joseph Sansfaçon, de cité et district de Montréal est demandeur, et Fleurette Sansfaçon, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Paul Dionne, des mêmes lieux, et ce dernier pour autoriser son épouse, est défenderesse, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

Un certain lot de terre, situé en la paroisse de l'Ile Bizard, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-huit de la subdivision du lot originaire cent vingt-huit (128-28) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Ile Bizard, mesurant soixante-et-dix pieds de largeur par cent quatre-vingt-huit pieds dans la ligne nord-est et cent quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage à perpétuité, à pied et en voiture et avec des animaux, en commun avec tous ceux y ayant droit, aux charges ordinaires d'entretien, dans une rue connus et désignée comme étant le numéro vingt-neuf de la subdivision dudit lot originaire numéro cent vingt huit (128-29) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Ile Bizard, pour communiquer de l'emplacement ci-dessus au chemin public".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIÈME jourd'AOÛT 1956, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice à Montréal, ou à tout autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieur, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposés au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et tout opposition afin de conserver devra être deposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les partie de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de $130.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur, par chèque visé, à l'ordre du Protonotaire de la Cour Supérieure.

Montréal, 9 juillet, 1956.

Les Procureurs du demandeur.
42811-29-2-o MATHIEU & MATHIEU.

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Montréal, Superior Court, No. 385,502, Joseph Sansfaçon, plaintiff, vs Fleurette Sansfaçon, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, and rendered by the Honourable Justice Édouard Tellier, on the 31st of May 1956, in a case in which Joseph Sansfaçon, of the City and District of Montreal, in plaintiff, and Fleurette Sansfaçon of the City and District of Montreal, wife separated as to property of Paul Dionne, of the same place, and the latter to authorize his wife, is defendant, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

A certain lot of land, situated in the parish of Ile Bizard, known and designated as being lot number twenty-eight of the subdivision of the original lot number one hundre and twenty-eight (128-28) on the official plan and book of reference of the parish of Ile Bizard, measuring seventy feet in width by one hundred and eighty eight feet along the north east line and one hundred and ninety-four feet in depth alond the south west line, the whole English measure and more or less, with a right of way in perpetuity on foot, or in a vehicle and with animals, in common with all those having right to it, with the usual burden of maintenance, in a street known and designated as being number twenty-nine of the subdivision of the said originai lot number one hundred and twenty-eight (128-29) on the official plan and book of reference of the parish of Ile Bizard, to communicate from the above mentioned site to the public road."

The above described immoveable will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder on the TWENTY-NINTH day of AUGUST 1956, et HALF past TEN o'clock in the forenoon in Court Room No 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circustances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court, any opposition to annul, to secure chages or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjucidation and any opposition for payment must be filed within six (6) days following adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition, within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of $130.00 shall be exacted before the sale from each and every bidder by certified cheque to the order of the Prothonotary of the Superior Court.

Montreal, July, 9th, 1956.

MATHIEU & MATHIEU,
42811-29-2-o Attorneys for the plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec, ville de Montréal-Est

Comté de Laval

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, F. Jos. Legris, Greffier de la ville de Montréal-Est, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil, en l'Hôtel de ville de Montréal-Est, numéro 11370 Est, rue Notre-Dame, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-six (1956), à DIX HEURES de l'avant-midi, (heure avancée de l'Est), pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêt ainsi que les frais subséquents, à moins que ces taxes, intérêt et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par sa résolution en date du 12 juillet 1956, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles à être vendus, sous l'autorité de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233).

Sales for Taxes

Province of Quebec, Town of Montreal-East

County of Laval

Public notice is hereby given by the undersigned F. Jos. Legris, town clerk of the town of Montreal East, that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by public auction, at the office of the Municipal Council, at the Town-Hall of Montreal East, civic number 11370 Notre-Dame Street East, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of AUGUST next, nineteen hundred and fifty-six (1956), at TEN O'CLOCK in the forenoon (daylight saving time), to satisfy the payment of the municipal special, school and other taxes, with interest and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by its resolution dated July 12th, 1956, has authorized and abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveable properties to be sold under the authority of article 550 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 233).

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéro du cadastre — Cadastral number	Subdivision
Brodeur ,Théodore	92	309
Gareau, J. Émile, Henri, Hervé, Léo, Yvonne, Adrienne, épouse Paul Tourville, Lucie, Aline, épouse Robert Mackay, Berthe, Jeanne, épouse Henri Chapleau, nu-propriétaires — proprietors, Dame Valérie Dumoulin, veuve de Joseph Osias Gareau, usufruitière — usufructuary	90	357, 358.
Landreville, Joseph	83	31.
Marion, Arthur Jean-Baptiste	70	105.
Martin, Georges	92	1223, 1224, avec bâtisses dessus érigées — with buildings thereon erected.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la Ville de Montréal-Est.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

The above immoveables are all on the Plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Montreal-East.

The said sale will be made with all active and passive sertitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Donné en la ville de Montréal-Est, ce dix-huitième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-six (1956).

(Vraie copie).

(Sceau) Le Greffier,

42847-30-2-o F. JOS. LEGRIS.

Given at the town of Montreal East, this eighteenth day of the month of july, nineteen hundred and fifty-six (1956).

(True copy).

(Seal) F. JOS. LEGRIS,

42847-30-2-o Town Clerk.

Province de Québec

District de Roberval

Municipalité de Canton Delisle

Avis public est, par les présentes, donné que la commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix-neuf juillet 1956 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles, ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes, dus à la corporation municipale de Canton Delisle, avec intérêt et frais, et, qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus, par encan public, dans

Province of Quebec

District of Roberval

Municipality of the Township of Delisle

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by a drecree under date of the nineteenth day of July 1956 — ordered the undersigned pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chap. 207) to sell the immoveables hereinafter designated in payment of tax arrears, owing to the Municipal Corporation of the township of Delisle, with interest and costs, and therefore the said immoveables shall be sold, by public auction, in the Public Hall of Saint

la salle publique de Saint-Coeur-de-Marie, JEUDI, le VINGT-TROIS AOÛT 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles, le ou avant le 30 juin 1956, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Georges Potvin, La demie Est du lot 27, rang 5.
2. Adelard Potvin, La demi Ouest du lot 27, ran 5.
3. Sucession Onésime Martel...

Une lisière de terrain faisant partie du lot 2, rang 2. Cette lisière traverse le lot en diagonale, comme suit:

Commençant à l'intersection de la ligne de division des lots 1 & 2, d'avec la ligne centrale de la voie ferrée au chainage 700-38, de là, en suivant ladite ligne centrale de la voie ferrée dans une direction nord-ouest, une distance de 1,387 pieds, jusqu'à son intersection avec la ligne de division des lots 2 & 3 au chainage 714-25, avec une largeur uniforme de 200 pieds au nord-est, et 100 pieds au sud-ouest, mesurée perpendiculairement avec la ligne centrale de la voie ferrée. Cette lisière de terrain contient une superficie de trois acres et quatre-dixièmes, plus ou moins, mesure anglaise. Ce terrain est borné comme suit: au nord-est et au sud-ouest, par le résidu du lot 2; à l'est, par le lot 1; à l'ouest, par le lot N.-P. 3-4 et par le lot P. 3, appartenant à Ernest Harvey ou représentants.

4. Henri Larouche.

a) Un emplacement faisant partie du lot 31, rang 5, mesurant 100 pieds de profondeur sur une largeur de 50. Borné: à l'ouest et au nord, par le résidu du lot 31; à l'est, par le terrain de Jos. Simard, et au sud, par le chemin de front.

b) Un terrain faisant partie du lot 30, rang 5, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, tel que clôturé et occupé. Borné: au nord et à l'est, par le résidu du lot 30; à l'ouest, par le lot 31; au sud, par le chemin public. Sous réserve des droits de la compagnie électrique du Saguenay pour le passage d'une ligne de transmission électrique, tels que concédés par un acte enregistré sous le No. 30915.

5. Edmond Bouchard.

Un terrain, mesurant une demie-acre de largeur, de l'est à l'ouest, sur une acre de profondeur, du nord au sud, faisant partie du lot 37, rang 5. Borné: au sud, au chemin de front des rangs 4 & 5; à l'est, au lot 36, appartenant à John Larouche ou représentants, et des autres côtés, au résidu du lot, dont il fait partie et appartenant à Anicet Bouchard ou représentants, sauf à distraire la servitude concédée à la compagnie électrique du Saguenay, par acte enregistré sous le N° 37614.

Tous les lots — ou parties de lots — ci-dessus mentionnés sont du cadastre de Canton Delisle.

Ils seront vendus avec toutes les bâtisses dessus construites, s'il y en a, et sujets à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera, en outre, sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Coeur-de-Marie, ce 10 juillet 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
42846-30-2-o NOËL DUFOUR.

Coeur de Marie, THURSDAY the TWENTY-THIRD day of AUGUST 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which taxes becoming due on or about the 30th. day of June 1956, shall have paid before the time of the sale.

1. Georges Potvin, The east half of lot 27, range 5.
2. Adelard Potvin, The west half of lot 27, range 5.
3. Onésime Martel estate.

A strip of land forming part of lot 2, range 2. Said strip crosses the lot diagonally, as follows:

Commencing at the intersection of the dividing line of lots 1 & 2, with the central line of the railroad at chain-measuring 700-38, thence, along the said railroad central line in a northwesterly direction, a distance of 1,387 feet, as far as its intersection with the dividing line of lots 2 & 3 at chain-measuring 714-25, with an uniform width of 200 feet northeasterly, and 100 feet southwesterly, measured perpendicularly with the railroad central line. This strip of land contains an area of three acres and four tenths, more or less, English measure. This land in bounded as follows: northeasterly and southwesterly, by the residue of lot 2; easterly, by lot 1; westerly, by lot N.-P. 3-4 and by lot P. 3, belonging to Ernest Harvey or representatives.

4. Henri Larouche.

a) An emplacement forming part of lot 31, range 5, measuring 100 feet in depth by a width of 50. Bounded: westerly and northerly, by the residue of lot 31; easterly, by the land of Jos Simard, and southerly, by the front road.

b) A piece of land forming part of lot 30, range 5, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, as fenced-in and occupied. Bounded: northerly, by and easterly, by the residue of lot 30; westerly, by lot 31; southerly, by the public road, Subject to the rights of the Saguenay Electric Company for right-of-way for an electrical transmission line, such as granted by registered deed beaning No. 30915.

5. Edmond Bouchard.

A piece of land measuring one half acre in width, from east to west, by a depth of one acre, north to south, forming part of lot 37, range 5, bounded: southerly, by the road fronting lots 4 & 5; easterly, by lot 36, belonging to John Larouche or representatives, and on the other sides, by the residue of the lot, of which it forms part, belonging to Anicet Bouchard or representatives, save and except the servitude granted the Saguenay Electric Company, by registered Deed bearing No. 37614.

All lots or parts of lots mentioned hereinabove are of the cadastre of the township of Delisle.

They shall be sold with all buildings erected thereon, if any, and subject to servitudes both active or passive, apparent or occult, which may affect them.

The purchasing price of each one of these immoveable shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to other provisions of the Quebec Municipal Commission.

Given at Saint Coeur-de-Marie, this July 10th, 1956.

NOËL DUFOUR,
42846-30-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE MONTRÉAL-NORD
(Comté de Laval)

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le VINGT-DEUX (22) AOÛT mil neuf cent cinquante-six (1956) à DIX (10) heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL-NORTH
(County of Laval)

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the town of Montreal-North, on WEDNESDAY the TWENTY-SECOND (22nd) of AUGUST, nineteen hundred and fifty-six (1956) at TEN (10) o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 23 juillet 1956, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, art. 550, tel qu'amendé par 24, Geo. V, chapitre 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 23rd 1956, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24, Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre — Cadastral	Subdivisions
Neil Camus (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	24	1, 2, 3, 4
Ovila Ménard (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected.)	30	212, 213
Mme-Mrs. Doris Harrison Haas	32	82
Georges Goyette (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	35	53, 54
Gaston Tremblay (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	37	125, 126
Thomas Murphy (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	48	8-2
Arthur Tardy (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	62	19, 20
Ernest Labelle (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	73	158, 159
Denis Charland (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	76-77	11-124, 12-123
Paul Trapp & Al	79	509, 510
Marcel Houle	79	516, 517, 518, 519
Mlle-Miss Noëlla Vaillancourt (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	82	387, 388
Wilfrid Morneau (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected).	115	133, 134, 135, 136, 137, 138

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives au occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce vingt-troisième (23e) jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-six (1956).

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
42854-30-2-o RENÉ BERGERON, C.A.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and situated in the town of Montreal-North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the town of Montreal-North, this 23rd day of July, nineteen hundred and fifty-six (1956).

(Seal) RENÉ BERGERON, C.A.,
42854-30-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, N° 23193. { LIONEL HENRI, entrepreneur de Plessisville, district d'Arthabaska,

demandeur vs HENRI DAIGLE, ci-devant de Plessisville district d'Arthabaska, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

La demie nord-est du lot 18/VI de l'arpentage primitif du canton de Somerset, étant le numéro 18*a* du rang VI du cadastre de la municipalité de Somerset-Sud, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fatima, à Plessisville, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1956 à TROIS heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 4 juillet 1956. 42781-28-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Magistrate's Court, No. 23193. { LIONEL HENRI, contractor of Plessisville, district of Arthabaska,

plaintiff; vs HENRI DAIGLE, formerly of Plessisville, district of Arthabaska, and now of unkown places, defendant.

The northeast half of lot 18/VI of the primitive survey of the township of Somerset, being number 18*a* of rang VI of the cadastre of the municipality of Somerset-South, with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Parochial Church of Notre-Dame de Fatima, at Plessisville, the FOURTEENTH day of AUGUST, 1956, at THREE o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, this 4th, 1956. 42781-28-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Cour du Magistrat — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, N° 20,776. à savoir: MAURICE GAGNÉ, puisatier, domicilié à St-Zacharie, comté Dorchester, contre LÉO BÉLANGER, résidant à St-Côme Linière, comté Beauce, à savoir:

Le lot N° dix-sept (17), rang trois (3), section B, canton de Linière, comté Beauce, St-Côme, ainsi que les bâtisses qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église, en la paroisse de St-Côme, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT,
St-Joseph de Beauce, le 1er août 1955.
[Première insertion: 4 août 1956]
[Seconde insertion: 18 août 1956]
42912-31-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Beauce

St. Joseph of Beauce, No. 20,776, to wit: MAURICE GAGNÉ, well-digger, domiciled at St. Zacharie, county of Dorchester, against LÉO BÉLANGER residing at St. Côme Linière, county of Beauce, to wit:

Lot No. seventeen (17) range three (3), section B, township of Linière, county of Beauce, St. Côme, as well as the buildings to be found thereon.

To be sold at the church door in the parish of St. Côme, the SEVENTH day of SEPTEMBER next at TWO o'clock in the afternoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Shériff.
St. Joseph of Beauce, August 1st, 1956.
[First insertion: August 4, 1956.]
[Second insertion: August 18, 1956.]
42912-31-2

Fieri Facias de Terris
Dans la Cour Supérieure,
District de Chicoutimi

Chicoutimi, à savoir: N° 18,399 INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORP., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à Chicoutimi, contre ALYRE TANGUAY, domicilié à St-Malachie Station, comté de Dorchester, à savoir:

Partie du lot 108 sur le 8ième rang, canton Frampton, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Malachie, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 1er août 1956.
42913-31-2-o
[Première insertion: 4 août 1956]
[Seconde insertion: 18 août 1956]

Fieri Facias de Terris
In the Superior Court,
District of Chicoutimi

Chicoutimi, to wit: No. 18,399 INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORP., corporation legally incorporated having a place of business at Chicoutimi, against ALYRE TANGUAY, domiciled at St. Malachie Station, county of Dorchester, to wit:

Part of lot 108 on the 8th range, township of Frampton, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door in the parish of St. Malachie, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph of Beauce, August 1st, 1956.
42913-31-2
[First insertion: August 4, 1956]
[Second insertion: August 18, 1956]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 351921. YVETTE LAPORTE, demanderesse vs MARCEL VINET, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Westmount, avenue Burton, désigné sous le numéro 100 (cent) de la subdivision officielle du lot originaire numéro 208 (deux cent huit) aux plan et livre de renvoi officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt pieds (20) de largeur par 79 (soixante-et-dix-neuf) pieds et 3 (trois) pouces de profondeur, mesure anglaise plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus construites notamment une maison portant le numéro civique 8 (huit) de ladite avenue Burton, en la cité de Westmount, dont le mur du côté est, est mitoyen avec la propriété voisine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1956, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 31 juillet 1956. 42916-31-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 351921. YVETTE LAPORTE, Plaintiff, vs MARCEL VINET, Defendant.

A lot of land situate in the city of Westmount, Burton Avenue, designated under number 100 (one hundred) of the official subdivision of the original lot number 208 (Two hundred and eight) on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal measuring twenty feet (20) in width by 79 (seventy-nine) feet and 3 (three) inches in depth, English measure, more or less.

With all the buildings thereon erected, notably a house bearing civic number 8 (eight) of the said Burton Avenue, in the city of Westmount, of which the east side wall is mitoyen with the neighboring property.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER 1956, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 31, 1956. 42916-31-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

ntréal, à savoir: N° 387691 { MADELEINE LANIEL, fille majeure usant de ses droits, de-

nderesse, vs JEAN PAUL NOLET, défendeur AUGUSTE DUFRESNE, régistrateur pour division d'enregistrement de Laval, Mis-en-se.

Comme appartenant au défendeur:

'Un emplacement situé en la ville de l'Abord-Plouffe ayant front sur la rue Saint-Charles, nu et désigné comme étant le lot numéro t onze de la subdivision officielle du lot ori-aire numéro cent soixante et un (161-111) plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Martin, mesurant quarante pieds de geur par soixante-quinze pieds de profondeur, sure anglaise de plus ou moins. Avec toutes bâtisses dessus érigées, portant le numéro ique 53 de la rue St-Charles, circonstances et pendances, sans aucune exception ni réserve ucune sorte."

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement comté de Laval, à Ste-Rose, le SEPTIÈME r de SEPTEMBRE 1956, à DEUX heures l'après-midi.

Le Shérif,
reau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 31 juillet 1956. 42915-31-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 387691 { MADELEINE LANIEL, spinster in full use of her rights, plaintiff, vs JEAN PAUL NOLET, defendant, & AUGUSTE DUFRESNE, Registrar for the Registry Division of Laval, Mis-en-cause.

As belonging to the defendant:

"An emplacement situated in the town of l'Abord-à-Plouffe having frontage on Saint-Charles Street, known and designated as being lot number one hundred and eleven of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty-one (161-111) on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Martin, measuring forty-feet in width by seventy-five feet in depth, English measure or more or less. With all the buildings thereon erected, bearing civic number 53 of St. Charles Street, circumstances and dependencies, without any exception nor reserve of any kind.

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, at Ste-Rose, on the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 31, 1956. 42915-31-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

ntréal, à savoir: N° 396288 { ASSISTANCE LOAN & FINANCE CORP., demanderesse, vs AMÉ-

ÉE PELCHAT, défendeur.

'Un emplacement connu et désigné sous le méro deux cent quarante-deux de la subdivi-n du lot numéro trente-deux (32-242) aux n et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vincent de Paul, avec toutes les constructions érigées, portant le numéro 414 de la rue St. bert, à Pont Viau.

Un emplacement faisant partie du lot trente-(Ptie. 36) aux plan et livre de renvoi officiels la paroisse de St-Vincent de Paul, mesurant quante-deux pieds de front par quatre-vingt-ux pieds de profondeur, plus ou moins mesure glaise, et bornée, ladite partie de lot comme t:

En front par la rue La Haye, en arrière par un sé verbalisé et résidu dudit lot et appartenant Raymond Jubinville, d'un côté au nord-ouest r une autre partie dudit lot numéro trente-six, ec toutes les constructions y érigées portant numéros 539 et 541 de la rue La Haye à Pont au."

Pour être vendu, à la porte de l'église parois-le de la paroisse St-Christophe de Pont-Viau, SIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1956, à EUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
reau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 31 juillet 1956. 42914-31-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 396288 { ASSISTANCE LOAN & FINANCE CORP., plaintiff, vs AMÉDÉE PELCHAT, defendant.

An emplacement known and designated under number two hundred and forty-two of subdivision of lot number thirty-two (32-242) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Vincent de Paul, with all the buildings thereon erected, bearing number 414 St. Hubert Street, at Pont Viau.

An emplacement forming part of lot thirty-six (Pt. 36) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Vincent de Paul, measuring fifty-two feet in front by eighty-two feet in depth, more or less, English measure, and bounded, the said part of lot as follows:

In front by La Haye Street, in rear, by a ditch, certified in writting and a residue of the said lot and belonging to Raymond Jubinville, on one side on the northwest by another part of the said lot number thirty-six with all the buildings thereon erected bearing numbers 539 and 541 of La Haye Street at Pont Viau."

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Christophe of Pont-Viau, on the SIXTH day of SEPTEMBER, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 31, 1956. 42914-31-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

ntréal, à savoir: N° 380115 { LE PROMOTEUR D'INDUSTRIE LIMITÉE, demanderesse, vs

ÉMI JOLICOEUR, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant lot N° 436 de la subdivision officielle du lot ginaire 66 (66-436) des plan et livre de renvoi ciels de la paroisse St-Antoine de Longueuil,

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 380115 { LE PROMOTEUR D'INDUSTRIE LIMITÉE, plaintiff, vs RÉMI JOLICOEUR, defendant.

A lot of land known and designated as being lot No. 436 of the official subdivision of the original lot 66 (66-436) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Antoine

mesurant 25 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 933 et 935 Chemin du Lac.

Pour être vendu, au Bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le SIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1956, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 31 juillet 1956. 42917-31-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 382391 { PAUL TRÉPANIER, demandeur vs ROLAND LORTIE *et al*, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs:

Un immeuble, connu comme étant la partie de lot originaire 63 du cadastre de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, dont la largeur est de 181 pieds par 125 pieds de profondeur, mesure anglaise, la ligne arrière étant parallèle au chemin Boulevard Lévesque; ce morceau de terre étant situé sur le chemin Boulevard Lévesque, à St-Vincent-de-Paul, du côté ouest de la terre vendue à Euclide Lessard, et étant borné à l'ouest par la ferme de Eustache Prud'homme, en front par le Boulevard Lévesque, en arrière, et de l'autre côté, par la terre vendue à Euclide Lessard, avec bâtisses dessus construites, portant les Nos. civiques 2529, 2531 et 2545 Boulevard Lévesque.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1956, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 31 juillet 1956. 42918-31-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 382391 { PAUL TRÉPANIER, plaintiff, vs ROLAND LORTIE *et al*, defendants.

As belonging to the said defendants:

An immoveable known as being that part of the original lot 63 of the cadastre of the parish of St. Vincent-de-Paul, of which the width is 181 feet by 125 feet in depth, English measure, the rear line being parallel to the Levesque Boulevard Road; this plot of land being situate on the Levesque Boulevard Road, at St. Vincent-de-Paul, on the west side of the farm sold at Euclide Lessard, and being bounded on the west by the farm of Eustache Prud'homme, in front by the Levesque Boulevard, in rear, and on the other side, by the farm sold to Euclide Lessard, with buildings thereon erected, bearing civic numbers 2529, 2531 and 2545 Levesque Boulevard.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Vincent-de-Paul, county of Laval, on the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 31, 1956. 42918-31-2

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, N° 2115. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, vs M. GUY LEMAY, de St-Léonard d'Aston, comté et district de Nicolet, défendeur.

"Une terre située en la paroisse de St-Léonard, dans la neuvième rang du canton d'Aston, contenant trois arpents de largeur, sur la profondeur des terres du rang, soit environ vingt-huit arpents, joignant du côté nord-est au terrain des représentants de Pierre Comeau, et du côté sud-ouest au lot numéro 67, avec maison et autres bâtisses et dépendances dessus laquelle terre comprend le lot numéro soixante-huit (68) et un arpent et demi de front du côté sud-ouest et sur la profondeur du lot numéro soixante-neuf (1½ arpt. S.O. 69) du cadastre officiel de la paroisse de St-Léonard, comté de Nicolet. A distraire le terrain de la voie ferrée des Chemins de fer Nationaux du Canada."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Léonard d'Aston, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1956 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 28 juillet, 1956. 42896-31-2-o

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 2115. { THE QUEBEC FARM LOAN BOARD, body politic apd corporate, having its head office at Quebec, Plaintiff, vs Mr. GUY LEMAY, of St. Leonard of Aston, County and district of Nicolet, Defendant.

"A farm situated in the parish of St. Leonard in the ninth range of the township of Aston, containing three arpents in width, by the depth of the farms of the range, albeit about twenty-eight arpents, joining on the northeast side the land of representatives of Pierre Comeau, and on the southwest side, lot number 67, with house and other buildings and dependencies thereon; lot number sixty-eight (68) to be comprised within said farm and an arpent and one-half frontage on the southwest side and upon the depth of lot number sixty-nine (1½ arpent S.W. 69) of the official cadastre of the parish of St. Leonard, county of Nicolet. To be withdrawn the land of the Canadian National Railways of Canada."

To be sold at the parochial church door of St. Leonard of Aston, on the FIFTH day of SEPTEMBER (1956) at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN.
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, July 28, 1956. 42896-31-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 83,309. { GEORGES GAUTHIER, garagiste, 27 Royale, Beaupré, Cté Montmorency, P.Q. contre ROBERT GAUTHIER, 4 rue Ste-Marguerite, Beaupré, Cté Montmorency, P.Q.

"Un terrain formant partie du lot numéro vingt-trois (N° 23) du cadastre officiel de la paroisse Ste-Anne de Beaupré, comté Montmorency, borné vers le sud par Alfred Desgagné, vers le nord par Dame F. X. Gauthier ou représentants, vers l'est par Onésime Gagnon, vers l'ouest à la rue de la Distillerie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Beaupré, Comté Montmorency, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 30 juillet 1956. 42897-31-2-o
[Première insertion : 4 août 1956]
[Deuxième insertion : 25 août 1956]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 83,309. { GEORGES GAUTHIER, garage-keeper, 27 Royale, Beaupré, County Montmorency, P.Q., against ROBERT GAUTHIER, 4, St. Marguerite St., Beaupré, County Montmorency, P.Q.

"A plot of land forming part of lot number twenty-three (No. 23) of the official cadastre of the parish of Ste-Anne de Beaupré, County of Montmorency, bounded on the south by Alfred Desgagné, on the north, by Dame F. X. Gauthier, or representatives, on the east, by Onésime Gagnon, on the west, by Distillerie Street, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne-de-Beaupré, county of Mnotmorency, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, July 30, 1956. 42897-31-2
[First insertion : August 4, 1956]
[Second insertion : August 25, 1956]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Bonaventure

Cour Supérieure, N° 18,246. { ALBERT PELLETIER, marchand, de l'endroit appelé L'Ascension de Patapédia, district de Bonaventure, demandeur vs THOMAS BERGERON, de l'endroit appelé L'Ascension de Patapédia, district de Bonaventure, défendeur.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations, bâtisses, circonstances et dépendances sur une portion de terrain décrit comme étant partie nord-est du lot primitif numéro cinq (P-5), étant maintenant connu sous le numéro cinq-B (5-B), rang un (I), Canton Patapédia, d'une superficie de soixante et un acres et demi (61½). Et en outre, une maison d'habitation et dépendances sise sur la partie sud-ouest dudit lot cinq-B (5-B), rang un (I), Canton Patapédia, sur un terrain propriété de la couronne.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de L'Ascension de Patapédia, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1956, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 30 juillet 1956. 42898-31-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski & Bonaventure

Superior Court, No. 18,246. { ALBERT PELLETIER, merchant, of that place called L'Ascension de Patapedia, District of Bonaventure, plaintiff vs THOMAS BERGERON, of the place called L'Ascension de Patapedia, District of Bonaventure, defendant.

The rights of pre-emption, clearing, improvements, buildings, circumstances and dependencies on a portion of land described as being the northeasterly part of original lot number five (P. 5), presently known as number five-B (5-B), range one (1), Township of Patapedia, of an area of sixty-one acres and one hald (61½), and moreover, a dwelling-house and dependencies situated on the southwest part of said lot five-B (5-B), Range one (1), Township of Patapedia, on a piece of Crown land.

To be sold at the door of the Church of the Parish of L'Ascension de Patapedia, the SEVENTH day of SEPTEMBER 1956, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, July 30, 1956. 42898-31-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 17,636 { L. J. ROY, commerçant de bois de Cap-Chat, et y faisant affaires seul sous le nom de L. J. Roy & Frère, demandeur vs OCTAVE SOUCY, de l'endroit appelé St-Joachim de Tourelle, district de Rimouski et Gaspé, défendeur.

Une terre située au 2ième rang de la paroisse de St-Joachim de Tourelles, ayant une superficie de 117.72 acres, connue et désignée comme étant les lots vingt-sept-A (27-A), vingt-sept-B (27-B) et vingt-huit-A (28-A), du cadastre officiel du canton Tourelle, bornée vers le nord-ouest par le chemin public, vers le nord-est par le lot vingt-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 17,636 { L. J. ROY, lumber merchant of Cap Chat, carrying on business alone under the name of L. J. Roy & Frère, plaintiff vs OCTAVE SOUCY, of that place called St. Joachim de Tourelle, district of Rimouski and Gaspé, defendant.

A farm situated in range 2, of the parish of St. Joachim de Tourelle, having an are of 117.72 acres, known and designated as being lots twenty-seven-A (27-A), twenty-seven-B (27-B) and twenty-eighth-A (28-A) of the official cadastre of the township of Tourelle, bounded northwesterly by the public highway, northeasterly by lot

huit-B (28-B), vers le sud-est par le 3ième rang et vers le sud-ouest par le lot vingt-six-C (26-C), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Joachim de Tourelle, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE, 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 30 juillet 1956. 42900-31-2-o

twenty-eight-B (28-B), southeasterly by range 3 and southwesterly by lot-twenty-six C (26-C) with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Joachim de Tourelle, the FIFTH day of SEPTEMBER 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, July 30, 1956. 42900-31-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 18,245. ALBERT PELLETIER, marchand, de l'endroit appelé L'Ascension de Patapédia, district de Bonaventure, demandeur vs ANTOINE GALLANT, de l'endroit appelé L'Ascension de Patapédia, district de Bonaventure, défendeur.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et les impenses sur le lot n° treize (13), rang six (6), Canton Patapédia, dan le comté de Matapédia, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de L'Ascension de Patapédia, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 30 juillet 1956. 42899-31-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 18,245. ALBERT PELLETIER, merchant of that place called L'Ascension of Patapedia, District of Bonaventure, Plaintiff vs ANTOINE GALLANT, of the place called L'Ascension of Patapedia, District of Bonaventure, Defendant.

The rights of pre-emption, clearing, improvements, and upkeep on lot number thirteen (13), range six (6), Township of Patapedia, in the County of Matapedia, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Church of the Parish of L'Ascension de Patapedia, the SEVENTH day of SEPTEMBER 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, July 30, 1956. 42899-31-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 31

ARRÊTÉS EN CONSEIL :

652 — Concernant les règlements spéciaux pris en exécution de la loi des établissements industriels et commerciaux. 2605
775-A — Robe, Province 2600
775-B — Fourrure, région de Québec . . 2600
775-C — Barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans les villes de Victoriaville *et al.* 2601
775-D — Construction, région de Québec 2604
775-G — Robe, Province 2605

AVIS AUX INTÉRESSÉS : 2555

AVIS DIVERS :

Association des Filles Canadiennes Françaises Inc., Assemblée Madeleine de Verchères (directeurs) 2613
Bellevue Estates Ltd (Directeurs) 2613
Bourbeau Lake Mines Limited (Directeurs) 2613
Cliffside Garage Company, Limited (Dist. de l'actif) 2611
Dominion Wood Preserving Company Limited (Dist. de l'actif) 2611
Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd (Directeurs) 2614
Greenshields & Co. Inc. (Directeurs) . . . 2612
Krumpex Inc. (Directeurs) 2614
La Caisse Populaire de St-Paul d'Aylmer (Fondation) 2627
La Caisse Populaire de Ste-Thérèse de

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

ORDERS IN COUNCIL :

652 — Concerning special regulations under the industrial and Commercial establishments act 2605
775-A — Dress, Province 2600
775-B — Fur, region of Quebec 2600
775-C — Barbering and hairdressing in the towns of Victoriaville *et al.* 2601
775-D — Construction, region of Quebec 2604
775-G — Dress, Province 2605

NOTICE TO INTERESTED PARTIES : 2555

MISCELLANEOUS NOTICES :

Association des Filles Canadiennes Françaises Inc., Assemblée Madeleine de Verchères (Directors) 2613
Bellevue Estates Ltd (Directors) 2613
Bourbeau Lake Mines Limited (Directors) 2613
Cliffside Garage Company, Limited (Dist. of Assets) 2611
Dominion Wood Preserving Company Limited (Dist. of assets) 2611
Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd (Directors) 2614
Greenshields & Co Inc., (Directors) . . 2612
Krumpex Inc. (Directors) 2614
La Caisse Populaire de St-Paul d'Aylmer (Foundation) 2627
La Caisse Populaire de Ste-Thérèse de

l'Enfant-Jésus (Fondation)..... 2627
Les Equipements St-Paul Ltée (Directeurs)..... 2614
Le Syndicat de l'U.C.C. de Port Daniel (Formation)..... 2627
Rougier Frères (Directeurs)..... 2612
Samuel Lapitsky Foundation (Directeurs)..... 2615
Snowdon Major Fastball League Inc. (Règlement)..... 2612
Sulphur Converting Corporation (Directeurs)..... 2614
Weshler Sales Promotions Ltd. (Directeurs)..... 2614

CHARTES — ABANDON DE :

Barney's Uniform Supply Ltd..... 2617
Cliffside Garage Company, Limited .. 2616
Delval Investment Corporation..... 2616
Dominion Wood Preserving Company Limited..... 2616
Endeco Company Limited..... 2616
Le Cercle du Roman Policier Ltée 2617
Radio Rouyn-Abitibi Limitée 2617

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:

Dexter Manufacturing Co., Inc..... 2617
Nadaka Radioactive Minerala, Inc... 2617

DEMANDES À LA LÉGISLATURE :

First Christian Reformed Church.... 2618
Paunovic', Milos..... 2618

DÉPARTEMENTS — AVIS DES :

AFFAIRES MUNICIPALES :

Donnacona, ville..... 2618
Whitton, canton..... 2619

AGRICULTURE :

Cercle agricole de la paroisse St-Thomas de Caxton (dissout)..... 2619

INSTRUCTION PUBLIQUE :
Municipalité scolaire de :

St-Simon d'Adercarn..... 2620

TERRES ET FORÊTS :
Service du Cadastre :

Montréal, paroisse..... 2620

TRAVAIL :
Industrie ou métiers de :

Automobile des cantons de l'Est (Prélèvement)..... 2622
Coiffeurs pour Dames, Montréal..... 2620

VOIRIE :

Entretien de certaines routes discontinué..... 2623

EXAMENS DU BARREAU :

St-François: étude 2625

LETTRES PATENTES :

Allie Auto Parts Ltd..... 2556
Anglo Canadian Steel Supplies Ltd. .. 2557

l'Enfant-Jésus (Foundation)..... 2627
Les Equipements St-Paul Ltée (Directors)..... 2614
Le Syndicat de l'U.C.C. de Part Daniel (Formation)..... 2627
Rougier Frères (Directors)..... 2612
Samuel Lapitsky Foundation (Directors)..... 2615
Snowdon Major Fastball League Inc. (By-Law)..... 2612
Sulphur Converting Corporation (Directors)..... 2614
Weshler Sales Promotions Ltd (Directors)..... 2614

CHARTERS — SURRENDER OF :

Barney's Uniform Supply Ltd..... 2617
Cliffside Garage Company, Limited.... 2616
Delval Investment Corporation..... 2616
Dominion Wood Preserving Company Limited..... 2616
Endeco Company Limited..... 2616
Le Cercle du Roman Policier Ltée.... 2617
Radio Rouyn-Abitibi Limitée..... 2617

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :

Dexter Manufacturing Co., Inc..... 2617
Nadaka Radioactive Minerala, Inc... 2617

APPLICATIONS TO LEGISLATURE :

First Christian Reformed Church.... 2618
Paunovic', Milos..... 2618

DEPARTMENTAL NOTICES :

MUNICIPAL AFFAIRS :

Donnacona, town..... 2618
Whitton, township..... 2619

AGRICULTURE :

Cercle agricole de la paroisse St-Thomas de Caxton (dissolved)..... 2619

ÉDUCATION :
School Municipality of :

St-Simon-d'Abercarn..... 2620

LANDS AND FOREST :
Cadastral Branch :

Montreal, parish..... 2620

LABOUR :
Industry or Trades of :

Automobile, Eastern Townships (Levy)..... 2622
Ladies hairdressing, Montreal..... 2620

ROADS :

Maintenance of certain roads ceased .. 2623

BAR EXAMINATIONS :

St. Francis: study..... 2625

LETTERS PATENTS :

Allie Auto Parts Ltd..... 2556
Anglo Canadian Steel Supplies Ltd. .. 2557

B. Cohen Corp. 2557
Bertrand Electrique Ltée 2557
Dubroc Holdings Corporation 2558
Eastbrook Express Ltd. 2558
Edouard Marchand Inc. 2558
Fleet Shoe Findings Limited 2559
G. L. Gauthier, Limitée 2559
Ideal Shoe Supplies Inc. 2559
L. Brouillard Auto Limitée 2560
Manoir Realties Inc. 2560
Man-Teo Entreprises Inc. 2560
Markus Builders' Supply Ltd. 2561
Paul E. Tremblay Incorporée 2561
Perky Incorporated 2561
Plomberie Crest Plumbing Ltd. Ltée 2562
Rosedale Heights Limited 2562
Sauvageau Automobile Limitée — Sauvageau Automobile Limited 2562
Sourkes & Seiler Ltd. 2563
Symphony Lounge Wear Inc. 2563
Vibra Pipe & Concrete Ltd. 2563

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :

David Schreiber Corp. 2564
First Church of Christ, Scientist, Montrea, Canada 2564
Grand Mere Knitting Company Limited 2564
United Auto Parts (St. Johns) Limited — United Auto Parts (St-Jean) Limitée 2565

MINISTÈRE DES FINANCES :

Assurances:
Sommaire des états financiers des compagnies d'assurance provinciale et des sociétés de secours mutuels provinciales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1955 2565
The Canada Trust Company (siège social) 2565
The Eastern Trust Company (Siège social) 2565
Victoria Insurance Company of Canada (Permis) 2625

SIÈGES SOCIAUX :

Broughton Construction Co. Ltd. 2615
C.-E. Dionne & Fils Limitée 2626
Corporation de Prêt et Revenu 2626
Davies Irwin Ltd 2626
Glory Shirt Co. Ltd. 2615
J. Lamontagne Limitée 2626
Les Produits Laitiers Cartier Inc. 2626
Promotion & Placements Cie Ltée 2615
Semerset Lumber Company Limited 2625

SOUMISSIONS :

Chicoutimi-Nord, Comm. scol. 2630
Enfant-Jésus, Comm. scol. 2632
Lac-des-Écorces, village 2629
St-Alexis-de-Matapédia, paroisse 2631
St-Wilfrid-de-Barnston, Comm. scol. 2627

VENTES, LOI DES FAILLITE :

Beaulieu, Charles-O. 2634
Ouellet, Lionel 2633

VENTE PAR LICITATION:

Sansfaçon vs Sansfaçon 2635

VENTES POUR TAXES:

Delisle, canton 2636

B. Cohen Corp. 2557
Bertrand Electrique Ltée 2557
Dubroc Holdings Corporation 2558
Eastbrook Express Ltd. 2558
Edouard Marchand Inc. 2558
Fleet Shoe Findings Limited 2559
G. L. Gauthier, Limitée 2559
Ideal Shoe Supplies Inc. 2559
L. Brouillard Auto Limitée 2560
Manoir Realties Inc. 2560
Man-Teo Entreprises Inc. 2560
Markus Builders' Supply Ltd. 2561
Paul E. Tremblay Incorporée 2561
Perky Incorporated 2561
Plomberie Crest Plumbing Ltd. Ltée 2562
Rosedale Heights Limited 2562
Sauvageau Automobile Limitée — Sauvageau Automobile Limited 2562
Sourkes & Seiler Ltd. 2563
Symphony Lounge Wear Inc. 2563
Vibra Pipe & Concrete Ltd. 2563

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :

David Schreiber Corp. 2564
First Church of Christ, Scientist, Montreal, Canada 2564
Grand Mere Knitting Company Limited 2564
United Auto Parts (St. Johns) Limited — United Auto Parts (St-Jean) Limitée 2565

DEPARTMENT OF FINANCE :

Insurances:
Summary of the financial statements of provincial insurance companies and of provincial mutual benefit associations for the year ended December 31st, 1955 2565
The Canada Trust Company (Head office) 2565
The Eastern Trust Company (Head office) 2565
Victoria Insurance Company of Canada (License) 2625

HEAD OFFICES :

Broughton Construction Co. Ltd. 2615
C.-E. Dionne & Fils Limitée 2626
Savings and Investment Corporation 2626
Davies Irwin Ltd. 2626
Glory Shirt Co. Ltd. 2615
J. Lamontagne Limitée 2626
Les Produits Laitiers Cartier Inc. 2626
Promotion & Investments Co. Ltd. 2615
Semerset Lumber Company Limited 2625

TENDERS :

Chicoutimi-Nord, School Comm. 2630
Enfant-Jésus, School Comm. 2632
Lac-des-Écorces, village 2629
St-Alexis-de-Matapedia, parish 2631
St-Wilfrid-de-Barnston, School Comm. 2627

SALES, BANKRUPTCY ACT :

Beaulieu, Charles-O. 2634
Ouellet, Lionel 2633

SALE BY LICITATION:

Sansfaçon vs Sansfaçon 2635

SALES FOR TAXES:

Delisle, township 2636

Montréal-Est, ville..... 2636
Montréal-Nord, ville..... 2637

VENTES PAR SHÉRIFS :

ARTHABASKA:

Henri vs Daigle..... 2638

BEAUCE :

Gagné vs Bélanger..... 2639
Industrial Acceptance Corp. vs Tanguay..... 2639

MONTRÉAL :

Assistance Loan & Finance Corp. vs Pelchat..... 2640
Laniel vs Nolet..... 2640
Laporte vs Vinet..... 2639
Le Promoteur d'Industrie Limitée vs Jolicœur..... 2640
Trépanier vs Lortie..... 2641

NICOLET :

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Lemay..... 2641

QUÉBEC :

Gauthier vs Gauthier..... 2642

RIMOUSKI :

Pelletier vs Bergeron..... 2642
Pelletier vs Gallant..... 2643
Roy vs Soucy..... 2642

42858-o

Montrea-East, town..... 2636
Montreal-North, town..... 2637

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Henri vs Daigle..... 2638

BEAUCE :

Gagné vs Bélanger..... 2639
Industrial Acceptance Corp. vs Tanguay..... 2639

MONTREAL :

Assistance Loan & Finance Corp. vs Pelchat..... 2640
Laniel vs Nolet..... 2640
Laporte vs Vinet..... 2639
Le Promoteur d'Industrie Limitée vs Jolicœur..... 2640
Trépanier vs Lortie..... 2641

NICOLET :

The Quebec Farm Credit Bureau vs Lemay..... 2641

QUEBEC :

Gauthier vs Gauthier..... 2642

RIMOUSKI :

Pelletier vs Bergeron..... 2642
Pelletier vs Gallant..... 2643
Roy vs Soucy..... 2642

42858-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.